

N° 106
SEPTEMBRE 2002
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

LES TROTSKYSTES ET L'ALGERIE
DE 1945 A 1954

*Centre d'Études et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

28, rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris - France - 01 44 83 00 00

5 Euros

SOMMAIRE

Présentation	page 3
Chronologie indicative	page 6
Carte de l'Algérie	page 30

I - Sur l'évolution de la situation politique en Algérie et les perspectives avancées entre 1945 et 1954.....pages 7 à 28

- «A Sétif en mai 1945», in *La Vérité* (juin 1949)
- «Afrique du Nord – Algérie», in *Quatrième Internationale* (septembre-novembre 1945)
- «A propos du collège électoral en Algérie», in *La Vérité* (avril 1946)
- «Pour une assemblée constituante algérienne», in *La Vérité* (mai 1946)
- «Le statut de l'Algérie ou...», in *La Vérité* (août 1947)
- «Jules Moch démentit», in *La Vérité* (décembre 1949)
- «A bas la terreur colonialiste en Algérie», in *La Vérité* (mai 1950)
- «Le truquage électoral en Algérie», in *La Vérité* (juillet 1951)
- «Problèmes de l'Afrique du nord», in *La Vérité* (avril 1953)
- «Problèmes de l'Afrique du nord (II)», in *La Vérité* (mai 1953)
- «Problèmes politiques d'Afrique du nord (III)», in *La Vérité* (mai 1953)
- «Où en est l'Algérie ?», in *La Vérité* (mars 1954)
- «Solidarité aux peuples d'Afrique du Nord», in *La Vérité des travailleurs* (décembre 1952)
- «Indépendance pour l'Afrique du Nord», in *La Vérité des travailleurs* (août 1954)

II - Le mouvement national algérien vu par les trotskystes, et la solidarité à son égard.....pages 29 à 56

- «Compte-rendu du meeting du comité provisoire de défense des libertés démocratiques en Algérie» (avril 1946)
- «Interview de Messali Hadj», in *La Vérité* (août 1946)
- «Le programme du PPA», in *La Vérité* (décembre 1946)
- «8000 Nord-Africains au meeting du PPA», in *La Vérité* (mai 1947)
- «Vers l'union des forces anti-impérialistes ?», in *La Vérité* (janvier 1948)
- «Wagram, déroute de l'Union française», in *La Vérité* (avril 1948)
- «Les mouvements de libération nationale en Afrique du nord», par Mathias Corvin, in *Quatrième Internationale* (février-avril 1952)

- «Un tract des cellules Renault du PCI», in *La Vérité* (octobre 1952)
- «Problèmes algériens», in *La Vérité* (novembre 1952)
- «Problèmes algériens (II)», in *La Vérité* (novembre 1952)
- «Problèmes de l'Afrique du nord (IV)», in *La Vérité* (mai 1953)
- «Problèmes de l'Afrique du nord (V)», in *La Vérité* (juin 1953)
- «Problèmes nord-africains – l'impasse du réformisme en Algérie», in *La Vérité* (mai-juin 1954)
- «Problèmes nord-africains – le mouvement national en Algérie est-il dans l'impasse ?», in *La Vérité* (juillet-septembre 1954)
- «Le MTLD contre les capitulards», in *La Vérité* (octobre 1954)

III - Le cas de l'immigration algérienne dans la métropole.....pages 57 à 64

- «Chez les travailleurs nord-africains», in *La Vérité* (novembre 1949)
- «Chez les travailleurs nord-africains (II)», in *La Vérité* (novembre 1949)
- «Chez les travailleurs nord-africains (III)», in *La Vérité* (décembre 1949)
- «Chez les travailleurs nord-africains (IV)», in *La Vérité* (décembre 1949)
- «Chez les travailleurs nord-africains (V)», in *La Vérité* (janvier 1950)
- «France – «L'Algérie libre»», in *Quatrième Internationale* (août-octobre 1950)

IV - Regards parallèles sur l'Algérie coloniale.....pages 65 à 77

- «Pitié pour le Maghreb», par Daniel Guérin, in *Les Temps Modernes* (avril 1953)
- «En Algérie, terreur gaulliste», par Yves Dechézelles, in *Le Drapeau Rouge* (n°39, date avril-mai 1948)

Bibliographie indicative.....page 79

PRESENTATION

Beaucoup de livres, de documents, de témoignages ont été publiés sur la guerre menée contre la domination coloniale française et qui a abouti à l'indépendance de l'Algérie. Le fait que l'année 2002 ait marqué le 40ème anniversaire de l'accession de l'Algérie à l'indépendance conduit actuellement à de nouvelles publications. Il est cependant beaucoup moins question de la formation du mouvement national en Algérie, de son histoire, des années vingt du siècle passé à 1954.

La constitution d'un mouvement national algérien, son combat pour incarner la volonté d'indépendance du peuple algérien, datent de l'entre-deux guerres, ainsi que l'a fort opportunément rappelé le Cahier numéro 93 sur « Front populaire et colonialisme ». Après la tourmente du second conflit mondial, s'ouvre une période à bien des égards cruciale pour comprendre l'explosion de novembre 1954, qui fut tout sauf « un coup de tonnerre dans un ciel serein ». C'est à ces neuf années, qui vont des massacres du Constantinois en mai 1945 jusqu'à la Toussaint rouge, que nous avons choisi de nous intéresser, neuf années de montée et d'irrigation en profondeur de la volonté d'indépendance dans la population algérienne, corollaire de difficultés économiques persistantes, de développement du mouvement nationaliste accompagné de divergences et de crises et d'une politique constante de répression utilisant déjà les moyens que l'on retrouvera dans la guerre, comme la torture.

Les événements déclenchés le 8 mai 1945 après l'annonce de la capitulation de l'Allemagne nazie, et qui sont rappelés dans un des articles de *La Vérité* et des extraits de l'article de *Quatrième Internationale*, (« L'impérialisme français en quête de grandeur » reproduit dans cette livraison des Cahiers) marquent le début d'une nouvelle période de lutte. Des historiens et des chercheurs l'ont salué comme le véritable point de départ de la guerre d'indépendance. Ce jour-là, en effet, la population algérienne (arabophones et berbérophones unis comme ils le seront dans la guerre), mise en confiance par la défaite de la métropole en 1940, confortée par les promesses de liberté énoncées par les Alliés, manifeste dans tout le pays, en déployant le drapeau national algérien. Dans les villes de Sétif et Guelma en particulier, l'intervention des forces de l'ordre provoque des affrontements qui seront suivis d'une terrible répression. L'armée française a recours aux moyens traditionnels « d'écrasement des rebelles ». On emploie en particulier les unités de choc des troupes coloniales (Légion étrangère, tirailleurs) parfois secondés par des milices de colons, enragés par une remise en cause de leur pouvoir. On fait donner aussi l'aviation.

C'est une véritable opération de guerre qui engage la responsabilité directe du gouvernement en place, gouvernement présidé par de Gaulle et où siègent de nombreux ministres membres responsables de la SFIO et du PCF (comme par exemple Charles Tillon, ministre de l'Air). Il est sans doute difficile de faire un bilan humain exact de la terreur qui se déchaîne (les sources nationalistes avancent le chiffre de 40 à 50 000 morts), mais elle aboutit incontestablement à un véritable massacre. Le PCF déclenche alors une infâme campagne de défense de l'ordre colonial assimilant l'organisation nationaliste algérienne, le Parti du Peuple Algérien, à une organisation nazie (PPA = PPF de Doriot). Le fossé de sang qui a été creusé pose avec plus d'intensité encore qu'auparavant la question de l'indépendance. Les neuf années qui séparent mai 1945 de novembre 1954 sont ainsi des années qui mènent à une explosion révolutionnaire et dans lesquelles le peuple algérien se prépare à combattre par tous les moyens, y compris par ceux de la lutte armée afin d'éviter la répétition d'une telle tragédie.

Les documents rassemblés dans ce Cahier émanent essentiellement de la IV^e Internationale et de sa section française qui, pour l'essentiel de la période considérée

formaient des organisations unifiées. Nous avons prolongé la sélection des documents jusqu'à la veille de novembre 1954, et donc après la scission de 1952. C'est ainsi que l'on trouve deux articles de *La Vérité des travailleurs* éditée par la minorité (qui s'était rangée du côté de la majorité dans l'Internationale et qui était donc considérée par celle-ci comme sa section officielle). Cela permet de voir qu'alors, sur ce point, la position de la minorité était largement semblable à celle du PCI majoritaire. Ce n'est qu'après le début de la guerre d'Algérie qu'elles commenceront à se différencier. (1) Rappelons que, dès l'entre-deux guerres, les trotskystes se sont rapprochés des nationalistes algériens les plus radicaux, et qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pays coloniaux étaient vus par la IVe Internationale comme constituant l'un des principaux terrains de lutte contre l'impérialisme. Les analyses développées alors conservent aujourd'hui un grand intérêt historique et politique.

La sélection a nettement privilégié la presse trotskyste, tant il est vrai qu'elle a toujours été un vecteur essentiel de diffusion des idées et un support de l'organisation. *La Vérité* était d'ailleurs vendue sur le territoire algérien. C'est d'autant plus utile que ces textes restent pour l'essentiel inédit, en l'absence d'une édition complète des numéros de *La Vérité* de cette période (2). Nous les avons complétés par certains articles de la revue du Comité exécutif international, *Quatrième Internationale*. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, nous avons reproduit deux articles extraits de *La Vérité des Travailleurs*. Nous avons en outre inclus deux documents extérieurs aux organisations se réclamant du trotskysme. Des extraits d'un article de Daniel Guérin après son voyage au Maghreb, article que *La Vérité* de l'époque jugeait « remarquable ». Et un article d'Yves Dechézelles paru dans le journal des jeunesses socialistes (*Le Drapeau rouge*, n° 39, avril-mai 1948). Yves Dechézelles, dont le nom est lié à tous les combats contre le colonialisme et pour la défense des victimes de l'impérialisme français, a été l'avocat -entre autres- de Messali Hadj et a participé, pendant la guerre d'Algérie, à la défense des militants nationalistes des différentes organisations.

En plus de l'évolution de la situation en Algérie (liée souvent à celle du Maghreb) de 1945 à 1954 (3), nous avons retenu un grand nombre d'articles qui traitent plus particulièrement du mouvement nationaliste. C'est en effet un aspect essentiel afin de bien appréhender les problèmes de la lutte pour l'indépendance mais aussi pour comprendre la politique des trotskystes. Dès l'entre-deux guerres, ces derniers ont apporté leur soutien (sans se priver néanmoins de certaines critiques) au parti dont Messali Hadj était le principal dirigeant (successivement dénommé Etoile Nord-africaine, Parti du Peuple Algérien, Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques et Mouvement National Algérien), et qui se plaçait sur le terrain de l'indépendance. A partir de là, était-il envisageable que ce parti fasse sien le programme trotskyste ? Cette question a naturellement été débattue : pour ce qui est de l'organisation issue du PCI majoritaire, un bilan a été tiré dans « *Quelques enseignements de notre histoire* ». Aux historiens de poursuivre une analyse exhaustive de cet aspect et de bien d'autres.

La série d'articles consacrée à la situation des travailleurs immigrés algériens nous a également semblé d'un grand intérêt. En plus des échos patents qu'elle entretient avec l'actualité, c'est là une des particularités résultant de la colonisation de l'Algérie et qui marqua la guerre d'indépendance qu'une fraction essentielle de la classe ouvrière algérienne - qui joua un grand rôle dans le mouvement national - se soit trouvée dans la métropole. Les liens entre les nationalistes algériens et les militants trotskystes tiennent aussi à un combat commun contre l'exploitation patronale.

En plus d'éclairer l'aboutissement de la guerre d'Algérie, contre laquelle les trotskystes se sont pleinement investis, ce Cahier offre un exemple de l'intérêt porté par ce courant révolutionnaire à la question coloniale, qui mérite d'être encore largement embrassée (4). C'est ce qui explique que le 1^{er} novembre 1954, les trotskystes ne seront pas surpris par une explosion qu'ils considéraient de toute façon comme prévisible et inévitable. Il resterait à

analyser l'ensemble de cette documentation pour réussir à comprendre au plus près positions et actions des trotskystes vis-à-vis de l'Algérie, avec leurs forces et leurs faiblesses. Un prochain Cahier pourra également être consacré à la lutte contre la guerre d'Algérie.

05/09/2002

1 – Nous n'avons pas publié dans ce Cahier de textes émanant de l'Union Communiste (l'organisation dont se réclame aujourd'hui *Lutte Ouvrière*), qui avait une position plus distante à l'égard du mouvement national algérien. On peut toutefois trouver des articles témoignant de la solidarité de l'Union communiste avec les Algériens dans *La Lutte de Classes – Tome I : octobre 1942-juillet 1945*, La Brèche, Paris, 1992 ; *La Lutte des classes et La Voix des Travailleurs-tome II : septembre 1945-mai 1947*, La Brèche Paris, 1994 ; *La Voix des Travailleurs- tome III : Sélection de textes parus entre le 20 septembre 1947 et le 13 mars 1950*, La Brèche, Paris, 1995.

2 – Contrairement à ce qui avait été fait pour la période de la guerre par Brabant Jean-Michel/ Dreyfus Michel/ Pluet Jacqueline, *La Vérité 1940/1944*, E.D.I. Paris, 1978.

3 - On pourra consulter en parallèle de la lecture des textes sélectionnés les quelques éléments de chronologie qui sont proposés.

4 - Nous avons commencé à le faire avec le Cahier n°100 de mars 2001, consacré à « L'opposition de gauche en Indochine de 1930 à 1937 ».

CHRONOLOGIE SUCCINCTE : L'ALGERIE ET LE MOUVEMENT TROTSKYSTE DE 1945 A 1954

- 8 au 13 mai 1945 : manifestations à Sétif et Guelma pour célébrer la fin de la guerre avec l'Allemagne nazie, dans lesquelles le drapeau algérien est déployé. Les affrontements qui s'ensuivent avec les colons conduisent à une importante répression de la part de l'Etat français.
- Avril 1946 : création de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), dirigée par Ferhat Abbas.
- 20 octobre 1946 : fondation du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), dont le principal leader est Messali Hadj ; il succède au Parti du peuple algérien, qui avait été interdit en septembre 1939.
- 10 novembre 1946 : élections législatives, le MTLD obtient 5 députés.
- 19 décembre 1946 : début de la guerre d'Indochine.
- 15 février 1947 : le MTLD crée l'Organisation spéciale (OS), clandestine, pour préparer la lutte armée.
- 20 septembre 1947 : promulgation du statut de l'Algérie, refusé par les députés musulmans algériens.
- 19 au 26 octobre 1947 : élections municipales en Algérie, qui sont un triomphe pour le MTLD.
- Avril 1948 : IIe Congrès mondial de la IVe Internationale ; adoption de la résolution « La lutte des peuples coloniaux et la révolution mondiale ».
- 4 au 11 novembre 1948 : truquage des élections à l'Assemblée algérienne pour enrayer une victoire des nationalistes.
- Avril 1949 : crise « berbériste » dans la fédération de France du MTLD.
- Mars 1950 : démantèlement de l'OS par la police.
- Juillet 1951 : IIIe Congrès mondial de la IVe Internationale.
- 2 février 1952 : naissance d'un Front d'unité et d'action entre les partis nationalistes d'Afrique du nord, dont le MTLD.
- Juillet 1952 : scission du Parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale.
- 3 au 8 décembre 1952 : soulèvement au Maroc pour protester contre l'assassinat du syndicaliste Ferhat Hached en Tunisie.
- 20 avril 1953 : congrès du MTLD à Alger ; crise entre « centralistes » et « messalistes ».
- 20 août 1953 : le sultan du Maroc est déposé par les autorités françaises.
- 1953 : scission de la IVe Internationale, constitution du Comité International.
- 23 mars 1954 : création du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, premier embryon du FLN.
- Juillet 1954 : IVe Congrès mondial de la IVe Internationale.
- 13 au 15 juillet 1954 : congrès d'Hornu en Belgique des « messalistes », congrès d'Alger des « centralistes », scission du MTLD.
- 20 juillet 1954 : accords de Genève, fin de la guerre d'Indochine.
- 1^{er} novembre 1954 : transformation du « comité des six » en Front de libération nationale (FLN), début de l'insurrection algérienne dans les Aurès.

I

Sur l'évolution
de la situation politique en Algérie
et les perspectives avancées
entre 1945 et 1954

Extraits de « la Vérité » 1945 – 1954
IVe Internationale 1945
« La Vérité des travailleurs 1952 – 1954 »

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Nouvelle Série — N° 20-21

JUILLET - AOUT 1945

● PRIX : 25 Fr.

QUATRIÈME INTERNATIONALE



SOMMAIRE

- ◆ **Éditorial.**
 - ◆ **L'Impérialisme français en quête de grandeur**
par N. MARC.
 - ◆ **Lettre ouverte de Léon Trotsky aux travailleurs
de l'Inde.**
Le Mouvement Trotskyste aux Indes.
Thèses des Bolcheviks-Léninistes hindous.
 - ◆ **Aux archives du Marxisme.**
-
-

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

en quête de grandeur

Par N. MARC

Un Empire colonial menacé.

La guerre a profondément ébranlé les assises « impériales » de la France.

Lors de l'écroulement de la III^e République, les « proconsuls » de l'Empire se rangèrent — et y restèrent tant qu'ils eurent le choix — derrière Pétain. L'appareil et les gros colons pratiquaient depuis longtemps la politique et les méthodes Vichy introduisait dans la métropole.

En s'installant à Alger — après un dédale d'intrigues, de marchandages et de complots de toutes sortes entre gouverneurs et chefs militaires — de Gaulle crut retrouver l'empire comme le « Prince Charmant » retrouve « la Belle au Bois Dormant ».

Le premier souci du Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.) fut de consolider le « prestige » de l'impérialisme « partout dans le monde où flottent nos trois couleurs ». Voici d'après les documents officiels quelles furent les méthodes employées à cet effet en A.O.F. par exemple, après le « renversement » du vichissois Boisson :

« L'un des premiers soins du CFLN en AOF fut d'y rétablir les lois républi-

calines. Afin d'éviter des perturbations qui auraient pu être provoquées par la disparition soudaine et totale des lois du gouvernement de Vichy, une « Commission de Validation Spéciale » fut créée pour en maintenir un certain nombre. Elle commença à fonctionner le 18 mai 1943 et mit au point une série d'ordonnances qui annulèrent les lois relatives aux mesures d'exception contre certains fonctionnaires; à la suspension des organismes consultatifs, au régime de la presse et de la censure, à la Charte du Travail, aux Israélites, etc. (Ministère de l'Information. Notes documentaires et études, série coloniale VII).

Le « rétablissement des lois républicaines » et le maintien de certaines lois de Vichy « afin d'éviter les perturbations » n'attaquaient en quoi que ce soit le statut colonial et les fondements considérés comme « immuables » de la do-

mination impérialiste: la continuité de la III^e République à de Gaulle, en passant par Pétain, était assurée.

Après s'être accordé le droit, à la Consultative d'Alger, de parler tant et plus de « libération » et d'« auto-détermination des peuples » — étant bien entendu que ces principes nécessitaient des « correctifs » quant à l'Afrique du Nord — le gouvernement dit de la Résistance *maintint intégralement en Algérie comme dans le protectorat marocain, tous les maillons de la chaîne avec lesquels on rattache les peuples coloniaux à l'« Empire »* (vestiges féodaux, code de l'indigénat, appui aux gros colons, renforcement de l'appareil, etc...). En enfermant et fusillant quelques vichysois — non à cause de leur vichyssisme, mais parce qu'ils s'étaient d'abord ralliés à Darraud ou à Giraud — on crut effacer le passé et l'on remit l'« Empire » à contribution. Nouveaux prétextes, mais vieilles méthodes: l'Afrique du Nord comme l'AOF « *versèrent une contribution VOLONTAIRE très importante pour la libération de la Métropole* », écrivent cyniquement les documents officiels — qui ajoutent qu'actuellement, la source la plus importante de « financement » est une « *Contribution Exceptionnelle de Guerre* ». Cette politique faisait bien suite à celle de Vichy comme le prouve la déclaration que voici, faite au printemps de 1943 par Bruncl, président du Conseil économique, institué par Giraud en Algérie:

« Pendant plus de deux ans, l'Algérie a été littéralement mise à sac par Vichy qui, au profit de l'Axe (pas au profit de tous les deux? N.M.) l'a dépouillée de ses produits essentiels depuis les légumes et les fruits jusqu'au bétail ». (Notes doc., Série française XIX).

La faillite de la politique petite bourgeoise de la Résistance à modifier en quoi que ce soit le système policier bureaucratique et militaire français, véritables sangsues sur le corps de l'Afrique, commença comme on le voit, non au lendemain des journées d'août à Paris, mais au lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le 7 novembre 1942. Avec

Pétain ou avec de Gaulle, l'impérialisme français tentait de jouer gagnant sur les deux tableaux.

Or, c'est précisément dans le domaine colonial que l'impérialisme français pourra comprendre qu'il a perdu bien plus qu'« une bataille ». En effet, l'affirmation de la volonté d'indépendance des peuples coloniaux, comme par ailleurs les visées des impérialistes anglais et yankee mettent en jeu les fondements de l'Empire : des Antilles à l'Afrique, du Proche-Orient à l'Indochine, l'armature impérialiste française est battue en brèche et risque de s'effondrer. Ce processus, commencé pendant la guerre, ne fait que s'accroître dans la période actuelle de liquidation et d'établissement du bilan général des pertes et profits.

Le premier désastre enregistré officiellement, fut celui du LEVANT. De Gaulle n'avait pu reprendre pied en Syrie et au Liban qu'après avoir promis clairement et sans équivoque l'indépendance de ces pays (accord Lytelton-De Gaulle de 1941). Or, dès la rentrée des « Troupes Françaises Libres » au Proche-Orient, De Gaulle, après avoir repris à son service les Beynet et les Oliva-Roget qui avaient servi sous Dentz, s'employa de s'y rétablir à demeure comme auparavant. Les peuples syrien et libanais ripostèrent à ces prétentions par une série de véritables soulèvements. Par ailleurs, l'impérialisme anglais, plus rapace et plus agressif que jamais en raison même de la menace que fait peser sur tout son système colonial le réveil du monde arabe — et sûr de l'appui de l'impérialisme américain qui établit dans cette partie du monde des bases pour sa puissance impériale — y vit une occasion unique, non seulement de détourner la foudre de spopulations arabes, mais encore de se débarrasser d'un vieux concurrent impuissant à se défendre. Privé désormais de tout accès aux sources de pétrole, sans aucune base au Proche-Orient — charnière des trois continents — compromis devant l'ensemble du monde arabe, l'impérialisme français a dû subir le désastre en serrant les dents de rage et d'impuissance. Pendant toute la crise, la presse de la « Résistance » s'est distinguée par sa servilité envers le gouvernement impérialiste et aucune voix ne s'est élevée à la fois contre les impérialistes franco-anglais et *POUR l'indépendance de la Syrie et du Liban.*

L'ombre d'un nouveau désastre se profile maintenant en AFRIQUE DU NORD. Depuis des années, les peuples de l'Afrique du Nord mènent un combat indomptable pour leur indépendance. Dès le débarquement « allié » en Afrique, les milieux arabes exprimèrent encore une fois leur volonté d'indépendance : un manifeste fut publié à Alger demandant l'application de la Charte de l'Atlantique

qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; un mouvement appelé « Les Amis du Manifeste », dirigé par Ferrat-Abbas, se développa rapidement dans le pays et prit place à côté de deux autres mouvements nationalistes algériens: le mouvement traditionnaliste (et réactionnaire) des Oulemas et le mouvement nationaliste-progressiste du Parti du Peuple algérien (P. P. A.) dirigé par Messali Hadj (tenu en prison par Daladier, par Pétain comme par De Gaulle).

Au peuple algérien qui demande « l'égalité des droits » et l'« indépendance », la police et l'appareil ont répondu par des massacres: on l'a vu encore une fois à l'occasion des prétendues « fêtes de la victoire » le 8 mai 1945 lorsque le peuple descendit dans la rue à Sétif, Guelma, Perigotville, Kerata, demandant ses droits. Les autorités françaises répondirent en ouvrant la charge et en assassinant froidement plusieurs manifestants. Ce fut le signe d'une émeute désespérée qui embrassa rapidement une très grande partie de la population arabe: quelques 200 ou 300 français, suppôts de l'impérialisme, furent tués. La répression qui s'en suivit fut d'une sauvagerie indescriptible: les légionnaires (1) furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif, et même ailleurs, comme à Jijelti où aucun trouble ne s'était produit. Des bombardiers furent employés contre la population arabe. D'après la presse anglaise, 6 à 8.000 arabes furent exterminés; des milliers d'autres torturés, emprisonnés et « jugés » après une procédure expéditive.

Aucune voix ne s'est élevée en France pour appuyer les revendications arabes et prendre la défense du peuple algérien assassiné sauvagement par ceux qui lui imposent l'oppression, la misère et la famine. De misérables canailles attaquèrent le P. P. A. en jouant sur la ressemblance de ses initiales avec feu le P. P. F. de Doriot, les noms de Messali et de Ferrat Abbas furent entraînés dans la boue. La grande polémique entre les staliniens et les organes officieux de l'appareil se situa, naturellement, en dehors du véritable débat.

Le Monde (18 mai 1945) exprime le point de vue officiel :

« (Il ne faut pas)... *déconsidérer les cadres français d'Afrique du Nord aux prises avec les masses indigènes exaltées... et poussées à bout par la misère et par la faim. Quel que soit leur parti, les Français devraient comprendre que les problèmes nord-africains doivent*

(1) « L'impérialisme français a eu beaucoup de peine à employer des troupes coloniales. A Alger, les Sénégalais d'ailleurs refusé de tirer sur la foule indigène. »

être traités en fonction de notre politique impériale plus que de notre politique intérieure ».

A cela, l'Humanité oppose (15 mai :

« Donner à manger aux affamés, arrêter immédiatement LA POIGNEE des grands propriétaires affameurs qui sont à la source des troubles, relever de leurs fonctions QUELQUES HAUTS FONCTIONNAIRES VICHYSTES, annoncer sans nouveau délai la date des élections municipales et cantonales. Voilà les premières mesures à prendre d'extrême urgence... » (souligné par nous N.M.).

L'Humanité pense « calmer » le peuple arabe en arrêtant une POIGNEE de grands propriétaires, en limogeant QUELQUES HAUTS FONCTIONNAIRES VICHYSTES et en faisant des élections sur la base de l'ordonnance du 7 mars 1944 qui accorde « l'égalité des droits » à une POIGNEE (précisément) d'Algériens... Voilà avec quoi on pense tromper le peuple arabe tandis que *Le Monde*, lui, est pour l'unité à la manière forte.

Le peuple arabe est fatigué de ces distinguos : il demande l'égalité immédiate des droits (de tous les droits), le partage des terres et le retrait des troupes françaises. D'ailleurs, dans la pratique, les staliniens ont fait le front unique, non avec le peuple, mais avec l'appareil contre le peuple :

« Les Français... chaque fois qu'ils le purent se réunirent et firent bloc — constate *Le Monde* du 8 juillet 1945 — ; à Guelma par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et à armer TOUS les Français, des COMMUNISTES A LA DROITE et TOUS, dans le même élan, n'eurent qu'un but, s'entraider et se défendre en attendant l'armée. » (en italique par nous).

On comprend dans ces conditions pourquoi des « communistes algériens ont été blessés ou gravement mutilés en essayant de montrer à la foule surexcitée (sic) que ses vrais ennemis n'étaient pas les Français en général, mais les vichystes et quelques caïds voleurs, etc... » (*Humanité* du 15 mai) (1).

Il est clair que c'est seulement en donnant de multiples preuves de sa volonté inébranlable d'aider à l'indépendance de l'Algérie, c'est SEULEMENT EN PAYANT DE SON SANG lorsqu'il le faut, dans la lutte contre l'impérialisme français, dans la métropole comme dans l'Empire, que le prolétariat et son avant-garde pourront retrouver le chemin du front unique avec les peuples coloniaux, front unique indispensable pour le renversement de la bourgeoisie française. Le prolétariat n'a pas à chercher des remèdes à la crise profonde que traverse l'impérialisme français en quête de grandeur... La politique de pillage de ce

dernier doit être démasquée impitoyablement. L'Algérie appauvrie et « mise à sac par Vichy » continue à être mise à sac par la IV^e République. L'Algérie toute entière côtoie la famine, mais on accorde 300 grammes de pain par jour aux Français et seulement 150 gr. de grains par jour aux indigènes (et encore) et parmi ces derniers la mort fait des ravages. Un rapport officiel note que « les indigènes sont en loques; parfois, une tribu ne possède qu'un vêtement mettable qu'on se repasse selon les nécessités ». La misère totale de l'Afrique du Nord, le manque de bateaux de transports, les prélèvements sans contre-partie effectués par la métropole, la famine qui y sévit, ébranlent profondément les assises de l'« Empire ». La métropole qui se réservait l'Algérie comme « chasse gardée » a dû lever les interdictions à l'importation de l'étranger sur plus de 300 articles, ouvrant ainsi *volens-nolens* les vannes à la pénétration économique yankee : le mythe de la « solidarité » et de la « collaboration économique métropole-empire » s'effondre comme un château de cartes. L'industrie croupissante de la métropole n'est d'aucun secours aux colonies...

(1) Voici comment les dirigeants staliniens entendent en réalité combattre les pillards et les affameurs de l'Algérie :

« La France devrait se préoccuper très sérieusement de son commerce avec ses territoires d'outre-mer, a déclaré Thorez au X^e Congrès du P. C. F. Ils peuvent nous fournir des matières premières, des produits alimentaires et nous devons les aider au développement de leurs industries... »

« Nous manquons de viande, — ajoute Thorez. — L'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année, à condition de multiplier les points d'eau. »

« Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d'olives est perdue chaque année, faute de moyens appropriés. »

« Quant aux populations d'Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi, le Parti communiste de Tunisie déclarait, les 9 et 10 juin dernier, sa volonté de « tout mettre en œuvre pour consolider l'union du peuple tunisien et du peuple français... »

(« *Huma* », 27 juin.)

LA VERITE

N° 235 - JUIN 1949

A SETIF EN MAI 1945 40.000 arabes massacrés pour venger la mort de 100 européens

L'ANNIVERSAIRE de l'armistice se confond, en Algérie, avec l'anniversaire des massacres qui ensanglantèrent au même moment les Constantinnois. Ces événements sont assez peu connus en France et ont été suffisamment déformés à leur époque pour qu'il ne soit pas inutile de reprendre la relation des faits.

Le centre et le point de départ des événements de mai 45 fut la ville de Sétif dans le département de Constantine. Cette localité n'a aucune particularité, si ce n'est que c'est le fief du leader algérien, Ferhat Abbas, qui y tient une pharmacie depuis de longues années. Le 8 mai, on célèbre dans la joie l'armistice qui vient d'être conclu. Un cortège de musulmans autorisé par le Sous-Préfet se forme. Diverses banderoles sont arborées, réclamant l'indépendance de l'Algérie, la libération de Messali Hadj, etc. La police intervient et veut faire retirer les banderoles. Elle se heurte à un refus. Un commissaire de la Sûreté sort son revolver et tire, donnant le signal de la fusillade. C'est le début de la bagarre. Les manifestants sont dispersés. Ils se répandent dans la ville et hors de la ville et, dans leur indignation, s'attaquent furieusement aux Européens qu'ils rencontrent, en tuant et en blessant un certain nombre. Pour comprendre ces violences, il faut tenir compte de la haine raciste provoquée systématiquement par le colonialisme et de l'attitude méprisante, blessante, adoptée, à chaque pas de la vie quotidienne, par la grande majorité de la population française à l'égard des Arabes. La nouvelle des incidents survenus à Sétif se répandant dans les campagnes, des éléments français sont agressés en certains points isolés. Des faits semblables à ceux de Sétif se déroulent également à Guelma et dans ses environs. On dénombre au total 102 morts européens et 150 à 200 blessés.

La répression fut effroyable. A Sétif, la loi martiale est proclamée. On interdit à tout Musulman de sortir de chez lui s'il n'est pas porteur d'un brassard spécial spécifiant qu'il va à son travail. Des armes sont distribuées à la population européenne organisée en gardes civiques. Tout Musulman qui n'est pas porteur du brassard est abattu sans autre forme de procès.

Les trois arrondissements de Sétif — Campagne, de Djidjelli et de Guelma — sont soumis aux autorités militaires. L'état de siège y est décrété. Toutes les armes: armée de terre, aviation et marine concourent à la répression durant une bonne dizaine de jours.

Les Sénégalais et les Légionnaires massacrent les populations, violent, pillent, tuent et incendient. La région au nord de Sétif est partiellement transformée en désert. Le croiseur *Duguay-Trouin* bombarde les environs de Kerrata avec ses grosses pièces. Les avions du ministre stalinien Tillon bombardent et mitraillent.

A Chevreuil, les Musulmans rassemblés au-dessus du ravin par groupes de 40 à 50 sont mitraillés et précipités dans le vide. Ils allaient s'écraser et s'entasser au fond de l'abîme jusqu'à former une hauteur de près de 6 mètres.

C'est à Guelma où la folie collective semble avoir atteint son paroxysme. Le tortionnaire patenté Achiary dirigeait en personne les opérations. La haine raciste avait envahi tous les milieux; à tel point que c'est un Comité présidé par le maire socialiste Carrievet et auquel participait le dirigeant local du Parti Communiste et de la C.G.T. qui dirigeait la milice colonialiste à Guelma. Cette milice entreprit des expéditions punitives. Elle pénétrait dans les maisons arabes, enlevait les habitants et les amenait sur la route du cimetière de Hadj Embarek au début, puis aux fours à chaux d'Héliopolis. Là, ils étaient exécutés, puis incinérés dans les fours crématoires, selon les méthodes hitlériennes. Le Sous-Préfet avoua avoir fait exécuter ainsi 300 jeunes Musulmans, chiffre très inférieur à la réalité.

Pour donner tous les détails de cet épouvantable carnage, de cette folie sanglante, plusieurs numéros entiers de notre petite « Vérité » n'y suffiraient pas. L'homme qui orchestra cette pièce macabre, c'est le Préfet de Constantine, M. Lestrade-Carbonnel. « Tapez dedans », recommanda-t-il à ses subordonnés. Et ils ne se le firent pas dire deux fois.

Les sources officielles reconnaissent que 41 méchtas, c'est-à-dire 41 villages ou groupes de fermes indigènes, ont été totalement détruits. On peut évaluer à 1.000 le nombre moyen d'habitants d'une méchta. En admettant même que la moitié des habitants ait pu

se sauver, le nombre des morts s'élèverait là, déjà, à 20.000. Au total, il est généralement admis aujourd'hui qu'il a eu 40.000 morts.

40.000 Arabes tués pour venger la mort de 100 Européens; cela fait 400 pour 1. Voilà le calcul colonialiste. Il est simple; il est net. Il donne une idée exacte de ce que vaut un Musulman aux yeux du colonialiste, au demeurant bon démocrate comme vous et moi.

La suite n'est pas difficile à deviner. Une vague d'arrestations s'abattit dans toute l'Algérie. Il suffisait du moindre soupçon d'attaches aux « Amis du Manifeste » — qui à l'époque réunissait toutes les nuances du mouvement national algérien — pour être incarcéré. Il y eut 3.000 personnes emprisonnées. *Egalité*, le journal de Ferhat Abbas, fut interdit. Abbas lui-même se fit arrêter dans l'antichambre du Gouverneur général.

Le but de cette vaste provocation fut, de toute évidence, de donner un coup d'arrêt brutal au mouvement d'émancipation algérien en plein développement au sortir de la guerre.

8 mai 1945. A la même date, la guerre prenait fin en Europe et la répression sauvage, aveugle, prenait son élan de l'autre côté de la Méditerranée. Coïncidence fortuite? Peut-être. Mais hautement symbolique, néanmoins.

Car les massacres en Algérie ne sont que le début de la chaîne. Le bombardement d'Alep et de Beyrouth (Syrie) leur a fait suite, à la fin du même mois de mai. Puis ce furent les exactions colonialistes à Douala, au Cameroun (sept. 45), qui précédaient de peu le débarquement de Leclerc en Cochinchine et le début de cette reconquête de l'Indochine que l'impérialisme français ne parviendra sans doute jamais à mener à terme. Nouveaux massacres monstrueux, nouveaux torrents de sang à Madagascar, ensuite.

Oui, mai 45 c'est le début d'une nouvelle guerre: celle que l'impérialisme fait aux peuples coloniaux qui ont soif de liberté et d'indépendance.

A. DURET.

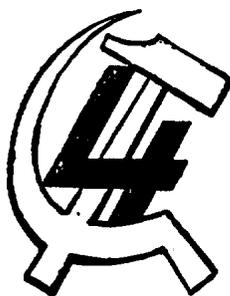
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Nouvelle Série - N° 22-23-24

PRIX: 20 Fr.

SEPT. - OCT. - NOV. 1945

QUATRIÈME INTERNATIONALE



Afrique du Nord

ALGERIE

Nous avons esquissé les grandes lignes de la phase actuelle du problème colonial dans un chapitre de l'article publié dans le dernier numéro de la Quatrième Internationale: *L'impérialisme français en quête de grandeur.*

Depuis lors plusieurs renseignements complémentaires viennent confirmer la continuité de la politique impérialiste française de Daladier à Pétain et de Pétain à De Gaulle.

Comment les impérialistes « luttent » contre l'inflation. Une statistique officielle evine que sur les 35 milliards de francs algériens représentant la totalité de la circulation fiduciaire de 1944, 25 à 26 milliards se trouvent à présent entre les mains des indigènes. Afin de « résorber » l'inflation les impérialistes ont trouvé un moyen bien simple: les indigènes ne peuvent acquérir aucune propriété immobilière sans autorisation préalable, cette masse monétaire est pratiquement sans aucune valeur car, par ailleurs, le marché de produits industriels ou agricoles est absolument vide. Ainsi, tandis que les colons et les européens peuvent acquérir non seulement des biens immobiliers mais encore pomper, au prix légal tous les biens de consommation, les indigènes sont réduits à « thésauriser » du papier sans valeur!

La situation alimentaire. La situation alimentaire reste désespérée. La distribution des grains ou de la semoule (en théorie 150 gr. par jour et par t.t.) continue comme par le passé, à être faite dans les communes indigènes (baptisées « communes mixtes ») par l'administrateur français et par le « caïd », les deux larbins de l'impérialisme français qui s'arrogent la part du

lion. Affamé et déguenillé (théoriquement les indigènes ont droit... à un demi-mètre de tissu tous les 6 mois!) le peuple algérien perd toute confiance même dans les partis européens qui se réclament de la classe ouvrière.

Les élections. Avant la guerre la masse indigène faisait une grande confiance au Parti stalinien aujourd'hui le P. C., devenu le partisan de la politique impérialiste, voit croître son influence parmi les européens alors qu'il perd tout crédit parmi les indigènes. Le battage pour l'application de la loi du 7 mars 1944 qui accorde une situation privilégiée à quelque 80.000 indigènes par rapport au reste de la population indigène, n'a trompé personne: aux dernières élections l'abstentionisme dans les collèges indigènes s'est élevé à 65 %

La répression La sanglante répression qui a suivi les événements du 8 mai et qui a coûté la vie à plus de 15.000 indigènes, continue sournoisement: un algérien, M. Kadour, signalait récemment encore que tout européen « qui se sentirait menacé » pouvait provoquer facilement des massacres de villages indigènes avoisinants, en faisant des signaux convenu aux aviateurs français (les aviateurs de M. Tillon?) qui sillonnent jour et nuit le ciel de l'Algérie.

A Paris comme en Algérie la chasse aux membres du Parti du peuple algérien dirigé par le héros de l'indépendance algérienne, Missali Hadj, continue sans que la presse de gauche en souffle mot. Le peuple algérien veut secouer le joug odieux de la III^e ou de la IV^e République impérialiste française, tout comme Pétain, les « libérateurs », n'ont supprimé ni le code de l'indigénat, ni les délégations financières, ni le caïdat, ni les communes mixtes, ni l'état de siège.



LA VÉRITÉ

O.P.C. - F.

A propos du collège électoral en Algérie

Stratégie, tactique... ou trahison ?

par LÉVAN

La discussion générale, à l'Assemblée constituante, relative à un projet de loi sur le collège électoral en Algérie appelle une mise au point de notre parti devant la po-

pulation algérienne composée de 6 millions de musulmans et de 550.000 Européens.

Les porte-paroles des trois grands partis de l'Assemblée ont indiqué chacun les raisons de leur vote.

Nous n'avons pas à apporter ici notre critique sur l'attitude réactionnaire du M.R.P. Les raisons qu'il invoque sont celles que l'on sait : niveau politique relativement bas de la population musulmane, d'où incapacité pour celle-ci de suivre une campagne électorale et de sentir toutes les subtilités des exposés de programmes, de doctrine et des discussions qui peuvent se présenter.

L'attitude du parti socialiste est assez hardie dans son genre. Partisan du collège unique, il entend placer les musulmans d'Algérie, tous les musulmans du sexe masculin qui ont atteint l'âge de 21 ans, à égalité de droits devant les Européens. Evoquant la nouvelle déclaration des droits de l'homme et du citoyen de l'Union française, le porte-parole demande à l'Assemblée de ne pas violer ce principe et de ne pas commettre cette hypocrisie en réglementant l'exercice de ce droit parmi la population musulmane.

Assez surprenante pour les Algériens est l'attitude du parti communiste. Contrairement à l'esprit de toutes ses déclarations du 23 décembre 1943 à Alger, déclarations appuyées par Lozeray, Amar Ouzegane soutient le collège double, et, pour justifier cette politique, il évoque la politique d'assimilation que son parti condamne et la recrudescence des manœuvres réactionnaires si son parti vote pour le collège unique. Ouzegane déclare hautement qu'il ne s'agit pas là de préoccupation purement électorale, mais du simple souci de réaliser les conditions qui permettront d'unir les Algériens sans distinction de race, de langue, de religion.

Etrange conception de l'union des deux races européenne et musulmane sur cette terre d'Algérie, en les divisant par le bulletin de vote ! Et comprenne qui pourra !

Certes, nous ne nous étonnons pas de cette attitude qui n'est que la conséquence logique d'une politique de trahison que les partis

communistes staliniens ont suivie jusqu'à présent. Flatter la masse quand ils en sentent la nécessité, se moquer d'elle quand ils se croient assez forts, rechercher tous les moyens, même honteux et ignobles, pour arriver à leurs fins, telles sont leur stratégie et leur tactique. De la propagande à cors et à cis pour le corps expéditionnaire jusqu'à l'appui virtuel au Viêt Minh, jusqu'au vote, à l'Assemblée constituante, contre le collège unique, les partis communistes staliniens ont suivi jusqu'ici une seule voie : la voie de la trahison.

X

Devant ce grave problème du collège électoral en Algérie, l'attitude du P.C.I. est claire et nette. Il n'a pas besoin d'invoquer les raisons du parti socialiste pour réclamer le collège unique et retomber dans cette politique d'assimilation que l'Algérie condamne, car elle a son histoire, sa personnalité et sa civilisation propres.

Il n'a pas besoin non plus d'évoquer l'exemple de l'U.R.S.S., où, en 1917, les droits politiques ont été accordés à tous les habitants, y compris les vieux moujiks arriérés et les pasteurs perdus dans la montagne, pour voter finalement contre le collège unique.

Le P.C.I. reconnaît l'Algérie comme une réalité géographique, linguistique et nationale. Il réclame avec le peuple algérien, et au sein de l'Algérie même, une Assemblée nationale constituante souveraine. Celle-ci, de sa libre volonté, décidera, si elle le désire, de son intégration dans l'Union française. Cette assemblée sera la seule qui gouvernera l'Algérie, indépendamment de toute autre assemblée métropolitaine.

Le P.C.I. reconnaît en outre que le musulman algérien perdu dans son désert a les mêmes droits politiques, économiques et sociaux que l'Européen d'Oran, de Constantine ou d'Alger. Il réclame par conséquent le suffrage universel, direct, et, pour éviter tout truquage et toute pression dans les élections, il demande le retrait des troupes étrangères, même si elles sont françaises.

LEVAN.

LA VERITE

n° 124 du 24 mai 1946

POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE ALGERIENNE

Malgré les tentatives gouvernementales de camouflage des massacres qui ont ensanglanté le Constantinois en mai 1945, les responsabilités écrasantes du régime colonialiste français sont peu à peu mises à nu.

35000 assassinés (au lieu des 10000 reconnus officiellement), 100000 emprisonnés, des villages entiers détruits, près de 300 exécutions sommaires dans la région de Chevrel pour un français mort, 102 musulmans algériens sacrifiés par le sieur Achiary sur l'autel de l'Ordre colonialiste, remise de la Légion d'honneur au boucher sus-nommé pour ses bons et loyaux services. Les chiffres, les statistiques, les larmes de crocodiles réformistes, les rapports honteux de feu Tixier, le ministre socialiste, rien ne rendra jamais l'immense plainte des femmes enfants, vieillards, victimes de ce massacre prémédité et froidement achevé.

Bilan sommaire d'un siècle et demi de « mission colonisatrice »

N'importe quel voyageur qui traverse l'Algérie aujourd'hui ne peut s'empêcher d'avoir la nausée devant cette lèpre sociale, cette gangrène généralisée à l'échelle de huit millions d'indigènes. Le typhus à l'état endémique, 60% de mortalité infantile, pas de médecin ni même d'infirmière en dehors des villes importantes, sous alimentation générale, 50000 scolarisés sur 1 200 000 enfants en âge de l'être, la culture arabe étouffée, sans même être remplacée en partie par celle des métropoles capitalistes, pas d'assurances sociales, aucune législation effective pour les accidents du travail.

97% des terres cultivables aux mains des colons, dictature des compagnies (Compagnie genevoise – Crédit foncier d'Algérie...) sur des filiales travaillant quatorze heures par jour, des familles paysannes liées féodalement à la terre et au colon, un mètre cinquante de tissu par an, les paysans algériens vêtus de toile de sac, vendant : tissu, lait condensé et chocolat au marché noir pour survivre à grand'peine.

Pas de prolétariat spécialisé par suite de l'impossibilité pour une famille ouvrière de nourrir un enfant pendant son apprentissage, une classe ouvrière réduite à un sorte de lumpen-prolétariat, essentiellement composé de manœuvres.

Les « droits de l'homme » en Algérie

En dehors du droit de crever de faim, qui ne souffre pas de restrictions, AUCUNE liberté démocratique réelle n'existe en Algérie.

A part pour les colons et les vendus à l'impérialisme français, il n'existe aucune liberté de réunion et d'organisation pour les groupements ou parti indigènes qui tenteraient de

protester, même faiblement, ou d'exprimer la volonté du peuple algérien d'en finir avec ce régime. Pas de liberté de la presse. Même « Liberté » journal du parti communiste algérien appendice obédientiel du parti communiste français gouvernemental, doit être acheté et lu en cachette. Truquage des élections (voir l'invalidation des députés d'Oranie). Malgré la reconnaissance formelle du droit syndical, il est impossible aux travailleurs agricoles par exemple de s'organiser.

Pas le droit d'enseigner la langue arabe. Pas de liberté du commerce. Inutile d'énumérer les interdictions. Il n'y a aucune des libertés généralement reconnues dans les métropoles impérialistes.

Quasi impossibilité à un ouvrier algérien émigré en France de se faire rapatrier.

Les problèmes constitutionnels et le statut futur de l'Algérie.

Devant ces faits, le P.S. et le P.C.F. ont parlé de démocratiser l'Algérie et de « renforcer l'union libre et fraternelle » entre celle-ci et la métropole. Pour eux la nomination de quelques maires indigènes en Kabylie efface d'un trait de plume administratif le fait, pourtant évident pour ceux qui se réclament du marxisme qu'il n'y a pas de « démocratisation » possible tant que les fondements du colonialisme subsisteront. Pas de « démocratisation ».

« Renforcer l'union libre et la fraternelle ? » De qui, avec qui ? de l'Algérie de Bendjelloul avec le frère de De Gaulle, P.R.L., M.R.P. ? ou de la classe ouvrière française avec le peuple algérien ? L'union libre « confraternelle » première manière, c'est-à-dire à la manière bourgeoise et réformiste, c'est celle des Bugeaud, des Tixier, et de ceux qui hurlaient avec les loups contre le parti du peuple algérien « fasciste », qui traînaient Messali Hadj dans la boue avant de réclamer démagogiquement sa libération.

Pour le peuple algérien comme pour le Parti communiste internationaliste, il ne s'agit ni du double collège, ni du collège unique avec nationalité française, mais d'une Assemblée constituante algérienne, élue au suffrage universel et direct, seule qualifiée pour décider du statut futur de l'Algérie.

La seule voie

La classe ouvrière française doit prendre conscience que l'Algérie martyrisée est l'un des piliers sur lequel repose la puissance de sa bourgeoisie exploiteuse. Elle doit lutter dans ses PROPRES INTERETS côte à côte avec le peuple algérien et le P.C.I. pour exiger :

- La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques, particulièrement du camarade Messali Hadj.
- La mise en jugement des fonctionnaires responsables des massacres de mai 1945, les familles des victimes étant partie civile.
- Les droits complets de presse, de réunion, organisation pour les indigènes, l'abrogation du décret de dissolution du parti du peuple algérien.
- La création d'une C.G.T. algérienne directement rattachée à la fédération mondiale syndicale (comme les trade unions des colonies anglaises)
- Une Assemblée constituante algérienne.
- L'expropriation des grandes compagnies et des gros colons et la distribution des terres aux fellahs.

Le Statut de l'Algérie ou...

Le droit des Colons à disposer eux-mêmes des travailleurs algériens

Tel est le sens véritable du statut de l'Algérie mijoté et recuit sous la haute compétence du ministre socialiste Depreux.

L'Assemblée qualifiée d'algérienne prévue par le précédent projet était un tel chef-d'œuvre de maquignonnage que la majorité socialiste-communiste de la Commission de l'Intérieur n'a pu qu'adopter un certain nombre d'aménagements dits progressifs, comme le vote des femmes musulmanes, le scrutin de liste et la représentation proportionnelle, et abandonner la majorité des 2/3.

Mais à quoi servent ces réformes et à quoi servira cette Assemblée où le double collège reste en vigueur, puisqu'elle ne pourra que soumettre des vœux pieux au gouverneur général ?

Elle servira simplement à dorer la pillule, à faire croire au peuple algérien qu'on lui accorde la liberté politique.

Cela permettra sans doute à un Ferhat Abbas de jouer le « Quisling en burnou » pour le plus grand profit de l'impérialisme français et d'assurer une base de manœuvre électorale au Parti Socialiste.

Mais cela ne trompera pas le peuple algérien qui se souvient des exploits de l'Administration lors des élections de novembre 1946, où elle réussit à trouver 974 voix pour sa liste (Ben Tounès), sur les 874 votants d'Aïn Bessen.

Quelle liberté peut-il y avoir en question; les ressources d'astuce et d'Algérie quand l'Administration refuse de dupier les impérialistes sont im-

l'autorisation de paraître au journal « El Bassair », organe des Oulemas ? Quand le P.P.A. reste réduit à l'illégalité et que son leader Messali Hadj est toujours en résidence surveillée ?

M. Quilici, qui réclamait dans un récent numéro de son journal « La Bataille », « un premier collège strictement européen », a bien tort de cracher des flammes contre le projet en

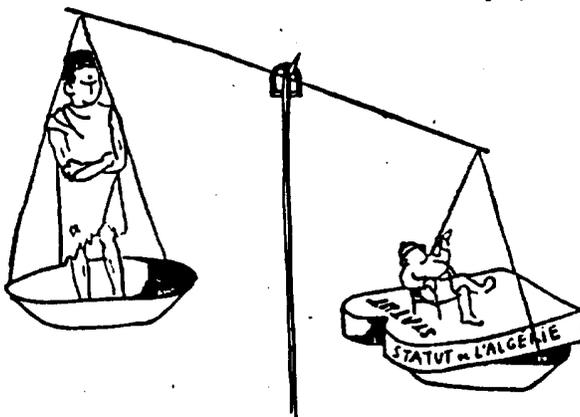
menses et avec les conseillers municipaux d'Oran, la propriété coloniale, ce régime d'exploitation odieux, ne subit aucun dommage.

Même si le projet dit communiste (qui consiste à former un gouvernement algérien (sic), dont les ministres de la Guerre et de l'Intérieur seraient désignés par le gouvernement français), était adopté, la domination de l'impérialisme français n'en serait pas moins assurée.

Mais toutes ces combinaisons misérables n'empêcheront pas la nation algérienne de se libérer. Avec le Parti du Peuple Algérien nous réclamons une Assemblée Constituante Algérienne sera de prononcer l'indépendance souveraine dont la première d'Algérie et l'expropriation des gros propriétaires fonciers et des industriels français ou arabes qui exploitent les masses ouvrières et paysannes algériennes.

Car les tragiques événements de Tunisie le montrent, il n'y a pas de lutte, possible pour l'indépendance sans la participation des masses travailleuses, sans lutte pour le socialisme.

J. R. C.



Statut démocratique : 1 colon = 10 Algériens.

La Vérité — N° 243 décembre 1949

Jules Moch démentit... ces photos prouvent

L A soldatesque de Jules Moch-Naegelen a passé par là. Les démentis des deux compères ne peuvent faire disparaître les faits. Ces deux photos prises en présence du député Khider, que l'on voit sur une d'elles prendre des notes, sont une réponse irréfutable à l'adresse des deux dignitaires, « socialistes ».



L'action s'est déroulée à la fin du mois de septembre en Algérie, dans une commune mixte du Djurdjura. « La Vérité » a été à peu près seule dans la presse à en parler en octobre.

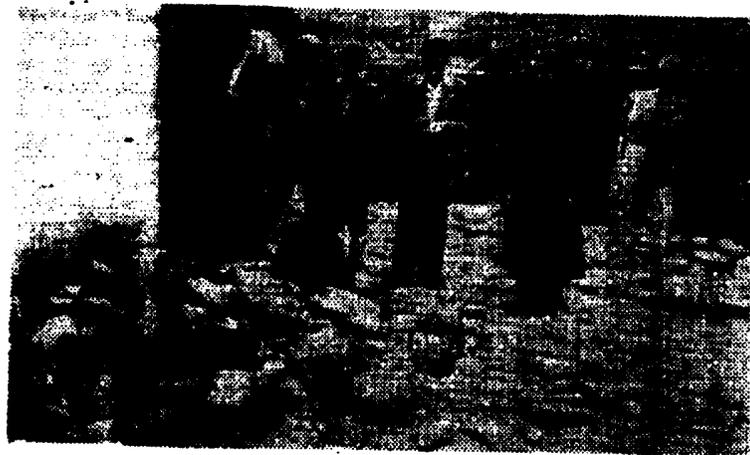
Dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur le 6 octobre, le député Khider a rendu compte de ce qu'il a vu sur la place :

« Arrivés au douar Sidi Ali Bou-nab, nous n'avons trouvé que ruines et

maisons saccagées et incendiées; 5 millions de dégâts. Dans la demeure de Kiass Amar, 10 quintaux de figues, 20 jarres contenant 400 litres d'huile, 3 quintaux de blé ont été éparpillés sur le sol et piétinés.

A la dechra Hidoussa, cinq gendarmes se sont succédé dans le viol d'une jeune fille de quatorze ans. »

Khider cite les noms des familles



désolation. Pas une maison avec un toit, pas une âme qui vive. Des dépouilles de bestiaux, de volaille et de chiens. Des débris de vaisselle et de poterie, des jarres d'huile et des monceaux de figues sèches jonchent le sol, laissant ainsi deviner la violence des opérations. Deux heures durant, nous avons parcouru les champs et, sur une étendue de plus de 20 kilomètres, le même spectacle s'offrait à nos yeux. Cela nous faisait penser à ces contrées dévastées par les cohortes nazies.

A Ouled Saada, un moulin à huile appartenant à Bouzourene et Kiass a été incendié le samedi 1^{er} octobre. Des jarres d'huile ont été détruites, des

qui ont vu leurs maisons, leurs meubles saccagés, leurs provisions d'hiver détruites par les gendarmes au cours de leur expédition punitive dont le motif officiel est... la recherche d'un déserteur.

Si, comme l'indique Jules Moch, il ne s'agit que de pures inventions du P. P. A. et que les faits sont dénués de tout fondement, on se demande pourquoi le gouvernement ne donne pas suite à la demande d'une commission d'enquête qui a été formulée jusque parmi des parlementaires du M. R. P. ? Pourquoi redoute-t-il l'enquête au grand jour s'il n'a rien à se reprocher ?

A BAS LA TERREUR COLONIALISTE EN ALGÉRIE

A PRES avoir mené grand bruit sur la découverte d'un prétendu « complot » en Algérie, la presse bourgeoise se fait aujourd'hui beaucoup plus discrète. Le 21 avril, un communiqué du gouvernement général annonçait que le chiffre des arrestations s'élevait à 154 et annonçait la découverte, dans les départements d'Alger et de Constantine, de « groupes armés » organisés par le M.T.L.D. et de « documents » qu'on s'est bien gardé de publier.

A la vérité, sous le couvert d'un prétendu « complot », l'impérialisme français se livre en Algérie, depuis plus de deux mois, à de vastes opérations policières destinées à créer un climat de panique.

A la fin d'avril, plus de 350 arrestations avaient été opérées dans la plus complète illégalité — c'est-à-dire de nuit, sans mandat d'arrêt ni ordre de perquisition. Toutes ces arrestations s'accompagnent des brutalités les plus odieuses: des femmes et des enfants sont frappés, des portes défoncées, le mobilier détruit. Entre le moment de l'arrestation et celui de la mise sous mandat de dépôt, il s'écoule de sept à quinze jours pendant lesquels les détenus sont torturés plusieurs fois par jour. Aujourd'hui, en Algérie, comme au plus beau temps de l'occupation, les supplices de la baignoire, du tuyau, de l'électricité, sont les méthodes policières dont s'accompagnent tous les interrogatoires.

Le 15 avril, à Blida, Ahmed Yahiaoui Mohammed, Conseiller municipal, arrêté depuis cinq jours, devait être confronté avec un autre Algérien.

Des témoins oculaires rapportent qu'il ne pouvait plus marcher, que son visage était gravement contusionné et que de ses oreilles coulait un filet de sang. De même, Oulebsir Boualem, arrêté le 30 mars à Tazmalt, a subi plusieurs séances de baignoire et a été pendu par une main pendant plusieurs heures avant d'être remis en liberté provisoire. Ce sont là des exemples qu'on pourrait multiplier. Il faut ajouter que, malgré leurs démarches auprès des magistrats, les parents des « inculpés » sont tenus dans l'ignorance des lieux de détention.

Ces arrestations arbitraires et les tortures infligées aux détenus sont bien le fait d'un complot, celui-ci tout à fait réel: le complot de l'administration colonialiste pour créer un climat de terreur et d'insécurité propice aux plus sanglantes provocations. Il s'agit, avant tout, pour le gouvernement général, de frapper le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques qui, en Algérie, mène contre l'impérialisme français la lutte la plus conséquente.

Au moment où semblent s'amorcer des manœuvres, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, l'influence sans cesse grandissante du M.T.L.D. empêche Naegelen de dormir et la magnifique démonstration des travailleurs algériens lors du 1^{er} mai a certainement fait réfléchir Queuille et Bidault.

Pour sa part, le P.C.I. ne cessera d'appeler les travailleurs de la Métropole à la solidarité la plus complète avec leurs frères opprimés par le colonialisme.

Le truquage électoral en Algérie

La presse bourgeoise a fait un grand bruit autour d'un prétendu « échec des nationalistes » aux élections dans les territoires algériens. Effectivement, si on se fie aux résultats publiés par l'administration, le mouvement d'indépendance aurait connu en Algérie une lourde défaite : le M.T.L.D. a perdu ses 5 élus. Mais le 20 juin le M.R.P. Ben Taleb, député sortant non réélu, a adressé au Président de l'Assemblée Nationale une lettre l'informant que « de graves irrégularités ont été commises au cours des opérations électorales du

.....

Dans de trop nombreux cas, ce ne sont pas les électeurs musulmans qui ont choisi l'élu, c'est l'administration qui l'a désigné, en employant les méthodes éprouvées dont une expérience regrettable lui a enseigné l'usage.

LE MONDE, 30 JUIN 1951

.....

17 juin » et cet ex-député, que l'on ne peut accuser d'opposition au colonialisme, déclare « solliciter du bureau compétent l'annulation des opérations électorales du 2^e collège d'Alger comme entachées de fraudes qui ont vicié les résultats ».

Nous avons déjà dénoncé la terreur qui a entouré la préparation des élections en Algérie, et la répression policière qui s'abatit de toutes parts sur les militants nationalistes. Ne rappelons que pour mémoire cette décision prise par la Fédération des Maires d'Oranie dans sa réunion du 30 mai sous la présidence du maire d'Oran, et qui recommandait aux « maires du département d'Oran d'exercer des pressions sur leurs administrés et de dicter leurs votes aux électeurs de leurs régions respectives en faveur des candidats soutenus par l'Administration. »

Aussi ne doit-on pas s'étonner que Mezerna, député sortant, ait appris par télégramme officiel, la veille du scrutin, que l'administrateur de la commune mixte de Dra-El-Mizan, annulait tous les récépissés de déclarations de délégués du M.T.L.D., tout simplement parce « qu'il avait reçu des ordres ». En exécution de ces mêmes ordres, le maire de Dellys répondait au même Mezerna pendant la campagne électorale qu'il « ne donnait pas de salle à ses ennemis », tandis que la police relevait l'identité des auditeurs dans les rares endroits où le M.T.L.D. pouvait tenir ses réunions — et même aimait les auditeurs comme cela s'est passé à Affreville.

Est-ce toujours en exécution des mêmes ordres de l'ancien préfet de police Léonard promu gouverneur que dans le département d'Alger :

à Palestro les délégués du M.T.L.D. étaient exclus des bureaux de vote le jour du scrutin, et l'un d'eux sérieusement blessé ;

à Tizi-Ouzou la milice européenne interdisait les abords des bureaux de vote aux délégués ;

à Affreville les 20 délégués du M.T.L.D. étaient arrêtés à leur domicile le jour du scrutin à 3 heures du matin.

Dans le département d'Oran :
à Oran-ville, les délégués du M.T.L.D. étaient expulsés de six bureaux de vote ;

à Bou-Hadja la police occupait les salles de vote après en avoir expulsé les délégués ;

à Bou-Melaid un délégué était grièvement blessé d'un coup de fusil par le garde-champêtre ;

à Lourmel le vote devait être effectué sans isolement après expulsion des délégués par la gendarmerie.

Dans le département de Constantine :

à Ain-Tuin un délégué était assommé par le garde-champêtre et jeté en prison ;

à Azib l'entrée du bureau de vote était refusée à un candidat du M.T.L.D.

A peu près partout les délégués étaient expulsés des salles de vote tandis que dans les centres plus importants où ces irrégularités étaient quand même plus difficiles à accomplir, l'administration diminuait le nombre de ces votants en exigeant des pièces d'identité avec photos, comme à Alger-ville où votaient 7.780 électeurs sur 14.100 inscrits, à Elidah 2.047 sur 5.934, tandis qu'à Kolla, sur 2.064 électeurs, 400 seulement recevaient leur carte d'électeur en temps utile.

Partout le scrutin se déroulait dans une atmosphère de terreur policière, gardes mobiles, gendarmes, armée et milice en armes patrouillant dans les villes et les villages, tandis que les électeurs des campagnes, amenés aux bureaux de vote par camions et dirigés par les caïds, votaient à la file et à bulletin ouvert.

Le « vote » massif, avec un nombre insignifiant d'abstentions, l'absence de bulletins nuls et l'unanimité des votants pour les listes administratives ont caractérisé les résultats dans les douars et les communes mixtes de toute l'Algérie, comme à Chellif où Sayah, candidat officiel, obtient 5.132 voix sur 5.134 votants, à Ain-Bessem où le même Sayah a 1.784 voix sur 1.803 votants, à Mardouah, 676 voix sur 676 votants.

Ces résultats ne trompent personne, pas même le rédacteur du Monde.

En effet, si on les compare avec les résultats de la ville d'Alger où le truquage était moins aisé, on comprend que si au lieu des files de l'administration c'avait été les Algériens eux-mêmes qui avaient glissé les bulletins de vote dans les urnes, les résultats auraient été bien différents.

Dans cette ville, sur 7.780 votants du 2^e collège, le M.T.L.D. obtint 4.860 voix, le P.C.A. 1.460 voix, l'U.D.M.A. 1.460 voix, soit pour ces trois partis d'opposition 96 % des voix. Voilà une image de ce que les masses algériennes pensent de l'administration et de l'Union française.

Les capitalistes français accordent généreusement le droit de vote à une minorité du peuple algérien qu'ils oppriment. Mais le jour des élections ils font voter les files à la place des électeurs. Ils ne peuvent pas respecter leur propre légalité démocratique, si boiteuse et contrefaite soit-elle.

Il n'y aura de représentation véritable du peuple algérien que dans des élections libres et indépendantes pour la Constituante algérienne.

Jean DUCHENE.

UN BILAN TRES PROVISOIRE

D EPUIS la fin de la guerre, un vent de tempête a secoué les vieux câbles coloniaux de l'impérialisme, mettant en cause « l'équilibre » économique des capitalismes de l'Europe occidentale. Cette crise de l'impérialisme a particulièrement touché l'Afrique du Nord où de jeunes mouvements nationalistes ont lancé contre le colonialisme français des offensives de grand style. Depuis 1943, le statut politique des trois pays du Maghreb a sans cesse été mis en question par les luttes populaires menées successivement ou simultanément par les Algériens, les Tunisiens et les Marocains.

Il semble cependant, qu'après les profonds remous de ces derniers mois, nous ayons atteint une étape, que les luttes marquent une pause. Entendons-nous bien. Cette « pause », si elle existe dans les faits, n'existe ni dans les esprits, ni dans les cœurs des peuples opprimés d'Afrique du Nord. Mais l'impérialisme français a incontestablement réussi, par la force, par le sang, par les armes, par l'assassinat collectif ou individuel, à reprendre aux Africains du nord l'initiative politique, à obliger les mouvements nationaux, politiques et syndicaux, à combattre maintenant sur la défensive.

Le moment peut paraître opportun d'examiner les problèmes politiques qui se posent au nationalisme et au mouvement ouvrier nord-africain, problèmes qui conditionnent la reprise de leur lutte offensive pour l'indépendance.

« La Vérité » a toujours soutenu, inconditionnellement, les mouvements d'indépendance nord-africaine. Souvent seuls, nous avons inlassablement dénoncé les actes de répression du colonialisme et appelé les travailleurs à manifester leur solidarité active avec ceux qui luttent contre des ennemis qui sont aussi les nôtres.

Ce soutien inconditionnel n'exclut pas l'examen critique des positions politiques prises par les différents partis nationaux; nous n'avons eu ni l'occasion ni la place de faire un tel examen, qui devrait en particulier porter sur les incidences internationales de la situation du Maghreb, la politique des partis vis-à-vis du communisme et des syndicats contrôlés par les stalinien, enfin le front unique des partis nationalistes.

Un rapide examen de la politique menée par la France depuis 1943, date de la « libération » de l'Afrique du Nord s'impose auparavant.

Trois considérations principales conditionnent la politique de l'impérialisme français.

En premier lieu, le délabrement de l'économie française, son recul général dans l'économie mondiale, les difficultés de son commerce extérieur.

Le capitalisme français est contraint de tendre à vivre en économie fermée avec « son empire ». Les statistiques prouvent surabondamment la place essentielle prise dans le commerce extérieur par les échanges avec les colonies. Alors que ceux-ci représentaient avant la guerre, 26 %, ils représentent aujourd'hui 40 % du commerce extérieur français. Les échanges sont du reste favorisés par les exonérations fiscales dont bénéficient les expor-

ateurs, bien que ce commerce à l'intérieur de la « zone franc » ne soit pas producteur de devises.

Dans le même ordre d'idées, lorsque après la libération les travailleurs français ont réussi, par leurs luttes, à arracher des avantages sociaux au patronat, celui-ci s'est tourné vers les investissements outre-mer où il pouvait espérer échapper aux lois sociales, aux nationalisations, et maintenir des profits élevés.

En second lieu, la politique française dans les territoires d'outre-mer échappe aux « vicissitudes » des majorités parlementaires et présente une remarquable stabilité et permanence. Quel que soit à Paris le gouvernement au pouvoir, qu'il soit de gauche ou de droite, l'administration coloniale, émanation directe des besoins des colons et des intérêts financiers, pratique la même politique. On trouve un étrange aveu de cet autonomie des fonctionnaires coloniaux dans un récent article de Robert Schuman, à propos de la Tunisie et du Maroc : « Les deux résidents généraux, écrit l'ancien ministre des Affaires étrangères, sont les premiers dans la hiérarchie des responsables. Ils se trouvent sur place, reçoivent et fournissent tous les renseignements ; le champ de leurs initiatives est vaste et varié, outre qu'ils ont tendance à l'élargir surtout si leurs vues concordent avec celles de la population française ; ils interprètent les instructions reçues de Paris et déterminent les modalités d'exécution. Le fait accompli est la grande et constante tentation à laquelle les résidents généraux ont du mérite à résister, dans la mesure où ils n'y succombent pas. Eux-mêmes, d'ailleurs se trouvent dans une situation analogue à l'égard de certains services (police, information, etc.) qui jouissent d'une plus grande indépendance et échappent facilement à un contrôle efficace... ».

Enfin, l'Afrique du Nord est devenue dans la guerre froide une base stratégique de première importance et cela seul suffirait à expliquer que « la présence française », comme on dit, doit être maintenue à tout prix dans les pays du Maghreb. Et cela d'autant plus que les pays arabes qui ont reconquis ou sont en lutte pour la reconquête de leur indépendance, ne se rangent pas sans réticences sous la bannière occidentale. En raison des luttes internes entre les forces sociales qui s'affrontent dans les différents pays ; pour conserver aussi un puissant moyen de chantage vis-à-vis des deux blocs ; enfin par solidarité avec les peuples encore sous le joug impérialiste, ils tendent à créer un troisième bloc fort gênant pour les stratégies occidentales.

Pour toutes ces raisons, la politique française en présence des nationalismes nord-africains ne peut pas être une politique libérale et souple, comme a pu l'être par exemple, la politique anglaise aux Indes depuis 1941. Elle ne pouvait être qu'une série d'actes de répression terroriste, que la passivité ou l'ignorance de l'opinion publique en France, trompée en particulier par les partis ouvriers, ont permis d'être d'autant plus efficaces qu'ils étaient plus atroces.

J. GRAVES.
(A suivre).

LA VERITE

N° 313 17 avril 1953

Problèmes Politiques de l'Afrique du Nord

UN BILAN TRÈS PROVISOIRE (II)

NOUS avons analysé les raisons pour lesquelles la politique française dans son empire colonial ne pouvait qu'être une politique de terreur (I).

En Maroc, tout d'abord. L'Istiqlal (parti de l'indépendance) est fondé en décembre 1943, quelques mois après la rencontre entre Roosevelt et le Sultan. Le manifeste de l'Istiqlal, publié le 11 janvier 1944 est immédiatement suivi de l'arrestation des principaux dirigeants marocains ; des manifestations de protestation ont lieu qui sont réprimées dans le sang à Rabat, Salé, Casablanca, puis à Fès, suivies de l'arrestation et de l'internement de milliers de personnes.

Puis c'est en décembre 1947, les incidents de Casablanca qui opposent les troupes sénégalaises et la population, le chiffre exact des victimes n'a jamais été connu exactement, pas plus que n'ont été dénombrées les centaines de morts de décembre 1952.

En Tunisie, le rassemblement des forces politiques nationalistes s'opère dans le courant de l'année 1945 qui voit en février la publication du Manifeste du Front tunisien et en mai 1945, la fondation audacieuse et originale de l'U.G.T.T., qui sera à l'origine des nombreuses et puissantes grèves des années 1946-1952.

En août 1946, le Congrès national tunisien est interrompu par la police française qui effectue de nombreuses arrestations. Puis dans les années suivantes, la troupe intervient à de multiples reprises contre les ouvriers tunisiens en grève pour leurs revendications. Chaque fois de nombreux morts, notamment à Sfax et Djebel Djeloud en août 1947, à Potinville, en janvier 1950, à Enfidaville, en novembre 1950. Les événements de l'année 1952, et en particulier les sinistres « ratissages » du Cap Bon sont connus.

L'Algérie est sans doute, des trois pays du Maghreb celui qui a le plus à souffrir de la répression impitoyable de l'impérialisme : c'est le pays en tous cas où toutes les formes de la répression ont été utilisées, les plus directes comme les plus insidieuses. Le vaste et enthousiaste mouvement populaire était, il faut en convenir, inquiétant pour l'impérialisme. Si inquiétant même que certains colons cherchaient à vendre leurs terres... Il fallait

ramener le calme dans les esprits, rassurer le capital, ôter à ces naifs autochtones toute illusion sur les bienfaits de la libération, et la politique progressiste du gouvernement tripartite de Paris. On n'a pas lésiné sur les moyens. Profitant des manifestations populaires organisées le jour de l'armistice, l'administration s'est livrée aux provocations usuelles et, le prétexte étant ainsi créé, on a rétabli l'ordre dans le Constantinois ; avec l'armée (la légion étrangère s'est, là encore, couverte de gloire) la marine, l'aviation, les milices des colons et caïds, une province entière a été mise à feu et à sang, 40.000 morts au moins. Messieurs les colons étaient exaucés ; l'ordre régnait en Algérie.

Cet immense massacre n'ayant pas suffi à décapter le mouvement national, en dépit des arrestations, condamnations, etc., l'administration inventa le « complot armé » du M.T.L.D. En 1948, des centaines d'arrestations, suivies de tortures, de condamnations arbitraires à des milliers d'années de prison vinrent tenter de décapter le parti nationaliste, dont tous les militants étaient par ailleurs persécutés dans leur vie familiale, dans leurs activités économiques. Depuis, la répression n'a pas cessé, accompagnée d'opérations militaires limitées comme celles des Aurès, de Cris-tel, etc.

La troupe et la police constituent donc les seuls pivots de la « politique française » en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Politique qui, vue de Paris, a pu paraître parfois incohérente, hésitante, mais qui, sur place, était en réalité d'une continuité remarquable, d'une cohérence évidente. Politique simpliste, sans doute ; s'« ils » bougent, on tire ; s'« ils » revendiquent, on les arrête ; s'« ils » ont l'air de vouloir se plaindre, on les enferme, on les torture, on les prive de travail. Mais politique efficace, puisque aujourd'hui l'impérialisme semble avoir repris l'initiative des opérations et offre un front uni sur toute l'étendue du Maghreb.

En face de cette politique dont nous avons donné les motifs, quelle a été la politique des partis nationalistes nord-africains ? Comment ont-ils lié à la lutte nationale les masses populaires dont le capitalisme français provoque le lent et continu appauvrissement ? Ont-ils su opposer à leur adversaire un front uni ?

J. GRAVES.

Problèmes de l'Afrique du Nord (III)

L'Afrique du Nord entre Wall-Street et le Kremlin

NOUS avons dans les deux précédents articles de cette chronique (1) tenté de dresser un court bilan de la politique de l'impérialisme français en Afrique du Nord. « Bilan très provisoire », écrivions-nous, en concluant que le colonialisme avait, dans la dernière période parue marquer des points. Déjà certains signes apparaissent qui pourraient amener à échéance plus ou moins longue une évolution différente de la situation. Mais avant d'examiner plus à fond les solutions qui s'esquissent et qui devront féculter la reprise d'une offensive provisoirement contenue, il convient de faire un sort à la position internationale de l'Afrique du Nord.

L'importance stratégique de cette région méditerranéenne est apparue depuis longtemps aux yeux des moins avertis et il n'était pas besoin du « rapport Fechteler » pour s'en convaincre. C'est la raison pour laquelle les Américains ont installé au Maroc des bases aériennes d'une importance considérable, notamment à Nouaceur et Sidi Slimane, avec dépôt de bombes atomiques. Les U.S.A. ont très aisément obtenu du gouvernement français son accord pour une telle installation, car il se créait ainsi entre les deux pays un lien d'intérêt supplémentaire pour une coopération dans le « maintien de l'ordre » (2).

Il est vrai que la stratégie du Pentagone se trouvait devant une nécessité contradictoire : celle de ménager les pays arabes du Proche-Orient, dont l'alliance lui est indispensable pour la préparation de la troisième guerre mondiale. Or, la solidarité des peuples arabes avec leurs frères opprimés d'Afrique du Nord imposait aux U.S.A. un jeu plus nuancé qui a pu, à certains, faire illusion.

Les nationalistes nord-africains pouvaient voir également d'autres éléments favorables à leur cause dans certains aspects de la politique américaine. On a parlé de la « tradition libérale et anti-colonialiste » du peuple américain... A ceux qui peuvent croire que de telles considérations peuvent durablement influencer sur la politique d'un Etat capitaliste, on ne peut faire qu'une seule réponse : qu'ils se penchent sur le sort que les U.S.A. ont fait et font encore aux Philippines...

D'autres ont pensé que les nationalistes pouvaient espérer jouer sur les rivalités commerciales entre capitalistes français et capitalistes américains. La pénétration économique des Américains au Maroc a paru leur donner raison : certains groupes capitalistes américains désireux de développer leurs investissements dans le Protectorat, se sont heurtés aux concurrents français, soutenus par leur gouvernement. Il a permis aux nationalistes marocains d'obtenir un succès tout moral en voyant reconnaître de jure le principe de la souveraineté interne de l'Etat marocain.

Mais ces rivalités capitalistes n'ont pas été bien loin. Les investissements privés américains sont restés faibles (par exemple, en 1951, il n'ont pas dépassé 1 % du total des investissements privés et publics effectués au Maroc) ; et l'opposition

à la politique commerciale de la France n'a été le fait que d'une minorité d'hommes d'affaires américains (« groupe des trente sept »), tandis que la majorité d'entre eux se sont abstenus et professent même une grande admiration pour « l'œuvre de la France au Maroc ».

Mais les nationalistes (principalement tunisiens et marocains) qui faisaient fond sur le soutien des U.S.A., comptaient sans doute plus sur l'aide du « Labor » que sur celle du Pentagone et de Wall Street. Les syndicats américains, et la C.I.S.L., paraissent pouvoir leur fournir un appui décisif dans leur lutte pour la libération nationale. Ils escomptaient l'appui direct de l'Internationale syndicale de Bruxelles et l'appui indirect du C.I.O. et de l'A.F.L., grâce à la pression que les centrales américaines étaient susceptibles d'exercer sur le gouvernement américain.

Ma encore, leurs espoirs ont été déçus. On a dit que, sur l'intervention des syndicats, Stevenson avait fait avant les élections, des promesses écrites de soutien à l'O.N.U. des revendications nord-africaines. Tout porte à croire que Stevenson n'aurait pas agi, finalement, autrement qu'« Eisenhower... quoiqu'il en soit l'audience des syndicats américains est bien faible à la Maison Blanche, maintenant. Que veulent-ils faire effectivement ? On est en droit de se le demander lorsqu'on constate que, pris au piège de leur collaboration avec l'Etat capitaliste, dont ils se sont fait les alliés dans la guerre froide, ils ne parviennent pas à sortir la C.I.S.L. de son impasse. La C.I.S.L. soutient formellement l'U.G.T.T., mais ne veut pas condamner la politique contraire menée par F.O. dont les dirigeants (Jouhaux, Hothereau, Lafond), malgré les efforts d'une minorité active (Hebert, Thorel), défendent la politique de l'impérialisme français pour ne pas risquer d'affaiblir F.O. qui a son rôle à jouer dans la lutte en France contre le communisme : qu'a fait la C.I.S.L. pour aider les syndicats marocains ? Pour aider à la libération des chefs de l'U.G.T.T. ? Pour élucider les circonstances de l'assassinat de Ferhat Hached ? Qu'a fait la C.I.S.L. pour lier le problème algérien aux questions tunisiennes et marocaines ?

Les contradictions de la politique des syndicats américains et de la C.I.S.L. sont flagrantes. Elles deviennent aveuglantes si l'on examine certaines de leurs publications « protégées », telle cette revue officielle du « Comité Méditerranéen », *Air, Terre, Mer*, dans son numéro de mars dernier (n° 20) était publié un article anonyme sur « les relations franco-tunisiennes » que l'on croirait écrit de la plume de M. de Hautecloque ; la même livraison rappelait l'essentiel d'un article publié précédemment dans « Preuves » (cette publication « chère » à l'ambassade de l'Avenue Gabriel) par le représentant de l'A.F.L., Irving Brown. Nous y lisons : **Nous ne nions pas un seul instant que la présence des Français en Afrique du Nord est indispensable pour la défense de monde libre et que leur départ serait une catastrophe... Nous croyons... que les problèmes de Tunisie et d'Afrique du Nord doi-**

vent être considérés avant tout à la lumière du conflit entre le monde communiste et le monde libre. »

C'est là, en effet, l'essentiel pour Wall Street, le Pentagone et aussi, hélas ! les dirigeants des syndicats américains. L'essentiel c'est la cohésion du bloc atlantique, la sécurité des arrières, le calme et l'ordre sur les rives de la Méditerranée. Or, la preuve est faite depuis longtemps, qu'en matière de maintien de l'ordre, les colonialistes français ont fait leurs preuves : ils ont sans doute la vue basse et une politique un peu sommaire, mais pour la trique, ils sont imbattables. C'est là ce qui compte.

Daniel Guérin rapportait dans un article récent (3) sur lequel nous reviendrons, que certains nord-africains avaient affublé Ferhat Hached du sobriquet méprisant d'« Américain ».

De toute évidence, le qualificatif en ce qu'il avait d'humiliant pour le leader de l'U.G.T.T., était injuste.

Dans la situation internationale qui a suivi la guerre, il était du devoir des partis nationalistes coloniaux de faire fond sur la solidarité des peuples arabes et de manœuvrer pour exploiter au maximum les contradictions pouvant se faire jour entre les pays capitalistes. Mais il faut dans une telle politique garder la tête froide et se défer des illusions. Il faut, autrement dit, comprendre les limites de l'astuce diplomatique. A partir du moment où le conflit entre les U.S.A., d'une part ; P.U.R.S.S.

et la Chine, d'autre part, a pris une certaine acuité, il était inévitable que le conflit majeur estompât les rivalités mineures entre les impérialismes. A s'être engagé trop loin dans la recherche de l'aide américaine, les nationalistes tunisiens et marocains, abandonnés au premier choc par ceux dont ils espéraient le soutien, se privaient des possibilités d'une politique qui tiennent compte des rivalités entre les adversaires de la guerre froide.

Les limites de cette politique sont aussi dans sa portée : elle ne peut avoir pour but de remplacer l'organisation et l'action des masses populaires opprimées par le colonialisme.

C'est ce qu'a bien compris le M.T.L.D. algérien ; la grande expérience politique de son chef, Messali Hadj, a pu éviter au mouvement national algérien des illusions dont l'istighlal, le Destour et l'U.G.T.T. ont peut-être eu à souffrir dans leur action. C'est ce que nous examinerons dans un prochain article analysant la situation politique en Algérie.

J. GRAVES.
(A suivre.)

(1) Voir « La Vérité » n° 312 et 313.

(2) Lors des négociations diplomatiques militaires entre les deux gouvernements, le Sultan du Maroc, notons-le en passant, n'a nullement été consulté, ni même informé.

(3) « La Tribune des Peuples », n° 1, p. 19.

LA VERITE

N° 322 mars - avril 1954

PROBLEMES NORD-AFRICAINS

OU EN EST L'ALGERIE ?

DANS une série d'articles nous avons essayé l'an dernier de dresser un tableau des problèmes politiques nord-africains. Ce « bilan provisoire » mérite, après six mois, d'être à nouveau dressé parce que tant dans son ensemble que dans chacune des trois nations du Maghreb la situation a évolué.

Nous consacrerons nos trois prochains articles à l'Algérie. Non pas que la situation y soit caractérisée par cette tension maximum que connaît le Maroc ou par une évolution rapide à la manière de la politique tunisienne. Mais nous avons souligné dans nos précédents articles le rôle primordial que pouvait jouer dans l'élaboration d'une politique d'ensemble des partis nationaux d'Afrique du Nord le mouvement national algérien. Une autre raison de cette étude est que l'impérialisme — aidé par une situation dont nous analyserons les composantes — a persisté farouchement à maintenir l'Algérie en dehors des débats qu'a soulevés la « question nord-africaine ». Or nous ne nous prions pas à ce jeu ; n'en déplaise au professeur Montagne, le problème algérien existe et reste posé.

L'impérialisme le sait bien, du reste, qui poursuit en Alger et ailleurs son impitoyable répression. Hélas ! nous avons vu encore à Nedromah les militants nationalistes et aussi leurs compagnes ou leurs amis ont connu les sévices des forces de l'ordre. Il importe peu en présence de ces faits de répression qui demeurent l'essentiel de la politique française outre-Méditerranée que d'aucuns — plus habiles — esquissent vers le nationalisme des rapprochements de façade et que les neo-colonialistes à la Chevallier tentent d'impossibles conciliations. On commence à savoir ce que valent ces pseudo-conciliateurs qui tendant une main conservent une mitraille sous la veste, ou laissent à d'autres le soin de frapper quand il convient, prêts à verser une larme hypocrite sur le sang répandu.

Les résultats des élections algériennes sont là pour prouver — s'il en était besoin — que le peuple algérien ne se laisse pas prendre aux sirènes à qui Blachette souffle leur chant.

Le MTLI n'étant abstenu de participer à la compétition électorale — nous y reviendrons — le PCA et l'UDMA étaient les seules mouve-

ment non administratifs à solliciter les suffrages des électeurs.

Le premier mérite de cette consultation c'est, à n'en pas douter, d'être révélatrice de l'influence réelle du PCA. Le seul élu « communiste » l'a été dans le collège européen, à Sidi Bel Abbès. Partout ailleurs, dans le second collège, le PCA a perdu des voix ; même là où une liberté relative a été laissée aux électeurs, les candidats staliniens n'ont eu que quelques dizaines de voix. Le vote à Verrillies pour Naegelen n'était pas pour gonfler le prestige du PCA aux yeux du peuple algérien ; et l'ambiguïté de ses positions politiques, les oscillations incessantes de sa « ligne » n'ont pas rendu la tâche facile à ses candidats.

La presse a souligné les circonstances de l'élection des trois UDMA dont le mandat a été renouvelé. Trois élus qui ne s'étaient pas vus opposer de candidats administratifs, et dont les autorités ont « laissé faire » l'élection. Ferhat Abbas s'en est expliqué dans « La République Algérienne » du 19 mars. Si l'administration a toléré ces élus nationalistes ce n'est pas, écrit Abbas, que le gouvernement général puisse caresser l'espoir d'entraîner l'UDMA dans les voies douteuses de l'assimilation au pouvoir. C'est que d'une part l'administration avait toute intervention inefficace étant donné la popularité des candidats (c'est vrai pour Setif, moins certain ailleurs). C'est aussi, ajoute le leader UDMA que l'administration veut sauver la face ; elle a besoin de faire croire à la sincérité des élections ; il lui faut une opposition.

Mais, conclut Abbas, « si on va au fond des choses, on découvrira que la préfabrication des élections a été instituée au lendemain du vote du Statut de l'Algérie ». Ce Statut comporte quelques réformes progressives dont le législateur a subordonné l'application à la volonté de « l'Assemblée Algérienne ». Si les élections étaient libres, l'application de ces réformes aurait pu se faire. Mais grâce au truquage électoral, le gouvernement a repris d'une main ce qu'il avait lâché de l'autre.

Ce raisonnement nous paraît judicieux : « certaines réformes sont beaucoup plus dangereuses que le statu quo ». Cette remarque doit être pour nous l'occasion d'analyser les fondements et les possibilités politiques du « réformisme » en Algérie.

J. GRAVES.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS



**PROTESTEZ TOUS!
EMPECHEZ
l'assassinat des
ROSENBERG**

SOLIDARITÉ AUX PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD PCF et PS doivent organiser en commun des manifestations contre la terreur colonialiste



L'assassinat du leader syndical tunisien Ferhat-Ached imprime brutalement un cours nouveau aux événements d'Afrique du Nord. Il brise la trêve relative qui avait été la conséquence de l'ouverture du débat sur l'affaire tunisienne à l'O.N.U. Un immense mouvement de protestation qui a éclaté presque simultanément au Maroc et en Tunisie est en train de s'étendre à toute l'Afrique du Nord. La répression colonialiste s'est également déclenchée sans tarder comme si l'odieux attentat contre Ferhat-Ached avait été le signal qu'attendait le colonialisme français pour recourir à nouveau à la violence contre le mouvement d'indépendance.

Le gouvernement français et son représentant en Tunisie de Hau'ecloque flétrissent hypocritement l'assassinat et prétendent vouloir faire toute la lumière mais en même temps ils déportent dans le Sud Tunisien les principaux dirigeants des syndicats, du Néo et du Vieux Destour, montrant ainsi clairement leur volonté de décapiter le mouvement national. Ils tritent directement les masses arabes en leur arrachant la dépouille de leur dirigeant et font tirer sur les manifestants qui, au Maroc et en Tunisie, clament leur indignation. Mais la comédie de la recherche des responsabilités ne trompe personne. De Rabat à Tunis aucun indigène n'a besoin d'enquête policière, aucun indigène n'a besoin de savoir qui est directement responsable du crime. C'est

le colonialisme qui a frappé Ferhat-Ached afin d'essayer une nouvelle fois de briser la résistance des masses Nord-Africaines et tenter d'affirmer par une violence accrue sa domination chancelante. Ainsi que nous l'avions laissé prévoir dans notre dernier numéro les débats sur l'affaire tunisienne à l'O. N. U. ont été avant tout un écurant marchandage entre les principaux impérialismes. La bourgeoisie française veut tenter un suprême effort pour prouver au monde capitaliste qu'elle est capable de maintenir l'ordre dans ses colonies et pour éviter la « relève » que souhaite opérer les Etats-Unis sous le couvert de l'O. N. U. Les débats de Lake-Succès sur l'affaire tunisienne, bien qu'à peine entamés, ont été dominés par les querelles inter-impérialistes. Il est aisé de voir dès à présent que ce qui est mis en question n'est pas la domination colonialiste mais seulement le fait de savoir qui exercera ou la contrôlera. Et l'assassinat de Tunisie, ainsi que les déportations et les fusillades qui l'ont suivi viennent brutalement et tragiquement répondre aux thèses des dévotions arabo-asiatiques, illusions d'aillieurs trop souvent partagées par certains dirigeants Nord-Africains. En France et dans le monde une certaine presse, plus ou moins libérale, veut faire croire que les provocations et la répression du colonialisme français se retourneraient contre lui et que les autres impérialismes s'en désolidariseraient.

Les événements actuels d'Afrique du Nord sont un des maillons de la chaîne qui conduit à la suprême lutte entre les forces de la révolution et de la contre-révolution. Ils prouvent que le règlement de compte entre les peuples opprimés et leurs oppresseurs ne peut être plus longtemps différé, qu'aucune négociation internationale ne peut l'éviter et que les compétitions inter-impérialistes, loin de le retarder, ne font que le précipiter. L'écrasement des révolutions coloniales est une nécessité impérieuse pour le monde capitaliste, c'est une des pièces maîtresses de son plan de préparation d'une troisième guerre mondiale. La nouvelle offensive du colonialisme français en Afrique du Nord s'inscrit dans ce cadre. Le prolétariat mondial et en particulier la classe ouvrière française doivent tout faire pour que cette offensive soit brisée. La lutte de nos frères Nord-Africains, en accentuant les difficultés de notre propre bourgeoisie renforce notre propre lutte. Les grèves et les manifestations de Tunisie et du Maroc sont un appel à l'action de solidarité du mouvement ouvrier français. En y répondant immédiatement et vigoureusement nous ouvrirons à notre propre victoire.

A la 12^e session du Comité Exécutif de la 4^e Internationale **LA GUERRE POSSIBLE EN 1953** par Jean-Paul Martin

L'année qui se termine fut remplie d'événements importants. L'évolution de la situation internationale s'est accentuée dans le sens d'une aggravation de la crise générale du capitalisme et d'un nouveau développement des forces de la Révolution socialiste mondiale.

Sur la base de ces difficultés économiques et du mécontentement grandissant des masses subissant les conséquences de la préparation à la guerre de la bourgeoisie, les antagonismes inter-impérialistes s'avivent de nouveau, la concurrence et la lutte pour les débouchés reprennent de plus belle, et ont déjà amené une sorte de « orise » de toute la politique « atlantique ». L'inertie de Washington pendant toute la campagne présidentielle a favorisé ces derniers développements.

La réalité est toute autre. Si l'épreuve de force que l'impérialisme français vient de déclencher mettrait la domination colonialiste en péril il trouverait un appui certain auprès du reste du monde capitaliste.

C'est le devoir des organisations ouvrières françaises d'appeler ensemble à des manifestations de solidarité envers les peuples Nord-Africains. Pour un tel objectif elles doivent faire l'unité d'action sans tenir compte d'aucune divergence car seule cette union paralysera la répression et les assassinats en Tunisie, au Maroc et en Algérie.

Henri VERNIER.

L'ECONOMIE DE GUERRE, REMEDE SANS LENDEMAIN

La situation économique des pays capitalistes, malgré l'important programme de réarmement, a regagné et des phénomènes de crise mineure sont apparus dans plusieurs pays de l'Europe occidentale en particulier : stagnation et même recul de la production industrielle (particulièrement par rapport à celle des mois correspondants de l'année 1951), augmentation du chômage chronique et surtout partiel, baisse des exportations.

LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE DANS LE MONDE ET LA REACTION AUX U. S. A.

D'autre part nous avons assisté à l'extension et l'approfondissement de la révolution coloniale de par le monde. Cette dernière, commencée en Extrême-Orient, a gagné le Proche-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine.

L'affaire Marty-Tillon révèle la pénétration de nos idées dans le P. C. F.

En France ces phénomènes ont pris une ampleur, ainsi que le constate le rapporteur général du budget Barangé, plus grande qu'ailleurs. La production capitaliste restaurée dans son ensemble à ses niveaux d'avant-guerre (qu'elle dépasse même dans certaines branches) ne trouve pas les débouchés nécessaires. Ces derniers au contraire, à la suite des révolutions coloniales et l'apparition des nouveaux Etats ouvriers aussi bien en Europe qu'en Asie, sont plus restreints que jamais.

Les événements de cette année en Iran, Egypte, Irak, Tunisie, Maroc, Kenya, Afrique du sud, Bolivie, Chili, Venezuela, illustrent ces nouveaux progrès de la révolution coloniale qui minent les dernières positions de l'impérialisme et aggravent sa crise générale.

Le Comité Central du P. C. F. s'est prononcé, il y a 48 heures, sur A. Marty et Ch. Tillon. Le C. C. qui a seulement entendu lire des textes de Marty (il ne les a pas lus par écrit) a décidé que ces documents ne seraient pas publiés par le Parti. Autrement dit leur publication et leur diffusion auprès des membres du P. C. F. entraîneront l'exclusion.

est un courant dans le mouvement ouvrier au lieu de s'exprimer suivant notre caractéristique politique sur cette bande de policiers et provocateurs à la solde de l'ennemi. » (*Humanité*, 19 novembre.)

D'autre part les dépenses de réarmement, malgré leur ampleur, ne s'avèrent pas capables de suppléer à ce manque de débouchés naturels.

Dans plusieurs pays métropolitains la radicalisation des masses s'est accentuée, en s'exprimant dans les succès remportés par les organisations réformatrices de masse aux élections, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, dans les progrès des tendances « bevanistes » au sein de ces organisations, et dans certaines luttes d'envergure comme celle menée contre le service de 2 ans en Belgique.

Tillon est renvoyé à la base, en attendant. Le sort d'A. Marty est remis à sa cellule qui doit se prononcer sur « ses liaisons avec des éléments policiers » et sur tous les défauts qui lui sont soudainement découverts, notamment « un comportement de capitulaire, de paniquard » (*Humanité*, 19 novembre). L'exclusion ne saurait donc tarder.

Jusqu'à présent, les conceptions de Marty sont inconnues de l'opinion ouvrière. Nous ne pouvons prendre les griefs politiques formulés contre lui que comme une indication de son orientation. D'une façon générale, il aurait été contre la soumission de la politique du P. C. F. aux variations de la diplomatie soviétique, contre la participation au gouvernement capitaliste à la fin de la guerre et contre la politique de « produire d'abord », c'est-à-dire contre une politique de rétablissement de l'Etat et de l'économie capitalistes et pour une politique de mobilisation des masses pour la prise du pouvoir; il aurait été contre la politique de lutte pour la paix réduite à des pétitions et des signatures; il serait même pour une politique de front unique de parti à parti.

Dans les pays de l'Europe occidentale elles stérilisent une partie du pouvoir d'achat des masses, paralysent et parfois stoppent complètement l'activité d'une série des branches économiques intéressantes à la production civile. Aux Etats-Unis, malgré l'ampleur exceptionnelle du programme d'armement, nous sommes maintenant loin du boom qui a caractérisé l'économie américaine au lendemain de la guerre de Corée. Les perspectives de l'évolution économique dans ce pays s'assombrissent au fur et à mesure que le réarmement approche de son niveau le plus élevé (qui sera atteint vers la fin de l'année prochaine).

Par contre aux Etats-Unis la victoire d'Eisenhower a démontré une polarisation importante autour des milieux dirigeants les plus réactionnaires de ce pays.

Ainsi, les membres du P. C. F. jugeront Marty sur des accusations qu'il a refusé de contester, mais pas sur des positions politiques qu'il a exprimées par écrit. Dans l'intense campagne menée contre lui et dans le rapport de Mauvais, ont été mises en avant des accusations politiques qui ne pourront être escamotées: rôle de l'Union Soviétique, rôle et politique nationale du parti pendant la guerre, action pour la défense de la paix, questions de la jeunesse, questions coloniales, conception du Parti, question du front unique avec le parti socialiste.

Toutes ces positions ou des positions orientées dans ce sens se rapprochent ou s'identifient effectivement avec celles que le P. C. I. (section française de la IV^e Internationale) a défendues depuis plusieurs années. Nous avons dans les précédents numéros de notre journal montré la justesse de ces positions contre les prétendues démonstrations de la direction du P. C. F.

En U.R.S.S., en Chine et dans les « démocraties populaires » européennes, des progrès économiques importants sont enregistrés contrastant avec la régression économique des pays capitalistes.

Et aussi des déviations sur la question du trotskysme: « Ce n'est certainement pas pas par hasard que, se référant au trotskysme, André Marty écrit: « Un parti (trotskyte) dit d'opposition à notre P. C. F. » laissant croire ainsi que le trotskysme

Mais ces positions n'étaient pas seulement celles des trotskystes ou celles que Marty aurait défendues dans le privé, elles étaient aussi partagées par de nombreux Pierre FRANK. (Suite page 4)

(Suite page 3.)

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONAL

DES TRAVAILLEURS

INDEPENDANCE POUR L'AFRIQUE DU NORD

Toute la presse — de la gauche à la droite — tire la sonnette d'alarme à longueur de colonnes devant la dégradation catastrophique de la situation de l'impérialisme en Afrique du Nord et les débuts de la transformation inexorable en guerre civile qui s'y manifeste. Chacun y va de sa recette miraculeuse et attend le gouvernement Mendès-France à des actes.

Il n'est pas douteux que Dien-Bien-Phu a été ressenti par les peuples opprimés d'Afrique du Nord comme une victoire et un phare éclairant la route à suivre. Ils ne peuvent manquer d'établir le parallèle entre les tractations diplomatiques inopérantes, les propositions d'entente amiable des dirigeants nationalistes de l'Istiqlal et du Néo-Destour constamment bafouées par un colonialisme qui ne lâche que ce qu'il est contraint de lâcher, et la voie des succès croissants et sans appel remportés par les partisans vietnamiens. Bourguiba ne cache pas son inquiétude lorsqu'il déclare : « Nous n'avons pu faire aux yeux du peuple tunisien la preuve de l'efficacité de nos méthodes » (*Le Monde*, ...) et dès lors il serait mal placé pour critiquer le recours à l'action directe.

La réalité profonde qui se dégage des événements, c'est que le mouvement nationaliste nord-africain est en voie de subir une profonde transformation. Les militants les plus actifs et les plus énergiques ne sont plus seulement à la recherche de méthodes plus efficaces mais deviennent les initiateurs d'un nouveau chapitre de la lutte libératrice. L'expérience du maquis en France sous l'occupation et de la lutte des partisans en Europe et en Asie au cours et depuis la dernière guerre influence grandement l'action des fellaghas en Tunisie. Une nouvelle génération de cadres révolutionnaires trempés dans une lutte sans merci et sans compromission se forme en Afrique du Nord.

Il serait vain et puéril de se répandre en reproches sur ces militants si dans leurs actes ou leurs écrits ils penchaient à faire peu de cas du soutien éventuel dont ils pourraient bénéficier de la part du mouvement prolétarien français. Les batailles menées en France au coude à coude entre travailleurs Nord-Africains et Français contre la bourgeoisie et son gouvernement ont, ces dernières années plus particulièrement renforcé les liens entre eux. Mais la politique peu claire et fluctuante des directions du mouvement ouvrier français

justifient de la part des militants des mouvements anti-impérialistes d'Afrique du Nord, toutes les méfiances.

On a pu lire dans *L'Humanité* une polémique contre le M.T.L.D. algérien dans laquelle le journal du P.C.F. reproche à ce parti de formuler des doutes sur les bienfaits attendus du gouvernement Mendès-France. Il faut affirmer ici que contrairement aux illusions formées sur ce gouvernement par le vote et l'attitude du P.C.F., les camarades algériens se montrent en cela plus perspicaces que les grosses têtes qui dirigent les partis ouvriers. Eux qui subirent tortures et emprisonnements sous les gouvernements du front populaire et de la libération, qu'elles raisons auraient-ils de faire crédit aujourd'hui à un gouvernement dont la seule vertu serait « l'intelligence » et qui prend largement appui sur la réaction.

L'essentiel de son programme ne consiste-t-il pas à se dégager du guépier vietnamien pour mieux tenir l'Afrique du Nord, comme le rappelle l'« Algérie libre » ? Faute d'avoir mal soutenu jusqu'ici la cause des peuples Nord-Africains, de l'avoir sacrifiée tant et plus « aux avantages » de la collaboration avec les radicaux en 1936, avec De Gaulle et le M.R.P. en 1945, avec les « bons Français » anti-C.E.Distes en 1954, les dirigeants ouvriers français sont mal placés pour prodiguer leurs conseils aux militants nationalistes en butte à une répression féroce, à l'humiliation continuelle.

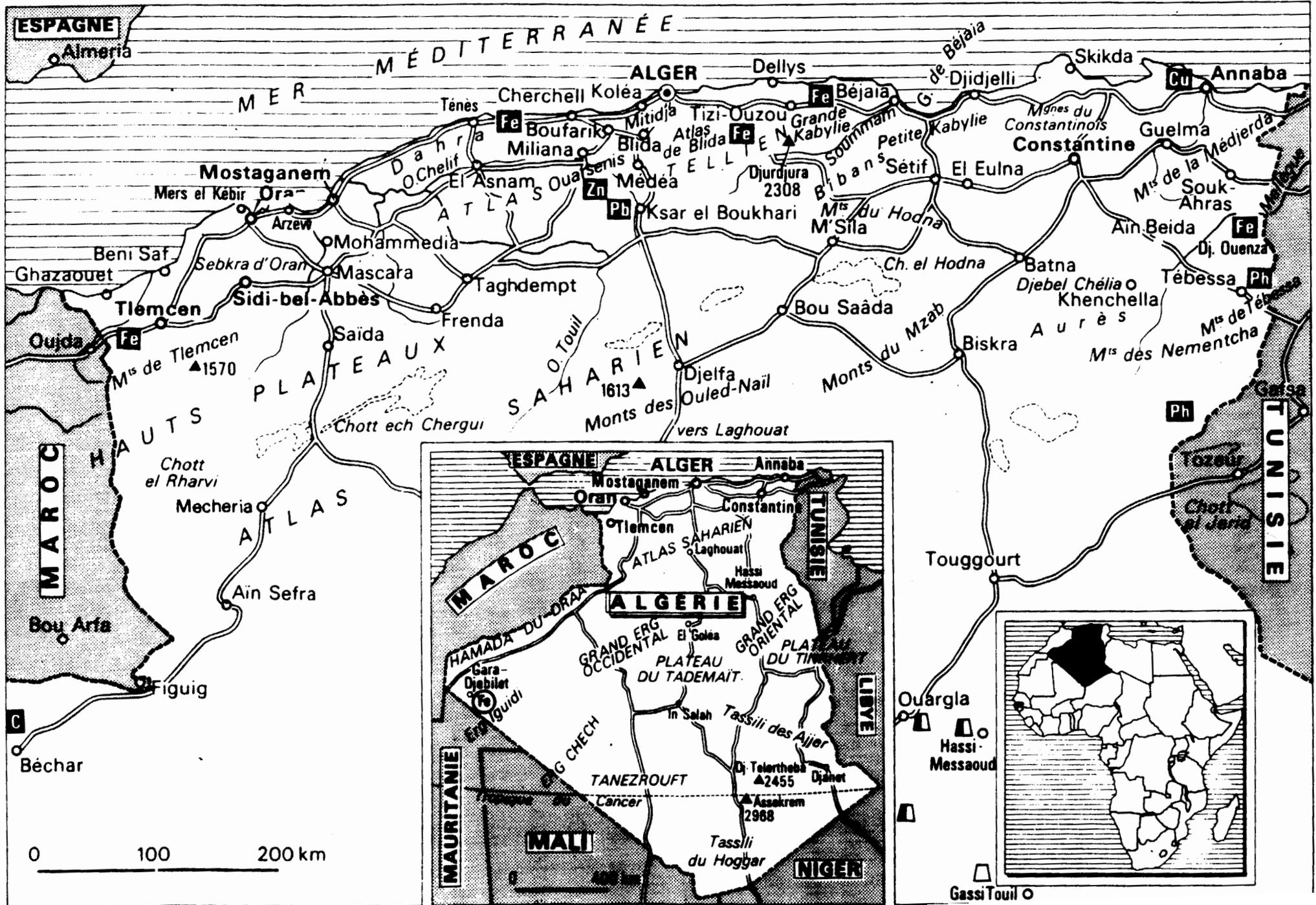
On veut nous convaincre de divers côtés bien intentionnés qu'une solution en Afrique du Nord dépend d'un effort fait de raison et d'intelligence. C'est mésestimer singulièrement, pour des esprits avertis, l'antagonisme social de classe qui fait le fond du violent conflit national. Ici comme ailleurs toute politique signifie un choix. Tout allègement tant soit réel des maux dont souffrent les masses nord-africaines comporte une atteinte à l'arbitraire qui est la loi de la domination colonialiste et aux privilèges exorbitants de la grosse colonisation qui en sont le fondement. Le compromis et l'accord amiable relèvent ici de la fantaisie. Il faut une bonne dose de naïveté pour s'imaginer que Mendès-France mettra au pas la grande colonisation toute puissante devant laquelle le Front Populaire, qui bénéficiait de l'appui enthousiaste des masses françaises et les gouvernements à participation socialiste et communiste de la « libération » se sont bornés très prosaïquement à baisser pavillon.

Robert LEBLOND.

II

**Le mouvement national algérien
vu par les trotskystes,
et la solidarité à son égard**

Extraits de « la Vérité » 1946 – 1954
IVe Internationale février-avril 1952



A LA GRANGE-AUX-BELLES

1.200 ALGERIENS

acclament les porte parole du P. C. I.

ET RECLAMENT

la libération de **Messali Hadj**

Jendredi 4 avril 1946, le Comité provisoire de défense des libertés démocratiques en Algérie avait convoqué un meeting à Paris, à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles. 1.200 Nord-Africains, en immense majorité des ouvriers, étaient présents.

Deux Indochinois, un représentant du journal syndicaliste *Front ouvrier*, un représentant du P.C.I. furent appelés à la tribune et longuement applaudis. Un représentant du journal *Libertés* s'était fait excuser.

Deux Algériens du Comité exposèrent, en arabe, la situation en Algérie et les revendications démocratiques du peuple algérien : droit syndical, suffrage universel, amnistie complète pour les emprisonnés politiques, Assemblée nationale constituante.

Le salut fraternel du P. C. I.

Puis notre camarade *Privas*, du C.C. du P.C.I., qui apporte le soutien de notre parti, déclara notamment :

« Ce ne sont ni des ordres, ni des directives que nous avons à vous donner. Nous venons vous proposer une alliance des travailleurs français avec leurs frères algériens pour mener la lutte en commun contre un ennemi commun : la bourgeoisie impérialiste française. Car, malgré ce que peuvent dire, aujourd'hui, des chefs ouvriers, nous, travailleurs français n'avons aucun intérêt à ce que le peuple algérien soit maintenu en esclavage pour le seul profit de ses propres ennemis.

» Dans le monde une main tient les chaînes du peuple algérien. Une autre main tient les chaînes du prolétariat français. Mais ces deux mains appartiennent au même corps : c'est celui de la bourgeoisie française... »

Contre la déception et le pessimisme

Faisant ensuite allusion à la déception que la politique du P.C.F. provoque parmi les coloniaux, *Privas* déclare :

« Le communisme ne doit pas vous décevoir, car ce n'est pas lui qui a abandonné la lutte pour notre indépendance. Ne sont pas communistes, ne sont pas socialistes ceux qui prêchent le maintien de votre pays dans l'Union française. Ne sont plus communistes ceux qui ont abandonné la lutte contre le colonialisme au nom de la grandeur de leur propre bourgeoisie.

» Mais le communisme reste vivant. C'est le programme de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale a relevé le drapeau rouge de la libération sociale et nationale de tous les prolétaires, de tous les peuples coloniaux, de tous les exploités et de tous les opprimés du monde entier. »

Tous les peuples sont solidaires

Le camarade *Le Van*, de la section indochinoise de la IV^e Internationale, prend ensuite la parole :

« Ce n'est pas par un simple hasard que les deux peuples coloniaux s'unissent aujourd'hui dans la lutte contre un oppresseur commun. Ce n'est pas non plus une ironie du sort que l'ouvrier agricole dans son bled et le paysan annamite dans sa rizière continuent encore, aujourd'hui, après bien des luttes, à crever de faim et à souffrir de dénuement devant l'exploitation honteuse des impérialistes français... »

Pas d'illusions sur « l'Union française »

« ...Nous ne nous illusionnons pas — clame *Le Van* — sur la politique de réformes à longue échéance que les partis ouvriers traditionnels prétendent pratiquer au sein de l'Union française. Devant le nombre sans cesse croissant de concessions faites par les députés de ces partis ouvriers à chaque offensive d'hommes des trusts sous prétexte qu'ils veulent garder l'unité ouvrière de France et de l'Empire, comment pourrions-nous leur accorder notre confiance ?

» Mais la libération du peuple algérien se fera. Elle se fera malgré eux et sans eux.

» Elle se fera, car le peuple algérien est déjà conscient de son devoir et de son rôle pour entrer de plain-pied, d'un seul élan, dans la lutte contre l'impérialisme français, en étroite union, en pleine solidarité avec les peuples du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique noire de Madagascar et de l'Indochine.

» Et nous pouvons dire avec joie et fierté aussi que les travailleurs indochinois et annamites au moment de la provocation de mai 1946, ont refusé de faire feu sur leurs frères algériens, de même classe et de même condition, et ces derniers, à leur tour, ont soutenu les différents mouvements de grève déclenchés par les Indochinois en France. »

La C. G. T. doit son appui aux coloniaux

Après l'intervention du camarade indochinois, *Lambert*, au nom du journal *Front ouvrier*, prend la parole et souligne que les intérêts des prolétaires de la métropole sont liés à ceux des peuples coloniaux. Il exige le rattachement direct à la F.S.M. des syndicats d'Afrique du Nord. Puis il appelle les travail-

leurs français à marquer leur solidarité avec les peuples coloniaux en imposant à la direction syndicale et aux chefs syndicalistes, au gouvernement, la lutte pour la reconnaissance immédiate de leur indépendance. Aux travailleurs algériens, il montre qu'ils ne doivent pas désertier la C.G.T. mais, au contraire, y adhérer en masse pour expliquer leurs conditions de peuple opprimé aux ouvriers français tenus dans l'ignorance, et lutter pour leurs revendications.

Le véritable « problème algérien »

Dans une magistrale intervention, un camarade nord-africain déclare :

« Jamais, le problème algérien n'a été posé clairement. On a bavardé sur le « malaise » algérien, et il a fallu des dizaines de milliers de victimes pour qu'on parle

de trise. Si l'Algérie ne connaît pas le bonheur, c'est qu'il y règne le régime colonialiste le plus abject soutenant les intérêts sordides d'une infime minorité. Un peuple, qui se souvient de son histoire, qui prend conscience de sa réalité, a été exproprié. Voilà le vrai mal !

» Pour mettre une barrière devant une nation en marche, on a mis debout l'ignoble doctrine de l'assimilation. On a voulu interdire notre langue, fermer nos mosquées. On a voulu nous faire croire que nous n'avions pas de patrie.

» En 1936, le peuple algérien a fait échec au projet Blum-Violette et a acclamé Messali Hadj, l'organisateur de la résistance.

» En 1945, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, on a voulu diviser les forces du peuple. Le peuple a condamné l'ordonnance du 7 mars.

» La politique d'assimilation a

échoué et bien échoué.

» Devant cet échec, on a voulu nous étouffer par la répression, les camps, les prisons, la provocation de mai 1945.

» Ce fut encore un échec. L'abstention aux élections fut l'arme contre l'impérialisme. Les députés ne parlent pas au nom de l'Algérie, et ces valets eux-mêmes n'ont plus d'illusion.

» Aujourd'hui s'est posé le problème de l'amnistie. On la présente comme un acte de pardon. Ce n'est qu'un acte de justice élémentaire. De plus, les victimes d'avant mai n'ont pas été libérées. Messali Hadj n'est pas encore relâché. Nous exigeons l'amnistie totale et sans restriction.

» Le meeting s'est terminé par l'adoption d'une résolution réclamant les libertés démocratiques en Algérie.

LA VERITE

N° 136 du 16 août 1946

*Après neuf années de persécution,
de prison, de forteresse et d'exil
dans la Forêt Vierge*

MESSALI HADJ

Leader du Parti du Peuple Algérien

nous déclare :

**“ La souffrance, c'est le prix
de la liberté ”**

UNE INTERVIEW DE M. BEAUFRÈRE

POUR interviewer Messali Hadj, je devais longer le palais du Luxembourg où, en d'intemrinales palabres se joue actuellement la tragi-comédie burlesque intitulée : « Conférence de la Paix ». On en connaît les acteurs. Tous ces comédiens sans talent, ambassadeurs du capital et négriers du monde entier, jouent avec le sort de l'humanité. Mais les centaines de millions d'hommes qui combattent en Asie ou en Afrique contre l'oppression impérialiste n'ont pas de représentants à la conférence du droit des impérialistes à disposer des peuples.

Les vrais représentants de ces peuples ils sont, comme Messali Hadj l'était encore hier, dans une prison ou une forteresse. Mais l'alliance des prolétariats exploités, dont l'avant-garde révolutionnaire se renforce dans le monde entier avec les peuples asservis par le colonialisme, peut bouleverser la face du monde. Et c'est ce problème qui m'absorbait tandis que j'atteignais cette rue tranquille où Messali bénéficie de l'hospitalité chaleureuse de ses amis.

Reçu fort courtoisement par des Arabes qui exercent une surveillance discrète autour de l'immeuble, j'attendrai seulement quelques minutes avant d'être introduit auprès du leader du P.P.A.

Dans une prison de M. Thiers

Nous sommes reçus avec une grande affabilité par Messali Hadj. Visiblement fatigué par ses longues années de détention, il n'en tient pas moins à ne point faire mentir les traditionnelles coutumes de politesse

et de courtoisie qui sont les caractéristiques de son peuple.

Nous étant préoccupé des conditions de sa résidence forcée dans la forêt vierge et de ses conséquences sur sa santé, Messali nous répond simplement :

« La souffrance, c'est le prix de la liberté. Tous ceux qui, dans l'histoire de l'humanité, et depuis ses origines, ont lutté pour des causes justes ont été persécutés, emprisonnés, déportés, et bien souvent assassinés. J'ai passé des années à la prison de Lambes, qui fut construite pour recevoir les communistes de 1871 déportés par

M. Thiers. Les prisons demeurent, la lutte pour la liberté continue, et il est symbolique que, dans sa répression, l'impérialisme associe, par ce pèlerinage à Lambes, notre cause à celle des communistes dont le souvenir est resté si vivace chez le peuple français. »

Les Algériens aiment la démocratie

A nos questions portant sur les positions politiques du P.P.A. face aux problèmes posés par la situation en Algérie, Messali Hadj nous répond :

« Le Parti du Peuple Algérien est un parti démocratique. Je me refuse à prendre position individuellement. Or, les conditions de ma captivité ne m'ont pas permis de rester en contact avec les camarades de mon parti. D'autre part, il ne faut pas oublier que la plupart des militants du P.P.A. ont été traqués, emprisonnés, déportés, la répression ne cessant de s'abattre sur nous depuis 1937. Vous com-

Avec Messali Hadj

prenez qu'il est donc nécessaire que je puisse d'abord m'entretenir avec mes amis actuellement en Algérie, avant de pouvoir faire des déclarations politiques. »

Nous comprenons fort bien la réserve du leader du P.P.A. Quant au souci de Messali Hadj de se soumettre démocratiquement à la discipline de son parti, il ne peut qu'inspirer la sympathie. Il est tellement rare de voir actuellement les chefs de parti animés par de semblables préoccupations. Mais nous lui demandons pourquoi, dans ces conditions, il a demandé à être conduit d'abord à Paris...

Paris, déclare Messali. *Le gouvernement général de Brazzaville m'a informé que je devais me rendre à Paris, où mes amis demandaient à me voir. Cependant, à mon arrivée, j'appris avec un certain étonnement qu'aucun de mes amis n'avait formulé de semblable demande.*

Des déclarations précises de Messali Hadj, il ressort donc que ni lui ni ses amis n'ont demandé qu'il vienne à Paris. Par déduction, nous croyons donc comprendre que ce sont des personnalités officielles qui ont désiré sa venue à Paris.

Voyage-surprise dans la forêt vierge...

Le leader algérien, en souriant, nous raconte alors l'incroyable odyssée burlesque de sa libération. On lui demanda de choisir la résidence qu'il désirait en Algérie ou en France. Etant entendu que, pour l'Algérie, Alger et toutes les grandes villes lui étaient interdites, ainsi que leurs banlieues et un certain nombre d'autres régions !!! Pour la France il pouvait choisir librement, en dehors de Paris, de la région parisienne, des grandes villes du Nord, de l'Est, du Midi, etc. Trifouilly-les-Oies et autres centres importants similaires fort nombreux, lui restaient entièrement libres. Et un jour Messali apprit qu'il était libéré et qu'un camion était à sa disposition. Toutefois, afin qu'il ne pût rien oublier de son charmant séjour en Afrique noire... le gouvernement, aussi débonnaire que spirituel, lui « offrit » gratuitement un charmant voyage à travers la forêt vierge qui dura presque deux mois et s'étendit sur 2.500 kilomètres.

Messali Hadj, voyageur sans bagage, allait d'étape en étape, tantôt en camion, tantôt en avion. Pour ne pas avoir duré mille et une nuit, ce voyage dans l'imprévu du leader arabe, se poursuivit un certain temps. Jusqu'au jour où Messali, comme un vulgaire ministre, atterrit dans un avion spécial à Orly...

Nous écoutons avec beaucoup d'intérêt, ce récit. Mais tout à coup, une brusque révélation assaille notre esprit. Peut-être la pilote s'est-il trompé ? Peut-être les ministres responsables ignorent-ils la présence à Paris de Messali Hadj ? Peut-être... Mais nous posons la question qui nous brûle les lèvres : « Etes-vous libre ? »

Qui a favorisé l' « évasion » de Messali ?

Sans se départir de son fin sourire, et avec ce calme majestueux qui caractérise les Arabes, Messali nous répond :

« Je n'en sais rien !!! Administrativement s'entend. Je n'ai jamais été informé, ni de la fin de ma détention, ni de sa confirmation. Quoi qu'il en soit, je me considère comme libre. »

Cela nous semble en effet plus sage. Nous sommes curieux de savoir ce qu'il a l'intention de faire de cette liberté. Et nous lui demandons s'il désire se rendre en Algérie.

« Bien entendu, répond Messali, j'ai l'intention de me rendre en Algérie. J'irai dès que possible, car c'est là-bas que sont mon parti, ma famille, mes amis. »

Nous demandons ensuite au leader du P.P.A. comment il interprète la décision du gouvernement le rendant à la liberté.

« Je considère, nous dit-il, que ma libération signifie la reconnaissance de la légalité du Parti du Peuple Algérien qui doit jouir, en vertu des lois démocratiques, de toute sa liberté d'action. »

Le gouvernement va-t-il se décider à considérer sérieusement et d'urgence le problème algérien et à lui appliquer les seules solutions correspondant aux profondes aspirations du peuple arabe.

Souvenirs de Messali...

Une autre question se pose pour nous. Que pense Messali des mouvements qui, en Indonésie, en Indochine aux Indes britanniques ont soulevé des millions d'hommes ? Il nous répond :

« Dans ma vie de militant j'ai été au courant de l'existence de ces mouvements presque dès leur début. Au congrès anti-impérialiste qui s'est tenu à Bruxelles au mois de février 1927, j'ai rencontré des Indonésiens dont Mohamad Hatta, ainsi que des Indochinois, des Chinois, des Egyptiens, des Syriens et des Destouriens. Etaient présents également San Ghor, vieux militant du Soudan, le pandit Nehru, un communiste japonais Katayama, et d'autres dont j'oublie les noms. Est-il besoin que je précise que la volonté d'émancipation qui anime aujourd'hui les peuples opprimés du monde entier ne peut avoir que toute ma sympathie et mon admiration. »

Cette sympathie, qui réunit tous les peuples asservis par le régime colonialiste, nous semble, en effet, naturelle. Mais nous sommes curieux de connaître les sentiments de Messali en ce qui concerne les luttes du prolétariat révolutionnaire. Il nous le fait savoir en ces termes :

« Chacun, dans notre sphère, nous menons la même lutte contre l'impérialisme et le capitalisme mondial. Et toute notre sympathie est acquise à ce peuple parisien avec qui nous avons lutté côte à côte contre l'impérialisme et le capitalisme. »

De Staline au gouverneur général de l'Algérie

Et nous posons aussitôt une question qui revêt une grande importance. Personne n'ignore que l'impérialisme a souvent réussi à faire dévier la colère du peuple arabe en l'incitant à l'antisémitisme.

Nous demandons à Messali quelles sont ses opinions sur le racisme.

« Démocrates, nous sommes opposés à toutes les formes de fascisme quelles qu'elles soient, et nous ne sommes donc pas racistes. Nous sommes fiers d'être Arabes mais cela ne nous oblige pas à haïr les autres peuples. »

Sur les calomnies lancées contre sa personne et le P.P.A. Messali répond :

« J'ai été, à la fois, l'agent de Ibn Saoud, de Staline, de Mussolini, d'Hitler, du panislamisme, de Doriot et du gouvernement général de l'Algérie ! »

Et il note que cette énumération le dispense de tout commentaire.

Nous prenons congé en le remerciant et en souhaitant à Messali Hadj un prompt rétablissement qui lui permette de retrouver son pays, sa femme (qui est Française et Parisienne), ses enfants, ses camarades du P.P.A. et tous ses amis qui sont la presque totalité du peuple algérien.

Réflexions sur la civilisation

Nous voudrions que tous ceux qui ont la cervelle encrassée par les mensonges colonialistes veuillent bien comparer la personnalité si attachante

de Messali à celle de ses persécuteurs. Il y a tant d'humanité dans le regard de cet homme dont la haine serait mille fois justifiée, tant de simplicité et de calme dans cette voix qui pourrait n'être qu'un cri de révolte, que tout individu honnête ne peut qu'en être séduit. Pour nous, nous savons depuis longtemps de quel côté se trouve la civilisation. Elle n'est pas avec les tortionnaires de Messali Hadj et de son peuple. Elle n'est pas avec les ministres et les généraux qui envoient les bombardiers assassiner hommes et enfants de l'Afrique du Nord.

La civilisation : elle est du côté de ceux qui luttent pour la liberté. Elle a toujours été de ce côté de la barricade.

Marcel BEAUFRERE.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 3^e INTERNATIONALE

Le programme du Parti du Peuple Algérien

L'arrivée à Paris des cinq députés algériens nous a fixé sur le programme du P.P.A. Les députés d'Alger et de Constantine nous ont entretenu, à leur meeting à Wagram, le 3 décembre, des principaux points de ce programme. En premier lieu, le P.P.A., ne se contentant plus de parler de « Parlement algérien », entraîne les masses à lutter pour une CONSTITUANTE élue au suffrage universel. Il est clair qu'un tel mot d'ordre, s'il est repris systématiquement dans l'agitation quotidienne, et s'il est expliqué par une propagande sérieuse, consolidera très sérieusement l'influence du P.P.A. dans le peuple d'Algérie, et pourra battre en brèche les démagogues à idéologie petite-bourgeoise, qui se contentent justement de formuler des vagues comme le « parlement algérien ». Non seulement le mot d'ordre de CONSTITUANTE aidera à la maturité politique des masses en leur faisant prendre conscience de l'importance des tâches qui leur incombent, non seulement il attirera au P.P.A. les intellectuels arabes sérieux, mais encore il permettra une délimitation de tous les courants confus qui cherchent à pêcher en eau trouble. Par ailleurs, le second mot d'ordre : celui du PARTAGE DES TERRES, est le complément indispensable, dans un pays comme l'Algérie, d'un véritable programme démocratique. Il n'y a pas de démocratie possible, il n'y a pas d'indépendance possible quand la terre appartient à ceux qui ne la travaillent

pas. L'Algérie, composée essentiellement de « fellahs » misérables, ne peut que répondre par l'enthousiasme à cette prise de position du P.P.A. sur le problème dominant tous les autres.

LA MATURITE POLITIQUE...

Ainsi le parti du peuple algérien, en inscrivant dans son programme ces réformes démocratiques, a fait la preuve des mensonges de la bourgeoisie en affirmant sa maturité politique. Il a donné l'assurance qu'il avait pris conscience de ses tâches historiques, beaucoup mieux que ne pouvaient le démontrer de brillants discours à la tribune du Parlement.

Messali Hadj peut regarder avec fierté ce parti qui fut en grande partie son œuvre et regarder avec confiance l'avenir. Le peuple algérien vaincra les forces barbares du colonialisme. Il dépend du prolétariat français que cette victoire soit plus ou moins rapide et que cette victoire soit un peu la sienne. Le parti communiste internationaliste ne permettra pas que ce prolétariat, par son silence et son inaction, puisse apparaître demain comme le complice de l'impérialisme moribond. Nous avons confiance : le geste des milliers de travailleurs arabes, vietnamiens et français qui se sont rendus à notre meeting interdit de Wagram est un encouragement que nous ne sommes pas les seuls à avoir apprécié à sa juste valeur. Le prolétariat ne tardera pas à le comprendre également. Tous nos efforts

tendent à ce que cela ne se fasse pas dans les prisons et les camps de concentration. Il est encore temps.

Marcel BAUFERRE.

LE P.P.A. communique :

Une résolution adoptée au meeting du 3 décembre 1946

Ayant appris, au cours d'une réunion d'information tenue par les députés algériens du « Triomphe des libertés démocratiques » l'interdiction faite par les autorités responsables au leader Messali Hadj, arrivé tout récemment à Paris, de sortir de son hôtel pour circuler en toute liberté dans la capitale et se rendre à ladite réunion, les 8.000 Algériens et Nord-Africains présents, indignés par cette mesure inqualifiable prise par le gouvernement, élèvent une protestation véhémement et, avec la dernière énergie, contre ce nouvel acte d'arbitraire et demandent instamment la levée d'une pareille interdiction qui empêche, même en France, le chef national algérien de jouir d'une liberté individuelle aussi élémentaire que celle de disposer de sa personne et d'assister à une réception publique donnée en l'honneur des députés de son parti,

D

LA VERITE

n° 171 du 17 mai 1947

8000 Nord-Africains au meeting du P.P.A.

Salle Wagram à Paris

RECLAMENT LA LEGALISATION DU P.P.A.
LA LIBERTE TOTALE POUR MESSALI HADJ
UNE CONSTITUANTE ALGERIENNE SOUVERAINE
LA SOLIDARITE ACTIVE DES PEUPLES COLONIAUX

A l'appel de la Fédération de France du Parti du Peuple Algérien, 8000 nord-africains se pressaient le lundi 12 mai dans la salle Wagram, pour célébrer l'anniversaire des massacres de mai 45. Aux côtés des députés du P.P.A. se trouvaient à la tribune les représentants du Destour tunisien et de l'Istiquial marocain qui avait délégué son chef Si Allal El Fassi.

Les journées sanglantes de Mai 1945

Les divers orateurs du P.P.A. - Mostefia, représentant la Fédération de France, Yadz parlait au nom de la section universitaire du P.P.A., le député de Constantine - rappelèrent tour à tour les horreurs des journées sanglantes de mai 1945, qui coûtèrent la vie à 45000 algériens : douars incendiés, habitants abattus à la mitrailleuse quand ils tentaient de fuir les flammes, enfants de deux ou trois ans embrochés à la baïonnette, Arabes écrasés dans les concasseurs sur les routes. Les orateurs marquèrent avec raison combien ces crimes rappellent ceux de Madagascar, ceux d'Indochine. Ils montrèrent que cette sauvagerie dans la répression exprime l'effort désespéré d'un impérialisme blessé à mort qui cherche à se survivre. La conclusion qui pour le P.P.A. se dégage de ces faits soulignait avec force Mostefia, c'est que « l'impérialisme ne peut être amendé, ni réformé, il doit être

détruit ». Et après lui, Yadz, puis le député de Constantine condamnèrent énergiquement l'attitude de Ferhat Abbas qui par ses propositions réformistes : - une Chambre algérienne où seront représentés à parité un million d'Européens et huit millions d'Algériens, un gouvernement algérien privé des postes essentiels que sont la Défense nationale et les affaires étrangères laissés dans les mains de l'impérialisme français - se fait le suppôt du colonialisme. Ils affirmèrent aux applaudissements de la salle que le peuple algérien ne se laisserait pas prendre par la formule hypocrite de « l'Union française », « nouvelle étiquette sur une vieille marchandise pourrissante », et poursuivrait la lutte pour imposer une Algérie indépendante dotée d'une Assemblée Constituante Souveraine ; Au soutien mutuel que se prêtent les impérialismes, le P.P.A. oppose l'union et la solidarité active de tous les peuples coloniaux.

Le meeting interdit du P.C.I.

A ce propos fut rappelé le meeting du P.C.I. contre la guerre d'Indochine de décembre dernier, interdit au dernier moment, où les manifestants travailleurs viet-namiens, algériens et français furent matraqués par « la ficaille du ministre socialiste Depreux ».

Yadz s'attacha particulièrement à lier la lutte nationale à l'émancipation sociale. Faisant allusion à l'Egypte, il s'écria que l'Algérie ne veut pas d'un régime de pachas, d'un régime où les syndicats sont dirigés par les commissaires de police. Il flétrit le rôle du gros négoce nord-africains qui se trouve aux côtés de l'impérialisme et conclut que « la révolution nationale doit se faire au profit du peuple et non d'une poignée de privilégiés ».

D'un ton sensiblement différent furent les interventions des représentants du Deltour et de l'Istiqal qui, s'abstenant de faire la moindre allusion aux problèmes sociaux, se situèrent avant tout sur un plan religieux et même quelque peu raciste pour exalter la « communauté arabe et musulmane » du Maghreb.

Répression en Kabylie

Le député Khidder et El Fassi, salués par une immense ovation, s'exprimèrent en arabe. Le député Mezema, président de séance, donna la lecture d'un télégramme du Dr Lamine, député d'Alger, signalant la répression qui s'exerce actuellement en Kabylie. Il s'excusa de ne pouvoir, vu l'heure tardive, donner la parole à plusieurs délégués de mouvements anti-coloniaux, dont le PCI, et salua tout particulièrement la présence d'un camarade du Cameroun, qui fut acclamé par la salle. Avant de lever la séance, il flétrit les mesures d'exceptions qui frappèrent le PPA et Messali Hadj, dont le nom seul souleva des tempêtes d'applaudissements.

J. Roussel

RÉSOLUTION

adoptée ou

Meeting du P.P.A.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

« 8.000 Algériens et Nord-Africains, ouvriers et commerçants ; de nombreux camarades viet-namiens ; des délégués des partis de l'Istiqal, du Destour, du P.P.A. et du T.L.D., ainsi que des représentants des mouvements prolétariens français, sympathisants et défenseurs de la cause coloniale, réunis à la Salle Wagram pour commémorer le deuxième anniversaire des événements de mai 1945 dans le Constantinois, au cours desquels plusieurs milliers d'innocents furent massacrés et, par la même occasion, le soixante-sixième anniversaire de l'établissement du protectorat français sur la Tunisie, le 12 mai 1881, considéré comme jour de deuil national ayant été marqué par la perte de la souveraineté du peuple tunisien ;

» Après avoir entendu les exposés des différents orateurs, approuvant à l'unanimité les termes de la motion suivante :

» Pour manifester leur foi en l'unité nord-africaine et la solidarité coloniale, les ouvriers et petits commerçants des trois pays d'Afrique du Nord et de nombreux Viet-Namiens présents au meeting du 12 mai qui a été organisé par la Fédération de France du Parti du Peuple Algérien, à la Salle Wagram, à Paris.

» DÉNONCENT énergiquement les méthodes colonialistes de provocation et de massacres collectifs par lesquels on tente aujourd'hui d'exterminer le peuple malgache comme on a voulu le faire pour le peuple algérien en mai 1945 à Sétif, Korrata et Guelma ;

» PROTESTENT au nom des lois internationales contre l'emploi de soldats coloniaux dans les expéditions répressives aux colonies et contre l'envoi de troupes nord-africaines en Indochine ;

» DEMANDENT instamment que cesse la guerre de conquête et d'asservissement entreprise contre le peuple viet-namien, en violation des accords conclus et au mépris des principes humanitaires les plus sacrés ;

» EXIGENT que soient établies les responsabilités des auteurs et inspirateurs des massacres de mai 1945 en Algérie et d'avril 1947 à Casablanca, et que les réparations nécessaires soient accordées aux familles des victimes ;

» Considérant que la situation illégale qui est réservée au Parti du Peuple Algérien et à la personne de son président, Messali Hadj, toujours maintenu en résidence surveillée et interdit de séjour dans plusieurs localités algériennes, est une situation qui relève du plus pur arbitraire, et demandent en conséquence que le P.P.A. jouisse d'une entière légalité à l'exemple de toutes les autres organisations démocratiques d'Algérie, et que l'interdiction de séjour qui frappe Messali Hadj, en dépit de sa condamnation par Vichy à 16 ans de travaux forcés, soit définitivement levée ;

» SALUENT tous les mouvements coloniaux qui militent en faveur de la libération nationale et de l'émancipation sociale de leurs peuples opprimés, et expriment aux trois partis nord-africains de l'Istiqal, Destour et P.P.A., ainsi qu'au peuple algérien martyr qui célèbre le souvenir de ses morts et le peuple tunisien à l'occasion de la commémoration du soixante-sixième anniversaire de l'instauration du protectorat sur la Régence, leur sympathie agissante et leur foi inaltérable en l'aboutissement de l'idéal démocratique de liberté et d'indépendance pour lequel ils luttent. »

LA VERITE

N° 119 avril 1946

WAGRAM déroute de l'Union française

Pour protester contre l'arrestation arbitraire de trois de ses candidats aux élections de l'Assemblée algérienne, la Fédération de France du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques organisait vendredi dernier (26 mars) un meeting où elle avait invité toutes les organisations prêtes à soutenir son action anticolonialiste.

La salle Wagram regorgeait d'auditeurs, dans leur énorme majorité nord-africains. L'absence, remarquable, du prolétariat parisien s'explique par un coup d'œil sur les quotidiens ouvriers. L'« Humanité » et « Franc-Tireur » ne donnaient pas au meeting la place qu'ils accordent au dernier crime passionnel du jour. Nous ne parlons pas du « Populaire ».

Les masses coloniales réclament le soutien des travailleurs français

Après que les orateurs du M. T. L. D. eurent exposé les faits de la provocation colonialiste et l'inanité de toute pseudo-justification légale, ils soulignèrent les buts de leur mouvement, qui sont ceux de tout le peuple travailleur d'Afrique du Nord : l'indépendance totale et l'élection d'une Constituante souveraine.

Tout au long du meeting, des représentants des partis des peuples coloniaux : Destour tunisien, Istiqlal marocain, étudiants nord-africains, jeunesses égyptiennes Arabes palestiniens et vietnamiens expriment, au delà de leurs positions politiques particulières, l'éveil et le bouillonnement révolutionnaire de dizaines de millions de travailleurs.

La réponse des organisations traditionnelles françaises

A cet appel, qu'allaient répondre les représentants des organisations françaises, invitées au front unique de combat ?

Joinville-Malleret, représentant le parti communiste français (le parti qui, pendant les massacres d'Algérie, en mai 1945, exécutés par un gouvernement auquel il participait, traitait le Parti du Peuple Algérien de fasciste) ne pouvait parler contre le colonialisme que sur un ton très général sans répondre à la volonté des masses algériennes en passant subrepticement le cadre-carcant de l'Union française autour de sa revendication d'indépendance.

Le P.C.F. stalinien et ses agences (Bataille socialiste, Secours populaire de France) ne surent que tenter de couvrir, en de vains bavardages, la responsabilité unique de l'impérialisme oppresseur français, en chargeant de ses péchés le seul gouvernement Schuman, auquel ils ne participent pas, et, bien entendu, l'impérialisme américain. Jean Guignebert, qui, comme tous les transfuges, est enclin à outrer les positions qu'il adopte, enrôlait déjà les peuples coloniaux pour une nouvelle « croisade démocratique » et défensive de l'indépendance... « française ».

Le R.D.R. brillait par son absence.

Hénaff, enfin, représentant de la C.G.T., n'apporta rien qui ressemblât à une mobilisation des travailleurs français pour aider la lutte des travailleurs algériens. Cheminots et dockers n'auront toujours pas de directives.

Une provocation stalinienne

Ceux qui répondaient aux orateurs des pays coloniaux par de vibrantes phrases creuses sur une solidarité aussi éternelle qu'imprécise tentèrent d'étouffer la voix du Parti Communiste Internationaliste.

Quand la parole fut donnée à notre camarade Privas, un provocateur de service tenta de s'emparer du micro pour y vomir la haine dont le stalinisme préserve l'impérialisme pour en arroser les révolutionnaires. Peine perdue. La provocation appuyée de calomnie ne troubla pas longtemps la salle surprise. Les staliniens du praeidium tentèrent d'entraîner la salle par une sortie spectaculaire, magistralement ratée, changée en déroute honteuse.

L'indignation de la salle montra qu'étaient jugés ceux pour qui la démocratie n'est qu'un mot sonore, permettant de gros effets oratoires et qui ne conçoivent l'unité que sous leur domination.

Front unique anticolonialiste

Jacques Privas salua la lutte des travailleurs algériens et de tous les travailleurs coloniaux. Il dit le combat de notre parti contre le colonialisme et souligna

« Pourquoi le P.C.F. quitte-t-il la salle, dit-il. Il n'a pas besoin d'avoir peur. Je n'avais pas l'intention de dire qu'il participa au gouvernement de la guerre d'Indochine. Je n'avais pas l'intention de lui reprocher d'avoir voté des félicitations à Leclerc. De quoi a-t-il peur ? »

« Notre soutien aux peuples coloniaux nous l'apportons en expliquant aux travailleurs français qu'il ne peut y avoir de « bonne », de « démocratique » union française. Il n'y a que l'esclavage colonialiste ou l'indépendance. Nous combattons pour l'indépendance des peuples colonisés : pour le retrait des troupes impérialistes, une Constituante algérienne, une C.G.T. algérienne. »

Applaudi avec enthousiasme, Privas appelle à la lutte révolutionnaire commune des travailleurs français et des travailleurs colonisés contre leur ennemi commun : la bourgeoisie impérialiste.

Duthel, représentant le syndicat des instituteurs, exposa comment les enseignants pouvaient servir la cause anticolonialiste.

Le meeting du 26 mars montre que, dépassant les proclamations de solidarité, il faut s'engager dans la voie d'un véritable Front unique des organisations anticolonialistes qui se dresse en permanence contre les attentats de l'impérialisme, en aye l'utilisation militaire des peuples de couleur les uns contre les autres et relie les luttes des opprimés de tous les continents.

M. MAURIN.

LA VERITE

N° 206 30 janvier 1948

Lettre d'Algérie

Vers l'union des forces anti-impérialistes ?

La situation générale évolue ici d'une façon assez désordonnée, vu la faiblesse du niveau politique des masses et des cadres.

Aux dernières élections municipales, le P.P.A. a enregistré d'importants succès qui n'ont pas manqué de provoquer des réactions diverses selon les camps. Les résultats de ce scrutin mettent le P.P.A. devant de lourdes responsabilités pratiques. Il sera important pour son avenir qu'il se montre à la hauteur de ces tâches.

Les élus municipaux du P.P.A. ont eu à faire face immédiatement à la violente hostilité des conseillers colonialistes. Ceux-ci ont donné libre cours à leur haine, se livrant à maints saboages et allant jusqu'à refuser au P.P.A. les sièges d'adjoints réservés aux conseillers du collège électoral musulman.

L'U.D.M.A.

En ce qui concerne le parti du manifeste de Farhat Abbas, l'échec relatif qu'il a essuyé aux dernières élections a produit un grand remous au sein du parti et l'a amené à reconsidérer complètement ses positions. Des discussions orageuses ont eu lieu au sein du comité central. La politique du parti a subi finalement une révision complète sur les principaux problèmes qui intéressent l'opinion publique.

Le programme élaboré au dernier congrès de Blida, ainsi que les récentes améliorations apportées par le comité central font de la plate-forme actuelle de l'U.D.M.A. un miroir assez fidèle des aspirations populaires. Mais il n'en reste pas moins que la faiblesse de ce parti réside encore dans le caractère de ses dirigeants et de ses cadres qui proviennent en grande majorité des milieux intellectuels et des professions libérales et n'ont pas toujours rompu avec les illusions petites bourgeoises. L'évolution de ce mouvement mérite néanmoins d'être suivie avec intérêt.

L'unification des forces nationalistes

Enfin, le grand problème du jour est l'union entre les deux partis nationalistes. C'est devenu le principal sujet de discussion entre Algériens. En quelques mois, cette question a conquis à un tel point l'attention des masses qu'il s'avère impossible aux deux partis algériens de ne pas en tenir compte et de ne pas faire état de leurs bonnes dispositions en la matière.

De l'avis de la majorité des Algériens, des pourparlers se déroulent entre les directions du P.P.A. et de l'U.D.M.A. pour la réalisation d'un front commun. Au vrai, il semble plutôt qu'il ne s'agisse pas de pourparlers, mais seulement d'un échange de notes.

Malgré le grand désir d'union qui se manifeste au sein des masses, sa réalisation ne laissera pas de se heurter à de grandes difficultés dont la moindre n'est peut-être pas l'état d'esprit des cadres des deux organisations.

Mais la pression populaire est si forte que les dirigeants devront trouver un moyen de la satisfaire.

Pour un congrès extraordinaire démocratique

On ne peut que souhaiter, dans l'état actuel de la situation, que les formations nationalistes algériennes unissent leurs efforts. L'unité rendra le combat plus efficace. Pour atteindre pleinement son but, elle devra se réaliser sur la base d'un programme clair et net n'esquivant ni le problème national tel qu'il se pose, ni les problèmes sociaux qui y sont indissolublement liés. Ce programme ne pourra être qu'un programme révolutionnaire, pour la bonne raison que l'émancipation des Algériens ne peut être atteinte que par des voies révolutionnaires.

La meilleure façon de faire avancer des pourparlers et de garantir leur succès serait certainement d'éviter que la discussion reste en vase clos et se déroule à l'insu de la masse des militants et des sympathisants, comme cela a été malheureusement le cas jusqu'ici. Il s'agit principalement de questions politiques qu'il n'y a aucune raison de garder secrètes.

Le problème de la fusion des deux partis nationaux devrait finalement être résolu par la préparation d'un congrès extraordinaire commun qui arrêterait démocratiquement un programme et désignerait d'une manière démocratique la direction du futur parti de la libération nationale en Algérie.

Le mouvement de grèves

Les dernières grandes grèves qui ont éclaté en France ont connu un faible pendant en Algérie. Les bulletins de victoire et les chiffres concernant le nombre des grévistes avancés par les stalinien sont pour la plupart forcés.

L'échec de la tentative du parti communiste algérien de faire subir à la colonisation et aux grandes entreprises une épreuve de force a eu pour conséquence d'affaiblir encore davantage les trois unions départementales algériennes. Les causes de cet échec ont diverses origines.

Du point de vue local, il faut les voir dans l'assujettissement des unions départementales d'Algérie à la C.O.T. française, à la colonisation totale de ces unions par le stalinisme au point qu'en Algérie le nom de syndicat signifie presque adhérent du parti communiste et au désintéressement complet des deux partis nationaux de l'action gréviste. Au surplus, les mots d'ordre lancés par les dirigeants syndicaux ne correspondaient nullement au niveau élevé du coût de la vie. L'absence d'objectifs sérieux s'est ainsi surajoutée aux faiblesses originales des syndicats algériens.

La condition essentielle pour entraîner la masse des travailleurs algériens dans la lutte et d'aboutir à un succès, c'est la constitution d'une centrale algérienne autonome directement affiliée à la F.S.M. Seule, une telle centrale pourrait gagner la confiance des masses musulmanes.

L'émancipation des travailleurs algériens ne peut se réaliser dans les cadres du colonialisme. La future centrale algérienne doit inscrire sur son drapeau la destruction du régime colonial qui fera place au gouvernement populaire algérien qui réalisera la distribution de la grande propriété foncière aux paysans et garantira les droits des ouvriers à une vie meilleure.

AMAR.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

10^e Année

Volume 10 - N^{os} 2-4

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Les initiatives diplomatiques du Kremlin

E. GERMAIN. — Evolution de l'Europe orientale depuis 1950.

L'Europe désunie
par M. PABLO

Lettre de Chine.

Guillermo LORA
Les luttes de classes en Bolivie

M. CORVIN. — L'Afrique du Nord

*et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

FÉVRIER-AVRIL 1952

(paraissant tous les 2 mois)



Les mouvements de libération nationale

EN AFRIQUE DU NORD

par **Mathias CORVIN**

C'est une nécessité pour toute bourgeoisie colonialiste d'assurer l'affermissement de sa domination dans ses possessions lorsqu'elle se trouve engagée dans la préparation active d'une guerre. Pour l'impérialisme français cette nécessité est encore plus impérieuse en ce qui concerne ses possessions d'Afrique du Nord. Leur proximité de la Métropole, le réservoir facilement accessible qu'elles constituent en hommes et en ravitaillement de toute sorte en font un des atouts principaux de l'impérialisme français dans une configuration mondiale.

Dans la perspective de la troisième guerre impérialiste, les territoires d'Afrique du Nord ne se présentent plus seulement comme l'appoint de la force d'un impérialisme mais ont toutes les chances de constituer une des bases les plus importantes sinon la plus importante de l'ensemble du camp impérialiste. Les masses de ces pays et les dirigeants des mouvements de libération en ont conscience. Et ce facteur donne un caractère

tout à fait nouveau à la lutte d'émancipation de ces peuples. Cette lutte prend en même temps un aspect tout à fait particulier du fait de l'extrême tension sociale dans laquelle se place la préparation de cette troisième guerre. Contrairement à la période qui précéda 1939, c'est sur un fond de révolutions coloniales, de difficultés sans cesse croissantes des classes capitalistes d'Europe face à la résistance de prolétariats ayant conservé l'essentiel de leurs forces que les masses d'Afrique du Nord peuvent s'appuyer pour développer leur propre lutte pour l'indépendance.

Les accords de 1945 entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme avaient largement profité à la domination et à la répression colonialiste en Afrique du Nord. Mais les mouvements qui ont secoué ces colonies depuis ces trois dernières années sont incontestablement une des conséquences de la grande crise qui ébranle actuellement le vieux monde capitaliste.

LES BEAUTES DU COLONIALISME

Il est évident que c'est essentiellement dans les conditions d'exploitation créées par le colonialisme sur leur propre territoire que les masses nord-africaines trouvent les raisons et les buts de leur lutte. Les origines distinctes de l'implantation du colonialisme français dans chacun des trois pays d'Afrique du Nord ont donné lieu à des formes différentes de domination qui ont elles-mêmes influencées les formes de la lutte pour la libération nationale. Mais, sur le plan économique et social, dans chaque cas c'est toujours la même tendance traditionnelle du colonialisme français qui s'est traduite : faire de ces pays des réservoirs de matières premières et de produits agricoles à bon marché, et y trouver des débouchés faciles pour les produits manufacturés de la métropole, sans doter ces pays d'un équipement et d'une organisation économique leur permettant d'assurer leur propre développement. Basée sur l'appropriation du sol et des ressources minières, et l'organisation du commerce extérieur au profit de la métropole, cette économie de caractère complémentaire eut pour résultat, comme c'est le cas pour tout développement capitaliste, un immense phénomène de prolétarianisation, qui se ma-

nifeste surtout dans le domaine agricole. Mais la prise en main presque exclusive des richesses tant minières qu'agricoles par les capitalistes français, leur utilisation prioritairement orientée vers les besoins de la métropole, les conditions particulièrement honteuses d'exploitation de la main-d'œuvre — tous ces facteurs réduisent au maximum la possibilité d'un marché intérieur, d'une richesse et d'une bourgeoisie nationales et rendent inaccessibles pour le nouveau prolétariat de ces pays les quelques avantages sociaux que le capitalisme est obligé de concéder au prolétariat dans les métropoles.

On peut être parfois surpris que le seul mot d'ordre d'indépendance, souvent bien édulcoré dans son contenu par certains partis ou dirigeants nationalistes, éveille tant d'échos dans les masses coloniales. On peut être étonné de voir des paysans se battre pour le respect de la souveraineté d'un Sultan, des étudiants et des ouvriers se dresser contre la répression armée pour la reprise de négociations avec des ministres bourgeois. C'est qu'à travers ces luttes qui, pour les masses, signifient la lutte pour l'indépendance totale, il s'agit d'en finir avec un régime qui a causé par exemple cinq fa-

mines entre 1944 et 1945 en Tunisie, amenant dans ce pays la mortalité en 1948 à 21 pour 1.000 dans la population tunisienne contre 9,9 pour 1.000 pour la population française. Un régime qui, en 1945, a fait mourir par la famine et les épidémies plus d'un million de personnes au Maroc, où la mortalité infantile est en moyenne dans la population arabe de 283,60 pour 1.000 contre 84,1 pour 1.000 chez les Européens. Ce que les masses ouvrières et paysannes veulent détruire en se battant pour l'indépendance, ce sont ces *Bidonvilles* dont l'existence est une des principales explications de ces effarantes statistiques. Ce sont ces gourbis des petits paysans algériens, marocains ou tunisiens, refoulés sur les plus mauvaises terres, qui leur sont ensuite arrachées lorsqu'ils ont réussi à en améliorer le rendement. Ce sont ces médinas et ces kasbhas qui, comme celle d'Alger,

contient près de 2.000 habitants par hectare, et qui font que l'Algérie compte près de quatre cents mille tuberculeux, soit presque autant que toute la France pour une population quatre fois moindre.

Et plus encore peut être que la misère, ce que les masses nord-africaines veulent voir disparaître c'est le racisme, la persécution religieuse, la discrimination dans l'emploi, toute cette négation de leur droit de vivre comme les autres hommes dont le colonialisme est responsable.

L'exploitation colonialiste a rendu infinie la misère des masses nord-africaines, mais elle leur a permis de discerner ce que peut être leur sort dans la société moderne si elles savent le prendre entre leurs mains. Elles ne peuvent espérer la réalisation d'une telle perspective que par la défaite de l'impérialisme qui les opprime.

LE MOUVEMENT NATIONAL EN ALGERIE

Contrairement au mouvement de libération de la Tunisie et du Maroc, le mouvement national algérien possède un caractère prédominamment plébéien.

Les principales organisations nationales d'Algérie sont le Parti du Peuple de Messali Hadj, le Parti du Manifeste algérien de Ferhat Abbas et l'organisation politico-religieuse des Ulemas. Issu de l'Etoile Nord-Africaine, le P.P.A. (réorganisé sous le nom de Mouvement pour le Triomphe de Libertés Démocratiques, M.T.L.D.) est actuellement le seul parti national algérien susceptible de conduire efficacement la lutte pour l'émancipation. Le régime d'annexion totale auquel fut soumise l'Algérie, la longue implantation du colonialisme depuis 1830, l'accaparement et l'utilisation totale des richesses nationales au seul profit de l'impérialisme français, ne laissent aucune place pour une bourgeoisie nationale. Contrairement à ce qui se manifeste en Tunisie et au Maroc, il n'y a pas d'autre alternative pour toutes les couches de la population que l'éviction totale de la puissance impérialiste. Le *Parti du Manifeste* né d'un rassemblement imposé par les circonstances au lendemain de la dernière guerre sous l'impulsion du P.P.A. lui-même, n'est que la survivance, déjà suffisamment condamnée par les faits, des illusions parlementaires nées dans cette période.

Surtout depuis 1936 où l'Etoile Nord-Africaine, constituée en France au contact du mouvement ouvrier français, transporte son activité en Algérie même, et après sa dissolution, le P.P.A., axèrent tous leurs efforts sur les mots d'ordre de l'Assemblée Constituante et du suffrage universel. Mais les dirigeants actuels du P.P.A. qui, avec Messali Hadj, le leader algérien, proviennent en grande partie de l'Etoile Nord-Africaine, restent attachés au premier programme de cette organisation, réclamant la nationalisa-

tion de toute la propriété française (pratiquement toute l'industrie et les banques) ainsi que la confiscation des grandes propriétés foncières algériennes. Le principe de l'émancipation préalable répond surtout à un souci de maintenir l'unité du mouvement en Algérie et dans l'ensemble de l'Afrique du Nord.

De sa fondation à nos jours, le mouvement national algérien connut la plus impitoyable des répressions qui l'obligea sans cesse à changer de nom au travers de multiples dissolutions. Ses dirigeants, et particulièrement Messali Hadj, totalisent des dizaines d'années de prison ou de résidence surveillée. Il ne connut en Algérie une existence légale que de 1937 à 1939. Actuellement sous son nouveau nom : « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques », il n'est que relativement légal. Son organe *l'Algérie Libre* est sans cesse en butte aux interdictions et aux poursuites.

Une caractéristique unique de ce mouvement provient de l'existence d'une immense immigration de travailleurs nord-africains et particulièrement algériens en France. Les statistiques fixent le chiffre de cette immigration aux environs de 300.000. Rien que pour les Algériens il est probable qu'elle dépasse les 400.000. On ne peut pas ne pas souligner l'importance que ce phénomène possède pour le développement de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Pratiquement entièrement contrôlée par le M.T.L.D., cette immigration constitue une véritable force révolutionnaire implantée au cœur même de l'impérialisme oppresseur. Fortement organisés et disciplinés, les travailleurs immigrés qui sont membres du M.T.L.D. constituent une pépinière de cadres pour le mouvement algérien. De plus en plus liés au mouvement ouvrier français, ils sont même, ainsi que de récentes manifestations l'ont démontré, un puissant facteur de radicalisation pour celui-ci.

LE MOUVEMENT D'EMANCIPATION EN TUNISIE

La France s'implanta définitivement en Tunisie par la signature du Traité de protectorat de 1883. En Algérie, la France put entreprendre et poursuivre sa conquête pratiquement sans être gênée par la concurrence d'autres impérialismes en quête de colonies. Au contraire, cinquante ans plus tard, au moment où la France a des visées sur la Tunisie et davantage encore trente années plus tard à propos du Maroc, la concurrence inter-impérialiste s'exerce avec intensité dans le domaine du colonialisme. La lutte pour le partage du monde entre les grands impérialismes provoque des conflits qui, dans les meilleurs des cas, se règlent dans les conférences internationales. Les traités ainsi conclus limitent l'étendue et la solidité de l'implantation colonialiste dans le pays convoité. Les statuts de protectorat dont sont notamment dotés la Tunisie et le Maroc sont la conséquence de ce caractère particulier du développement impérialiste à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

L'étude détaillée des successives modifications du statut tunisien et de son état actuel révélerait sans peine que la domination de l'impérialisme français en Tunisie ne montre pas grande différence avec celle qu'il exerce dans les colonies purement et simplement annexées. Cependant, la nécessité de renoncer à l'annexion directe est un signe de faiblesse pour l'impérialisme qui s'y trouve contraint. Les conditions spéciales du protectorat qui conservent une souveraineté de principe à la nation dominée, facilitent la résistance de cette nation à la domination impérialiste. Les territoires « protégés » vont pouvoir pendant toute une période exploiter la concurrence inter-impérialiste afin de chercher à adoucir leur sort. Cette particularité du statut de protectorat pendant toute une période, différence considérablement les formes de la lutte pour l'émancipation en Tunisie et aussi au Maroc, de celles qui existent en Algérie.

En raison des circonstances particulières de son implantation dans ce pays, l'impérialisme français fut obligé de tenter de trouver une assise sociale pour sa domination dans la population elle-même. Mais dans un pays déjà évolué comme la Tunisie, le système du roitelet et de sa cour (rôle que l'on assignait au Bey et à son entourage) ne suffisait pas. Il en résulta l'apparition d'une couche tunisienne de petite et moyenne bourgeoisie composée de fonctionnaires, commerçants, professions libérales. Cependant, les conditions de la propriété et de l'exploitation agraire ne permirent pas le développement d'une grosse propriété foncière tunisienne. Par contre, d'importants capitaux tunisiens ont pu s'investir dans les services publics (chemins de fer, tramways, auto-cars) et dans les mines. Mais cet embryon de bourgeoisie in-

dustrielle complètement dépendante des colons capitalistes affermit plutôt qu'affaiblit la domination impérialiste, et ce n'est certes pas par ce canal que peut s'exprimer la résistance du peuple tunisien. Par contre, les couches petites bourgeoises et surtout l'intelligentsia et les fonctionnaires tunisiens, en voulant élargir les quelques prérogatives que leur a concédées l'impérialisme, sont tout naturellement amenés à essayer de limiter et de diminuer l'influence de celui-ci dans leur pays. La logique de leur lutte les a amenés à envisager son élimination. C'est ce phénomène que traduit la nature particulière et l'évolution du mouvement d'émancipation en Tunisie.

Le mouvement national tunisien est aujourd'hui largement dominé par le Parti libéral constitutionnaliste, connu sous le nom de *Néo-Destour* (Destour signifie constitution) et par l'*Union Générale Tunisienne du Travail*, expression du Néo-Destour sur le terrain syndical.

Né en 1934 d'une scission du Parti constitutionnel, appelé aujourd'hui Vieux-Destour, légèrement teinté de féodalisme religieux, le Parti Néo-Destour fut jeté dans l'illégalité après les incidents sanglants du 9 avril, et y fut maintenu après 1943, sous prétexte que certains de ses dirigeants avaient voulu profiter des antagonismes entre les forces de l'Axe et les Alliés pour leur propre lutte. Il ne reparait qu'en 1946. Depuis cette date, plus toléré que légal, reconnu, il sera — avec l'U.G.T.T. qu'il va créer — le pôle dirigeant des luttes pour l'émancipation en Tunisie. Le Néo-Destour a, comme dans le passé, comme objectif de lutte l'indépendance totale et immédiate, sans plus préciser sous quelles formes il entend la voir se réaliser. La C.G.T., tout comme le Parti communiste et le Parti socialiste, soutiennent à cette époque la position du gouvernement français. En conséquence, les masses tunisiennes sont poussées à rechercher une solution syndicale sur le terrain de l'autonomie. En 1947, les syndicats autonomes constituent à Sfax l'*Union Générale des Travailleurs Tunisiens*, dont beaucoup de leaders viennent du Destour et qui marchera toujours de front avec celui-ci. En avril 1949, le troisième Congrès de l'U.G.T.T. adoptera un programme d'action qui sera le seul programme économique et social que l'on connaisse au mouvement jumelé que constituent l'U.G.T.T. et le *Néo-Destour*. Fort détaillé et assez hardi dans toutes ses revendications de salaires, de réformes sociales, de réforme de la fonction publique, ce programme n'ouvre aucune perspective de structure pour un futur Etat tunisien indépendant.

LA LUTTE POUR « L'AUTONOMIE INTERNE »

Après le retour en Tunisie de son principal leader Bourguiba, en septembre 1949, le Néo-Destour entre dans une phase de politique nouvelle. Une étape préalable à l'indépendance totale est fixée par les dirigeants du Destour ; c'est ce qu'on appelle « l'autonomie interne ». Cette politique sera définitivement élaborée sous la forme des « sept points » rendus publics par Bourguiba lors d'un voyage à Paris le 12 avril 1950. Il s'agit essentiellement de créer un ministère tunisien souverain, une Assemblée nationale, élue au suffrage universel, et de faire passer l'administration aux mains des Tunisiens. D'autres points, tels que la suppression de la gendarmerie française, figurent dans la déclaration. Mais c'est seulement sur les trois premiers que la bataille va être menée. Cette position entraîne la représentation du Destour dans le ministère tunisien et par conséquent le dialogue avec l'impérialisme. C'est ce qu'on appellera « l'expérience tunisienne » qui en ce moment s'achève au profit de l'impérialisme français, par l'arrestation des ministres tunisiens et la capitulation du Bey devant de Hauteclocque.

On ne peut expliquer le choix de cette tactique de la part des dirigeants nationalistes tunisiens que par leur volonté de profiter des tensions inter-impérialistes pour obtenir, grâce à l'utilisation de l'énorme mouvement de masse qu'ils avaient édifié, un premier affaiblissement de la domination française. Ils espéraient ainsi éviter le risque d'être débordés par les masses, conserver la direction du mouvement entre les mains de la moyenne et petite bourgeoisie et leur permettre dans une deuxième étape, toujours en utilisant la pression des masses avec prudence, de devenir une classe dirigeante dans une Tunisie indépendante.

On ne peut dissocier le « dialogue » avec l'impérialisme français, du « dialogue » que les dirigeants nationalistes, et notamment Bourguiba, tentèrent de mener avec les autres puissances du pacte atlantique et notamment avec l'impérialisme américain pour trouver un appui auprès d'elles contre la France. Une autre tendance du mouvement destourien dans cette expérience était de reprendre en main la cour beylicale et le bey lui-même. En prenant la tête des opérations pour l'obtention de l'autonomie interne, il s'agissait d'en faire bénéficier la couche sociale à laquelle ils appartiennent et d'éliminer ainsi l'influence de ce qui subsiste encore de féodalisme en Tunisie. Là encore on ne peut que constater l'échec.

Cependant on n'analyserait pas correctement la politique destourienne au cours de cette « expérience tunisienne » si on négligeait les réserves que ses promoteurs ont toujours faites quant à ses chances de succès, et leurs affirmations persistantes, surtout de la part de Bourguiba, que cette expérience n'était

qu'une étape sur la route de l'indépendance totale. Il serait erroné de croire que les dirigeants destouriens voulaient un compromis durable avec l'impérialisme. Ils savent qu'ils ne peuvent atteindre leur but qu'à travers la défaite de l'impérialisme. Ils veulent obtenir cette défaite en veillant à ne pas se laisser déborder par les masses, qu'ils ont eux-mêmes organisées et qu'ils utilisent. Mais la logique du mouvement des masses et de la lutte des classes est plus forte que leurs calculs. Ce qui ressort de l'échec de « l'expérience tunisienne », c'est que pour employer les moyens propres à venir à bout de l'impérialisme dans la période présente on ne peut limiter l'action des masses à une seule étape de la révolution coloniale. La violente irruption des masses tunisiennes en janvier et février 1952 alla de toute évidence beaucoup plus loin que ne l'escomptaient les dirigeants destouriens. Retenues dans leur élan, elles ne purent empêcher la victoire de l'impérialisme. Cette expérience suscitera, et dans les masses, et chez les dirigeants petits-bourgeois, de profondes réflexions. Car si l'impérialisme a momentanément vaincu, s'il a provisoirement affaibli le mouvement de résistance, il ne l'a pas défait et surtout il n'a nullement consolidé son système de domination à l'intérieur de la Tunisie. Il aura, par contre, fait mûrir la compréhension dans le peuple tunisien des réalités de la lutte.

D'autre part, il est peu probable que le prestige des dirigeants destouriens sera profondément atteint. Leur attitude, si elle ne fut pas conforme aux vrais intérêts de la lutte pour l'indépendance, fut courageuse et sans compromission. De plus, ces dirigeants ne représentent pas une classe cristallisée, appuyée sur un pouvoir économique et social établi. Ils ne sont que la traduction de l'espoir de constitution d'une telle classe, et il n'est nullement utopique de prévoir que la fin tragique de « l'expérience tunisienne » ouvrira aussi les yeux à certains d'entre eux sur l'inanité d'une telle perspective. Et comme ils sont les représentants incontestables de la seule force capable à l'heure actuelle d'arracher l'indépendance de la Tunisie ; qu'ils sont réellement attachés avant tout à ce but, il est vraisemblable qu'ils contribueront (au moins partie d'entre eux) à travers des développements et peut-être des regroupements brusques à faire évoluer le mouvement des masses tunisiennes vers des perspectives révolutionnaires qui lui permettront d'arracher la victoire. De telles tendances sont déjà sensibles dans les couches jeunes du Néo-Destour et, sans doute aussi, chez quelques dirigeants chevronnés. D'ores et déjà il est certain que les événements de Tunisie contiennent dans leur déroulement la marque visible du caractère permanent de la révolution, tel que Léon Trotsky l'a expliqué pour les pays arriérés et particulièrement pour les révolutions coloniales.

LE MOUVEMENT NATIONAL AU MAROC

Nous avons déjà signalé à quel point la concurrence inter-impérialiste pour la conquête des colonies a pesé sur la conclusion de l'accord de protectorat qui permit en 1912 à la France de s'implanter au Maroc. Ce traité est la conclusion d'une intense lutte inter-impérialiste qui durait depuis 1902, où se trouvèrent impliquées l'Italie, la France, l'Espagne et l'Allemagne et qui, à plusieurs reprises s'approcha à deux doigts de la guerre. Finalement, le Maroc fut divisé en trois zones par le traité d'Algesiras: zone française, zone espagnole et zone internationale de Tanger. Comme en Tunisie et à un degré encore plus élevé, la concurrence internationale se poursuivit au Maroc sous le protectorat français, après la signature du traité. Entre les deux guerres et surtout depuis la dernière, vint s'ajouter l'ingérence américaine qui est loin d'être une des moindres. A ces causes d'instabilité il faut ajouter le caractère encore fortement féodal du Maroc, très relativement unifié. L'impérialisme français utilise les rivalités féodales internes et lorsqu'elles se retournent contre lui, il leur résiste au moyen d'un pouvoir central marocain entièrement entre ses mains et artificiellement représenté par les pouvoirs apparemment confiés au Sultan.

Le mouvement d'émancipation dominant actuellement au Maroc est le Parti *Istiqlal* (Indépendance). Cependant le mouvement national est plus divisé qu'en Algérie et en Tunisie, et compte trois autres partis dont le plus important est le Parti Démocrate de l'Indépendance.

Les conditions particulières de la domination française au Maroc ont permis la constitution d'une couche marocaine privilégiée de caractère partiellement féodal dont les assises économiques reposent sur la propriété de vastes domaines agricoles et en partie moindre sur des intérêts dans les entreprises minières. Elle est pour une grande part composée de vizirs, pachas de la cour du Sultan, ou autorités locales féodalo-religieuses. Cependant, cette couche privilégiée étant appelée à défendre ses intérêts dans le cadre du capitalisme introduit par la domination impérialiste tend, au moins en partie, à évoluer vers des formes d'exploitation capitaliste. D'autre part, le Parti de l'*Istiqlal* est loin d'être son reflet direct et de représenter complètement les intérêts de l'ensemble de ceux qui la composent. Depuis qu'il est entré en lutte plus directe avec le gouvernement français et qu'il a vu celui-ci tenter de lui opposer certains potentats locaux, comme le pacha de Marrakech, il a entrepris une lutte sérieuse contre certains éléments féodaux en s'appuyant à fond dans ce but sur son accord avec le Sultan. Dans un important document récent, véritable livre blanc de l'indépendance marocaine, et dont le gouvernement français a interdit la diffusion, il traite ainsi les membres des confréries: « Les

charlatans, les mystificateurs, et les semeurs de discorde que l'esprit de rénovation religieuse et le mouvement patriotique national avaient réduits à néant ». Et plus loin, révélant un des aspects de ce qu'il appelle « le complot du général Juin » le document dit :

« Mobilisation des éléments rétrogrades et réactionnaires tels que certains chefs de confréries, certaines créatures coloniales ainsi que certains pachas et caïds soucieux avant tout de conserver leurs richesses et leurs privilèges acquis aux dépens de leurs administrés qu'ils pressurent, en profitant des attributions administratives, judiciaires et fiscales que l'administration française tient à leur maintenir pour les utiliser dans l'exécution de ses plans. »

En fait les dirigeants de l'*Istiqlal* sont pour la plupart des intellectuels auxquels les conditions de la domination française n'offrent aucun débouché, et qui aspirent à devenir l'équipe dirigeante, politique et administrative, d'un Etat marocain s'appuyant sur une nouvelle classe bourgeoise issue de la couche privilégiée semi-féodale en voie de décanation. Ils cherchent visiblement à s'attacher, outre le Sultan et une partie de sa suite, la fraction de la couche privilégiée la plus propre à constituer une nouvelle bourgeoisie.

Ils ont conscience de la nécessité d'avoir à la disposition de leur lutte un parti fortement organisé et centralisé, prenant appui sur les masses. Cet objectif se trouve à la base même de la création de ce parti, mais c'est surtout depuis 1946 qu'il est entré en voie de réalisation. Ses dirigeants s'efforcent de former de nouveaux cadres et de donner au parti une structure lui permettant de plonger ses racines dans toutes les couches de la population. Mais il ne faut pas oublier que toute une partie du prolétariat, et surtout du prolétariat agricole, subit l'exploitation des gros propriétaires marocains, et qu'il en découle toute une série de contradictions que ce parti pourra difficilement résoudre s'il veut mener à bien la lutte d'émancipation.

Sur une base de départ bien plus arriérée que pour les deux autres pays d'Afrique du Nord, le mouvement national marocain traduit lui aussi à sa manière la nécessité pour les révolutions coloniales de joindre la lutte pour l'émancipation sociale à leur lutte nationale. Cette réalité apparaîtra avec encore plus de force lorsque dans un prochain article nous aborderons la question de l'unité du mouvement tant pour chaque pays que pour l'ensemble de l'Afrique du Nord, et encore plus quand nous examinerons l'aspect international de la lutte pour la libération en Afrique du Nord.

AVRIL 1952.

LA VERITE

N° 300 octobre 1952

UN TRACT DES CELLULES RENAULT DU P.C.I.

Libérons MESSALI HADJ !

Messali Hadj, le grand organisateur du peuple algérien pour sa libération, est aujourd'hui emprisonné, déporté.

En déportant Messali Hadj dans des conditions scandaleuses (aucun mandat d'amener, aucune notification écrite, véritable rapt en somme), la bourgeoisie française et Pinay en particulier perpétuent la politique de persécution et d'oppression des peuples coloniaux.

Madagascar : 80.000 morts ; Indochine : guerre meurtrière et criminelle durant depuis 7 ans ; Tunisie : opération de ratissage, fusillades, arrestations, déportations ; A.O.F. : procès de Grand-Bassam.

Colonialistes et bourgeois, industriels et grandes banques font chorus pour saigner à blanc les peuples coloniaux s'éveillant à la lutte pour leur liberté et leur indépendance nationale.

Mais cela ne suffit pas. La liste des crimes peut s'allonger, elle n'est pas suffisante pour satisfaire les appétits bancaires de ces messieurs de la finance. Ils veulent faire plus et prévenir aujourd'hui les mouvements qui demain menaceront leurs profits.

C'est pour cela que Messali Hadj a été déporté et que le département des Deux-Sèvres est devenu, pour lui, une prison.

La déportation de Messali Hadj ne peut laisser personne indifférent.

Elle intéresse en premier lieu toutes les organisations ouvrières qui sont menacées dans leurs droits démocratiques les plus élémentaires. Car la déportation du leader algérien fait partie de la même politique de réaction sociale. Entre la déportation de Messali Hadj et l'arrestation de militants ouvriers il n'y a aucune différence ; l'une implique l'autre. Entre l'exploitation des peuples coloniaux et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs français, il n'y a aucune différence : l'une permet l'autre.

C'est pourquoi la lutte pour la libération de Messali Hadj, pour son retour immédiat et sans condition en Algérie, est la lutte de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières.

La victoire remportée par la libération de Messali Hadj, c'est un coup porté contre Pinay et c'est la promesse pour tous les travailleurs de ce pays de la possibilité de faire capituler le gouvernement dans toute sa politique réactionnaire et anti-ouvrière.

Pour libérer Messali Hadj, toutes les organisations ouvrières doivent se rassembler, se concerter et s'unir.

Pour libérer Messali Hadj, il faut faire appel à tous ceux que révoltent les méthodes arbitraires de l'impérialisme français.

Pour libérer Messali Hadj, il faut former partout des « Comités pour la libération de Messali Hadj », dont les promoteurs et les initiateurs devraient être les grandes centrales syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O. et les organisations politiques P.C. et P.S.

Pour libérer Messali Hadj, les travailleurs de ce pays doivent se dresser d'un seul élan contre Pinay et sa clique de ministres, et dire NON aux exploiters des travailleurs d'Algérie et de France.

LA VERITE n° 302

du 30 octobre au 19 novembre 1952

Chronique Nord-Africaine

DE LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

En Afrique du Nord, chaque semaine qui passe, voit se renforcer un potentiel de forces révolutionnaires qui, inévitablement bouleversera de fond en comble les rapports de force entre l'impérialisme et les masses arabes.

Le prolétariat français, dont la responsabilité est engagée directement dans les évènements d'Afrique du Nord, a le devoir non seulement de suivre avec sympathie, mais surtout d'agir pour aider la lutte libératrice des Algériens, Tunisiens, et Marocains. Notre journal débute, dans ce numéro une chronique dans laquelle il s'efforce, en faisant le point de la situation en Afrique du Nord, de dégager les bases d'une action concrète du prolétariat français.

Problèmes algériens

Au Congrès du Syndicat C.G.T. de chez Renault, un délégué Nord-Africain, Slyemi, membre de la Commission nord-africaine confédérale a déclaré :

« Les capacités combatives des travailleurs nord-africains sont connues de tous. Il n'y a pas une action, une grève ou un problème de lutte pour les intérêts des travailleurs français où les Nord-Africains n'ont pas participé. Dans la lutte ils sont là et vous le savez. Cependant, je m'adresse directement aux responsables du syndicat. Nous, travailleurs nord-africains, sommes bien informés que les travailleurs français sont avec nous. Et pourtant, malgré cette sympathie des travailleurs que nous connaissons, le 23 mai, pour une action engagée contre les mesures d'exception prises par l'impérialisme français contre notre chef national Messali Hadj, nous sommes restés seuls. Pourquoi ? parce que les responsables du syndicat Renault n'ont pas fait le travail nécessaire dans l'usine, parce qu'ils n'ont pas appelé ouvertement, publiquement les travailleurs de chez Renault, à manifester avec nous... Le 14 mai, le camarade Messali est déporté. Le 28 mai Jacques Duclos est arrêté et avec lui des militants communistes. Le 28 mai nous étions seuls. Mais le 4 Juin, les travailleurs nord-africains étaient en grève avec les travailleurs français de chez Renault. »

Slyemi conclut en montrant que :

« Quand l'impérialisme français frappe le mouvement national algérien, il s'apprête aussitôt à frapper le mouvement ouvrier français. »

Nous abordons là, le problème vital des relations entre les travailleurs français et les travailleurs algériens, qui pose le problème de la responsabilité des directions des grands partis ouvriers.

La direction du Parti socialiste, est intimement liée à la politique de l'impérialisme français. Ce sont ces hommes Naegelen ou Léonard qui dirigent ouvertement la répression au plus grand profit des colons fascistes.

La direction du P.C.F. déclare soutenir sans conditions le mouvement national. Mais il y a loin entre les actes et les paroles.

Dans ce même numéro de *L'Algérie Libre* nous relevons que cette politique équivoque du Parti communiste en France trouve son parallèle en Algérie même.

« A coté de ce front sans fissure (de l'impérialisme) le mouvement ouvrier d'Algérie se présente désuni. Une habile politique de division ouvrière, basée sur la discrimination raciale a détaché les fonctionnaires et assimilés, soit plus de 100.000 travailleurs, de ceux du secteur industriel et commercial et ces derniers de ceux de l'agriculture. Elle a divisé les travailleurs de l'industrie et du commerce, en octroyant de larges rémunérations aux ouvriers qualifiés en totalité français et des salaires de misère aux ouvriers non qualifiés en totalité algériens. »

Où sont les responsabilités ?

« Nous avons dénoncé à plusieurs reprise cette situation, ainsi que les responsables, à savoir les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.T.C. d'Algérie. Ces centrales ouvrières ont favorisé cette situation en revendiquant un salaire minimum garanti inférieur à celui en vigueur en France, pendant qu'elles demandaient :

- pour les fonctionnaires, la rémunération de Paris majorée de 33 % ;
- pour les ouvriers qualifiés, la hiérarchisation du salaire garanti... »

Ces citations permettent de saisir les raisons de la politique des Partis staliniens français et algériens sur la question cruciale de l'action concrète pour l'indépendance nationale du peuple algérien. La base sur laquelle s'appuie les P.C. en Algérie est avant tout française ; le peuple algérien est essentiellement organisé dans le M.T.L.D. Mais les Français, y compris les ouvriers, ont une situation privilégiée en Algérie. Ils représentent une véritable aristocratie ouvrière qui tire certains privilèges des surprofits accumulés par les impérialistes sur la surexploitation des masses algériennes. La nature sociale de cette base, pèse de tout son poids sur les possibilités d'action du P.C. et de la C.G.T. algériens. Plus grave est le fait que les dirigeants staliniens, s'adaptant à ces couches, n'engagent pas ouvertement la bataille pour les revendications unitaires, tels par exemple, le relèvement du minimum vital et le resserrement de l'éventail des salaires. En ne mettant pas en avant ces revendications, ils contribuent à isoler les travailleurs français des travailleurs algériens, ils participent, de fait, à la constitution de cette « aristocratie » ouvrière pour le plus grand profit de l'impérialisme.

Il est clair que le test décisif qui permettrait de mesurer la volonté des partis communistes d'agir en conformité avec leurs déclarations, serait de développer une politique permettant aux Algériens de ne pas avoir le sentiment d'être « utilisés ». Dans sa chronique du « Prolétariat algérien » *L'Algérie Libre* note à juste titre :

« Quand nous parlons d'union, il s'agit de l'union dans l'égalité et non de celle du cavalier et de sa monture. »

C'est parce que les Partis communistes de France et d'Algérie pratique la politique du « cavalier et de sa monture » qu'ils se refusent à mobiliser les travailleurs français pour l'aide concrète à la lutte du peuple algérien.

Pierre LAMBERT.

Chronique Nord-Africaine

PROBLEMES ALGERIENS (II)

KARL MARX, dans une formule lapidaire a montré les devoirs du peuple d'un pays impérialiste à l'égard d'un peuple opprimé : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre. »

Quand on examine la réalité des rapports entre les peuples français et algérien, il apparaît clairement que c'est le peuple algérien qui sur chaque question décisive de la solidarité montre l'exemple.

Les masses populaires de notre pays ne sauraient être tenues pour responsables de cette carence, car depuis de très longues années les dirigeants des grandes organisations ouvrières se sont efforcés de démobiliser les travailleurs dans la réalisation de cette tâche sacrée que représente l'aide du peuple français aux pays soumis au colonialisme. Rappelons pour mémoire que l'Algérie a connu les massacres du Constantinois (40.000 morts) organisés par un gouvernement où siégeaient ministres socialistes et ministres communistes, sous la présidence du général de Gaulle (1945).

Comment et sous quelles formes le peuple algérien démontre sa solidarité agissante c'est ce que nous allons examiner dans le cadre de ce deuxième article.

Il n'est pas inutile de rappeler que la guerre du Viet-Nam a commencé dans une période où le P.C.F. et le Parti socialiste collaboraient au gouvernement, et que jusqu'en mai 1947, date où les ministres communistes ont quitté le ministère Ramadier, le budget du corps expéditionnaire était accepté par les représentants des deux partis ouvriers.

Depuis 1947, le Parti socialiste a poursuivi sa politique de soutien de la guerre de l'impérialisme français contre le peuple vietnamien. Le Parti communiste français, quant à lui, a modifié sa politique. Il se déclare et mène une propagande contre la guerre d'Indochine. Cependant à différentes reprises, le P.C.F. a déclaré vouloir concrètement dresser les masses contre cette guerre, il est de fait, que cette lutte n'a jamais dépassé, en France, le stade des déclarations verbales.

Dans un récent article, *l'Algérie Libre* traitait des « dockers algériens dans la lutte anti-impérialiste » et notait :

« La solidarité des dockers algériens ne se limite pas à l'Algérie. A l'égard de la guerre du Viet-Nam, la position des dockers a été celle du parti de Messal! Hadj. Ils se souviennent tous de la position prise dès 1945 par le vaillant journal *La Nation Algérienne*, organe clandestin du P.P.A. Dans ce journal, le Parti du Peuple algérien faisait appel à la solidarité de tous les travailleurs d'Algérie et de France pour refuser de charger les bateaux à destination de l'Indochine. Un large écho était trouvé parmi les dockers algériens, victimes de l'odieuse exploitation colonialiste. Il ne se passe pas de jours où la presse n'annonce le refus des dockers d'Oran, d'Alger, de Philippeville ou de Bône de travailler sur les

bateaux d'Indochine. Les pertes de salaires subies par les vaillants dockers d'Algérie ont dépassé le milliard de francs. »

Symbole et expression de l'exploitation capitaliste la guerre du Viet-Nam est une nécessité pour l'impérialisme français. Poursuivre la guerre en Indochine implique un budget de guerre se chiffrant par dizaines et centaines de milliards, budget qui signifie bas salaires et répression renforcée en France même. A. Le Lâap et les dirigeants de l'U.J.R.F. sont arrêtés pour s'être opposés à cette guerre). La lutte contre la guerre au Viet-Nam c'est le combat contre les bas salaires, la misère et la répression. Aussi, les dockers algériens, en menant des actions concrètes contre cette guerre, aident le peuple français à combattre sa propre bourgeoisie exploiteuse.

La lutte concrète contre les préparatifs de la troisième guerre mondiale.

Bien connue est la position du M.T.L.D. contre le pacte Atlantique. Le peuple algérien ne veut pas servir de chair à canon de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. Indépendant politiquement du stalinisme international — le peuple algérien a appris par une longue et douloureuse expérience à se méfier du stalinisme, dont les chefs français n'hésitaient pas en 1945 à qualifier Messal d'hitlérien — le M.T.L.D. sait faire la différence entre ses intérêts qui sont ceux des opprimés du monde entier, et la politique du Kremlin. Se dressant contre le pacte Atlantique, le M.T.L.D. rappelle dans un mémoire à l'O.N.U., le 20 septembre 1950 que :

« Le peuple algérien ne pourra jamais se considérer l'allié de ceux qui méconnaissent son droit à la liberté et à l'indépendance ».

« Ceux » là, sont les impérialistes du monde entier, signataires du pacte Atlantique.

En conséquence, le M.T.L.D. prend ses responsabilités dans l'action :

« En juillet 1952, 14 arrestations à Kristel. Que reprochait-on à ces patriotes ? A cinq d'entre eux » — écrit *l'Algérie Libre*, n° 54 — le refus d'obtempérer à l'appel sous les drapeaux. La presse à la dévotion du colonialisme a présenté à l'époque ces courageux et dignes patriotes comme étant de vulgaires malfaiteurs. En réalité, le colonialisme, pris de peur panique devant la détermination de la jeunesse algérienne à résister à toute contrainte physique et morale qui va à l'encontre de ses intérêts et de ses aspirations, a voulu à travers l'expédition répressive de Kristel, frapper une fois de plus le mouvement de libération nationale... »

A cette même époque, juillet 1952, le P.C.F. appelait les bourgeois français, c'est-à-dire les exploités colonialistes qui votent les budgets milliaires, à constituer avec lui le Front National uni, et il sanctionnait, par ailleurs Marty qui est toujours apparu devant les masses comme le promoteur des actions concrètes contre la guerre...

Pierre LAMBERT.

Problèmes de l'Afrique du Nord (IV)

LE PEUPLE ALGERIEN DERRIERE LE M. T. L. D

DES camarades coloniaux nous font observer que nous avons eu tort d'employer dans nos précédents articles (1) le mot « échec » à propos des mouvements tunisiens (2) et marocains. Ces camarades nous ont lu sans doute trop rapidement : nous avons expressément indiqué que si, dans la dernière période, le colonialisme français avait marqué des points, une évolution différente paraissait déjà s'esquisser.

Nous pensons que le M.T.L.D. et, derrière lui, le courageux peuple algérien doivent jouer un rôle essentiel dans le redressement de la situation. C'est pourquoi une analyse de la situation politique en Algérie s'impose, en dépit de la complexité du problème, par ailleurs en pleine évolution.

LA situation politique en Algérie est évidemment dominée par le M.T.L.D., sa tactique et ses mots d'ordre (3).

La fermeté politique du M.T.L.D., le prestige de ses dirigeants et surtout de son président d'honneur Messali (Madj), le courage et les sacrifices de ses militants, portent au premier rang le mouvement qui a hérité des grandes traditions de l'Étoile Nord-africaine et du Parti du peuple algérien. C'est contre lui que le colonialisme porte ses coups les plus rudes, ce sont ses militants qui connaissent les pires persécutions qui frappent les mouvements coloniaux. Il est l'ennemi n° 1 du colonialisme algérien, celui que l'on cherche à abattre, à détruire, à salir par les moyens les plus cruels et les plus vils. C'est lui que les ouvriers français doivent défendre et aider parce qu'il est leur allié le plus sûr et le plus naturel. C'est vers lui que se portent tous les espoirs du peuple algérien qui aspire à la liberté et qui voudrait sortir enfin du cauchemar vécu depuis un siècle et demi.

Il est particulièrement significatif qu'au cours des dernières élections, tous les coups de l'administration lui aient été réservés et que dans bien des cas le gouvernement général ait, directement ou en sous-main, favorisé les listes de coalition P.C.A.-U.D.M.A. pour faire échec au M.T.L.D. Que ces partis d'opposition se soient prêtés à de telles manœuvres est également significatif ! Mais les élections ont apporté la preuve que le M.T.L.D. triomphait de tous les obstacles partout où la vigilance des populations parvenait à faire échec aux truquages traditionnels. Le succès triomphal de la liste patronnée à Alger par le M.T.L.D. et conduite par M. Kiouane peut être salué comme une importante victoire. De même, en dépit du résultat électoral, la magnifique lutte du peuple d'Oran qui a manifesté pendant plusieurs heures contre les cyniques hourrages d'urne est aussi une victoire qui fera réfléchir les trop malins administrateurs.

En France, les imposants défilés des travailleurs Nord-africains pour le 1^{er} mai, tant à Paris qu'en province, derrière les bannières du M.T.L.D. ont prouvé que, même dans l'émigration, les Algériens restent fidèles à leur parti.

C'est donc bien vainement que des ennemis ont, dans les derniers mois, tenté d'accréditer la fable d'une décomposition

interne du M.T.L.D. et d'une perte accélérée d'influence du parti de Messali.

On a pourtant, de divers côtés, souligné que, lors des crises marocaine et tunisienne, les nationalistes n'étaient pas parvenus à mobiliser efficacement les masses algériennes pour marquer sa solidarité avec les peuples frères d'Afrique du Nord et porter le problème algérien au même rang que les problèmes tunisiens et marocains en France et sur le plan international.

C'est là ignorer ou feindre d'ignorer toutes les actions menées par le peuple algérien dans ces derniers mois, et toutes les victimes qui sont tombées dans la lutte.

Certes l'impérialisme français, en même temps qu'il resserrait son ballon, a tout fait pour éviter que la question algérienne ne soit liée aux questions portées à l'O.N.U. Le statut juridique de l'Algérie favorisait sa manœuvre et s'il a largement fait usage des lois scélérates qui servent de paravent juridique à sa répression, il s'est abstenu de crimes collectifs, pour frapper individuellement militants et dirigeants ; de même il parait, dans les derniers mois, avoir usé avec plus de discrétion des pratiques imitées de la Gestapo qui avaient fait tant de victimes de 1948 à 1950.

De son côté, le M.T.L.D. a poursuivi inlassablement sa lutte politique, en évitant une aventure inutilement sanglante qui aurait pu être le prétexte à un nouveau massacre comparable à celui de mai 1945.

Ce sont les conditions de cette lutte politique qu'il faut maintenant examiner.

J. GRAVES.

(1) Voir « La Vérité », nos 312, 313 et 314.

(2) Nous avons mis en cause dans notre dernier article, la revue « Air, Terre, Mer », organe du « Comité méditerranéen ». Un camarade de l'U.G.T.T. a bien voulu, à ce sujet, nous amener les précisions suivantes : « ...Les articles que vous m'avez signalés et dont j'ai pris connaissance tout récemment ne représentent en rien le point de vue de la C.I.S.L. (du moins le point de vue officiel de la C.I.S.L.). J'ai appris que le représentant du Néo-Destour à New-York a écrit au directeur de la revue pour faire une mise au point. Nous verrons si ces Messieurs accordent le droit de réponse... »

(3) Il serait faux cependant de négliger pour autant l'importance du P.C.A. qui, si son poids politique est peu important, dispose de la direction des U.D. et unites algériennes de la C.G.T.

LA VERITE

N° 316 12 juin 1953

Problèmes de l'Afrique du Nord (V)

UNE CENTRALE SYNDICALE ALGERIENNE ?

SCHEMATISONS en quelques lignes le contexte economico-social de la lutte politique algérienne (1).

1° L'Algérie est occupée depuis vingt cinquante ans par la France qui, après avoir procédé à son annexion pure et simple a détruit toutes les traces de ses institutions traditionnelles, accaparé l'essentiel de ses richesses, tenté de dépersonnaliser le pays.

2° La féodalité traditionnelle a été ou détruite ou achetée par le colonialisme.

3° Aucune bourgeoisie nationale représentant une puissance économique autonome ne s'est constituée ; par contre, un prolétariat urbain et rural est né du fait de l'accaparement des terres, du développement démographique, du développement du commerce, de la mise en exploitation d'une partie des richesses du sous-sol.

4° Une forte minorité européenne s'est installée, qui représente près d'un million de personnes.

5° Enfin, la misère et le chômage ont entraîné l'émigration en France de plusieurs centaines de milliers d'Algériens venus des régions agricoles et plus pauvres.

Ces deux derniers points entraînent une situation originale qui ne se retrouve dans aucun autre pays colonial ; car la société européenne, bien qu'elle soit dans sa presque totalité imprégnée de l'esprit colonialiste n'en constitue pas moins une véritable société, où les contradictions et oppositions de classe, bien qu'estompées, existent. D'autre part, l'émigration algérienne en France, tout en conservant son originalité ethnique et politique, se trouve en contact intime avec la classe ouvrière française, ses organisations, ses méthodes de lutte et ses idéaux.

Ces remarques sont élémentaires ; mais on n'en a pas toujours tiré les conséquences dernières. On n'a pas suffisamment souligné les caractères particuliers du M.T.L.D., parti nationaliste en grande majorité prolétarien, même dans sa direction, qui n'a de liens ni avec l'impérialisme, ni avec le stalinisme et n'est pas inféodé à une bourgeoisie nationale quasi inexistante. D'autre part, le M.T.L.D. met en avant un programme qui, à côté des mots d'ordre purement nationalistes, a un contenu social avancé. Enfin, cette organisation agit sur un double plan : sur le plan algérien et en France où il s'insère dans la lutte de classes aux côtés des ouvriers français.

Cette position en France est, notons-le, relativement récente. Il y a quelques années encore la participation des ouvriers algériens à la vie syndicale en France était très faible ; aujourd'hui, les Nord-Africains jouent un rôle syndical actif dans la C.G.T., y soutiennent des positions propres tout en appuyant les revendications de leurs camarades français. Leur nombre, leur dynamisme, la fermeté de leurs dirigeants imposent à la direction de la C.G.T. de faire preuve de souplesse à leur égard, et de tolérer qu'ils conservent une grande indépendance politique.

Rien de plus exact que de dire que les Algériens en France constituent la conscience anticolonialiste du prolétariat français ; disons aussi qu'ils en constituent une aile marchante qui peut jouer un rôle décisif dans la lutte des classes.

S'il a compris la nécessité d'appuyer sa lutte en France sur le prolétariat organisé de ce pays, le M.T.L.D. a donc conservé une autonomie très grande vis-à-vis de la direction stalinienne. L'expérience des années qui ont précédé la guerre et des périodes de collaboration ministérielle du P.C.F. leur a permis de comprendre qu'il ne pouvait compter que sur un appui tactique occasionnel du P.C.F. Déjà l'accentuation de la politique de « Front national uni » met en veilleuse ce « soutien inconditionnel » que le P.C.F. a accordé pendant quelques mois aux nationalistes d'Afrique du Nord.

Il en va de même en Algérie, la presse a annoncé la dislocation du front algérien, front unique de lutte constitué en 1951, entre le M.T.L.D., le P.C.A. et l'U.D.M.A. pour tenter de faire échec à la répression. On y a vu généralement l'effet des rivalités électorales qui se sont fait jour récemment à l'occasion des scrutins municipaux. En réalité, le front algérien était depuis plusieurs mois moribond ; l'U.D.M.A. se refusait à toute action contre la répression. Le P.C.A. suivait une ligne subtile et sinieuse due aux incertitudes de la direction et aux fluctuations de la situation en France et dans le monde, allant des pires compromis au sectarisme le plus étroit.

La controverse entre le P.C.A. et le M.T.L.D. a été excellemment définie dans l'Algérie Libre par un article de Khouane paru il y a déjà plusieurs mois. Khouane opposait la ligne politique constante et ferme du mouvement national aux astuces et acrobaties du P.C.A. chaque jour obligé d'adapter sa tactique aux sinuosités staliniennes. Cette controverse se situe maintenant principalement sur les questions syndicales. On n'a pas été sans remarquer dans les deux derniers numéros parus de l'Algérie Libre, la virulence des attaques contre les dirigeants de la C.G.T. en Algérie. La polémique est donc aussi du côté stalinien, les articles consacrés à cette question par Alger Républicain et Liberté accusant le M.T.L.D. de manœuvres de division.

Comment se situe le débat syndical ?

Bien que largement minoritaires au sein des syndicats cégétistes, les staliniens tiennent tous les postes de l'appareil syndical. Cette situation est l'héritage de la période qui a suivi la guerre, période pendant laquelle la C.G.T. menait la même politique qu'en France (produire d'abord...) et au cours de laquelle les militants M.T.L.D. négligeaient le travail syndical. Après la scission de 1947-48 (scission au cours de laquelle les syndicats F.O. en formation ont largement bénéficié de l'appui du gouverneur) le M.T.L.D. a eu à subir le second grand assaut de la répression et a vu ses meilleurs militants emprisonnés, traqués, torturés. Il n'a pu entreprendre une action syndicale suivie, cohérente, et définir une politique en ce domaine que dans les toutes dernières années. Il n'a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne (comparable à ce qu'est l'U.G.T.T., en Tunisie). Dans un article que nous avons déjà cité, Daniel Guérin pose le problème en termes clairs. C'est qu'en effet, il a manqué au nationalisme algérien dans les derniers mois, le levier d'action sociale et revendicative qui

lui aurait permis de concrétiser les aspirations des travailleurs algériens rassemblés en masse dans des syndicats dirigés par ceux en qui ils ont confiance.

Les dirigeants staliniens, pour parer à cette « menace », usent de deux moyens. D'une part, sur le plan confédéral, ils lâchent du lest et semblent disposés à accorder aux syndicats algériens une plus large autonomie ; d'autre part, en Algérie, ils déclenchent une campagne de dénonciation des militants nationalistes ; devant les travailleurs, ils les accusent d'être des « diviseurs ». Nous connaissons le refrain !... Mais cette entreprise ressemble fort à une campagne de mouchardage, car ils appellent du même coup sur ceux qu'ils tentent de salir aux yeux des Algériens les coups du patronat et de la police.

La situation syndicale en Algérie semble donc être en pleine évolution, et il conviendra d'y revenir, pour notamment examiner l'attitude des uns et des autres au cours du prochain congrès de la C.G.T.

Nous avons depuis longtemps pris position en ce domaine ; encore que la création d'une centrale syndicale algérienne ne soit pas de nature à répondre à toutes les questions qui se posent au mouvement national algérien ; encore qu'il soit évident qu'elle ne donne pas immédiatement une solution au problème des rapports avec la minorité française, il est certain que l'exemple tunisien est riche d'enseignements en ce domaine. Les difficultés et les risques sont grands, mais les cadres formés dans l'émigration en France peuvent jouer un rôle décisif.

L'élaboration d'une doctrine syndicale par le mouvement national algérien s'accompagne d'une clarification politique.

La rupture du front algérien peut y contribuer. Mais ce n'est évidemment pas suffisant, car elle présente un aspect négatif qui ne doit pas échapper ; opposer à la répression colonialiste un front uni de tous les partis d'opposition n'est pas un atout négligeable. Mais le front algérien pesait finalement d'un poids très lourd sur la politique nationale du M.T.L.D. ; le souci de préserver sa cohésion aboutissait à paralyser toute initiative politique et contraignait le M.T.L.D. à un combat purement défensif contre l'impérialisme. Sa rupture doit donc servir l'élaboration d'une nouvelle ligne politique et la mise en avant de nouveaux mots d'ordre capables de tracer de nouvelles perspectives à l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Le mot a sans doute une signification différente de celle que nous lui donnons habituellement en France ; mais c'est bien la révolution nord-africaine qui est en cause. Le M.T.L.D. a un rôle capital à jouer.

J. GRAVES.

Problèmes nord-africains

L'impasse du réformisme

LE N A L G E R I E

EN Afrique du Nord, le Parti dirigé par Fehrat Abbas, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien se déclare partisan d'une politique visant à arracher des « réformes » à l'impérialisme français. « La Révolution par la loi », tel est son slogan fondamental.

LES CONTRADICTIONS POLITIQUES DE L'UDMA

A la conférence des cadres de son parti, Fehrat Abbas a dégagé, dans un discours que publie « La République Algérienne » (16 avril 1954), l'orientation actuelle de son organisation :

« Fort de l'appui du Parlement et du gouvernement français, le régime colonial réduit notre peuple au silence en lui appliquant la loi du plus fort... Aucune réforme essentielle n'a cependant reçu un commencement d'application... Depuis six ans notre Parti a mené une lutte acharnée pour le retour à la légalité, pour le retour au respect de la loi promulguée par le Parlement français lui-même... Nous devons l'avouer, la gigantesque mystification et la cynique escroquerie dont l'Algérie est devenue victime depuis la promulgation des réformes a failli nous faire disparaître. Il est bien évident qu'un parti progressiste qui a axé son action sur le respect de la légalité et qui milite en faveur de la légalité et qui milite en faveur peut pas avancer lorsque les pouvoirs publics font de l'arbitraire une institution d'Etat. Voilà le drame de notre Parti. »

Le diagnostic est correct. L'impasse du réformisme est fort bien analysée. L'Assemblée Nationale, l'administration et le gouvernement expriment les intérêts de l'impérialisme et écrasent le peuple algérien. Ils n'hésitent pas à violer leur propre légalité, dès qu'ils voient poindre la plus légère menace.

ET MAINTENANT ?

L'UDMA a « failli périr » de ses illusions réformistes. Il ne semble pas que malgré cette sévère autocritique Fehrat Abbas ouvre une voie nouvelle à son Parti.

Le 23 avril 1954, dans l'article leader de « La République Algérienne », il écrit :

« Nous n'avons pas cessé d'attirer l'attention du Quai d'Orsay et du Parlement sur les conséquences de la politique pratiquée par la France au Maroc. »

Le Quai d'Orsay c'est Bidault. Et le Parlement, selon l'appréciation même du dirigeant de l'UDMA, « appuie le régime colonial qui réduit notre peuple au silence ».

Abbas continue :

« Il est inconcevable que le gouvernement français se laisse dépouil-

ler de ses prérogatives lorsqu'il s'agit de promouvoir une politique valable servant de base à de nouveaux rapports avec les peuples coloniaux. » Est-il nécessaire de rappeler que les « prérogatives » du gouvernement français se situent sur le plan d'une bonne gestion des intérêts généraux de l'impérialisme français ? Que la seule « politique valable promulguée » à ce jour est la répression terroriste ? Qu'il en a toujours été ainsi, et qu'il ne peut en être autrement, pour autant que la bourgeoisie française détienne le pouvoir politique en France, instrument de la défense de ses intérêts économiques !

LA RECHERCHE D'ALLIES

Fehrat Abbas pose un vrai problème lorsqu'il s'efforce de rechercher des alliés au combat libérateur des peuples opprimés.

Néanmoins, il n'apparaît pas que le leader de l'UDMA arrive à régler correctement ce problème quand le 26-2-54 il écrit :

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution. »

Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdu ensuite.

Ils siègent alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avaisé les 45.000 morts du Constantinien. C'est donc que dans le cadre du maintien du système capitaliste leur participation au gouvernement bourgeois ne pouvait amener les « démocrates français » qu'à défendre les intérêts de l'impérialisme. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi. L'histoire de la participation ministérielle des partis ouvriers, dans un gouvernement bourgeois vérifie cette loi. En 1936, le Front populaire a déjà fait « bénéficier » les Algériens, Tunisiens et Marocains d'une répression sans merci.

Le 26-3-54, Fehrat Abbas se félicite « du rassemblement qui s'opère actuellement contre la pseudo Communauté Européenne de Défense... signe révélateur qui porte en lui les chances non seulement du peuple français mais de tous les peuples d'outre-mer ».

S'il est juste de combattre la CED, au même titre que le Pacte Atlantique et les pactes d'agression impérialistes, il n'en reste pas moins que ni le peuple français ni les peuples d'outre-mer n'ont quoi que ce soit à attendre de ce rassemblement qui va du Parti Communiste Français et du socialiste Naegelen, le ministre ex-gouverneur d'Algérie, au général Aumeran, député d'Alger, condamné par Abbas « pour son impérialisme et son racisme colonial ».

Les peuples coloniaux ne peuvent attendre un quelconque bienfait de ce Rassemblement des Bons Français anti-CEDistes mais colonialistes renforcés.

LEURS VRAIS ALLIES

Le dirigeant de l'UDMA pose également un vrai problème quand il souhaite « voir un gouvernement français conséquent vaincre les égoïsmes des féodalités et des trusts dont l'hostilité au bien-être des masses autochtones et à leur émancipation n'est plus à démontrer ».

Pour répondre à cette exigence (être « conséquent » dans la lutte contre les féodalités et les trusts) un tel gouvernement doit combattre les intérêts de la classe qui opprime les peuples coloniaux et exploite le peuple français. Ce gouvernement doit détruire l'armature politique qui protège les « privilèges » impérialistes, à savoir l'Etat, sa police, son armée, son administration coloniale.

Ainsi, et seulement ainsi, pourrait être vaincu, tant en France qu'en Afrique du Nord, « l'égoïsme des féodalités et des trusts ». Fehrat Abbas pourrait à juste titre déclarer que ceci est la tâche des travailleurs français. En effet, il en est bien ainsi. Mais éclairer le peuple français, dégager pleinement sa conscience anti-colonialiste, implique la définition précise des objectifs à atteindre et des moyens pour les réaliser. C'est s'illusionner soi-même et tromper les autres que de se fixer comme règle de conduite : « La Révolution par la loi ».

Les « démocrates français » tentent d'inculquer aux travailleurs de ce pays que leur sort peut-être amélioré sans porter atteinte à la loi bourgeoise, sans briser le gouvernement et l'Etat bourgeois. La grève générale d'août 53 a infligé le plus cinglant démenti à ces illusions réformistes. Les conditions dans lesquelles se déroulent la lutte de classes sont pour le moment plus favorables en France, qu'en Afrique du Nord. Cependant, la simple satisfaction de la modeste revendication des 25.166 francs exigera une lutte d'ensemble contre le gouvernement et l'Etat capitaliste. Il n'y a place, ni en France, ni en Afrique du Nord, pour une politique réformiste. Pour briser l'étau de l'impérialisme, les masses opprimées des colonies et la classe ouvrière française doivent combattre pour un gouvernement des travailleurs en France, pour l'indépendance nationale en Afrique du Nord. Ces objectifs ne représentent pas les derniers termes d'une évolution, mais les premiers d'une révolution, sans laquelle il n'y aura jamais que misère et répression.

Problèmes nord-africains

Le mouvement national en Algérie est-il dans l'impasse ?

CONTRASTANT avec le développement tumultueux de la lutte nationale au Maroc et en Tunisie, le calme régnait en Algérie. L'impérialisme français est cependant inquiet. L'annonce d'accrochages entre les forces de répression et les groupes armés dans le Sud, aux confins de la Tunisie, les discours menaçants de Léonard indiquent que de profonds remous agitent les masses populaires.

L'« ordre » qui régnait en Algérie s'est établi sur la plus féroce des répressions. Le martyre du peuple algérien jonché par les 45.000 morts de Sétif et de Guelma en 1945 n'a jamais cessé.

Le peuple algérien, rassemblé dans sa quasi-totalité autour du MTLD dirigé par Messali Hadj, a dressé dans l'action ses revendications nationales dans une période où, tant en Tunisie qu'au Maroc la situation était infiniment plus calme. Quand on observe le déroulement de la lutte nationale sur une longue période, il apparaît que le MTLD a engagé des combats d'avant-garde, qui ont de fait ouvert la voie aux actions en Tunisie et au Maroc.

Ces combats, les Algériens les ont soutenus dans une situation où tant en France qu'à l'échelle internationale, la conjoncture était plus défavorable qu'aujourd'hui. En France les deux grands partis ouvriers, le PCF et le PS, collaboraient honteusement à la répression avec leurs ministres (PCF, Thorez, PS, Gouin et les gouverneurs généraux « socialistes » à la Naegelen).

Nul doute, que ces nécessaires combats d'avant-garde, frayant la voie à des mouvements plus amples, et la féroce répression qui s'en est suivie ont forgé une situation momentanément difficile pour le Mouvement National Algérien.

Nul doute, également, que l'expérience accumulée dans les deux autres pays du Maghreb enrichira la lutte du peuple algérien. La phase de stagnation actuelle ne peut être que transitoire. La tempête se lève.

LA CRISE DU M.T.L.D.

Dans le Bulletin du Comité France-Maghreb, le journaliste Martinet a le premier fait état de la crise que traverse le MTLD. L'explication qu'il en donne nous semble superficielle et incomplète. Ce qui évidemment n'est pas un hasard, quand on connaît les sympathies pro-staliniennes du rédacteur en chef de « France-Observateur ».

Dans la situation momentanément difficile que traverse le peuple algérien un certain courant s'est développé surtout dans les milieux dirigeants du MTLD.

Depuis une assez longue période, les révolutionnaires suivaient avec une certaine anxiété la tactique développée par une partie de la direction du Mouvement National, en contradiction avec les enseignements de Messali. C'est ainsi que lorsque, au défilé du 14 juillet 1953, 6 MTLD tombèrent sous les balles de la police française à Paris, l'émotion était à son comble, tant en France qu'en Algérie. Le MTLD avait la possibilité de mobiliser de larges secteurs de l'opinion publique. Mais

les dirigeants de la Fédération de France laissèrent les staliniens contrôler les obsèques des victimes. Les Algériens frappés derrière le drapeau du MTLD seront politiquement utilisés par le PCF.

En Algérie, les élus du MTLD n'élèveront aucune protestation au Conseil Municipal d'Alger « pour ne pas gêner la politique de réformes » décidée par le maire colonialiste J. Chevallier.

Les dirigeants de la Fédération de France s'avèrent incapables de dresser devant le peuple français la politique, les mots d'ordre du MTLD. Dans une situation, favorable ils se placent à la remorque des staliniens.

LE VOTE DU BUDGET DE LA VILLE D'ALGER

Kiouane, dirigeant du MTLD déclarera que les élus de son organisation en votant le budget colonialiste de la ville estiment « qu'une nouvelle ère de compréhension et de rapprochement a vu le jour à la Mairie d'Alger ».

On comprend que Messali ait pu écrire après ce vote :

« Cela paraît incroyablement et impensable tellement c'est ahurissant et contraire aux principes du parti ».

LA TACTIQUE A L'INTERIEUR DE LA C.G.T.

Ce problème mériterait une très longue analyse. Car il nous a semblé toujours extraordinaire, de voir la masse de 400.000 Algériens émigrés en France en grosse majorité influencés par le MTLD, être incapables de peser avec sa propre plateforme et ses objectifs dans la lutte de classes en France. Dans la C.G.T., par exemple, on a pu voir lors des élections syndicales aux usines Renault en 1953, les staliniens éliminer le candidat MTLD au profit d'un soi-disant candidat UDMA pro-staliniens avérés !

UNE TENDANCE D'ADAPTATION AUX FORCES HOSTILES

Comme toujours en pareil cas, la justification doctrinale n'est venue qu'après une pratique d'adaptation à l'impérialisme et au stalinisme. C'est-à-dire à des forces hostiles au mouvement national, ainsi qu'on l'a vu à diverses reprises et particulièrement lors des massacres du Constantinien accomplis de concert par de Gaulle-Thorez, ce dernier osant qualifier à l'époque Messali « d'hitlérien ».

Toute situation difficile dans la lutte révolutionnaire, engendre de fallacieux espoirs en une « tactique » miraculeuse, plus « souple », plus « habile ». Toujours et partout l'opportunisme et le réformisme ont été nourris par ces fausses espérances.

Le 10 décembre 1953 le CC du MTLD propose un projet de programme d'action pour la réunion d'un Congrès National Algérien. Ce projet de programme comporte une partie de principes sur l'indépendance et une autre qualifiée de programme immédiat.

La séparation entre ces deux parties est très révélatrice, l'indépendance étant renvoyée à une date ultérieure, le « réalisme » s'exprimant par des mots d'ordre soi-disant acceptables pour tous. En réalité ces revendications « immédiates » révè-

lent une adaptation à l'état de choses existant en Algérie, c'est-à-dire au colonialisme. Ainsi dans le projet sur la défense du paysannat le mot d'ordre élémentaire, de la satisfaction duquel dépend une amélioration réelle du sort du fellah : « La terre à ceux qui la travaillent » est absent.

Le projet ne renferme par ailleurs que des revendications vagues et générales.

Plus frappant encore est le silence sur les moyens d'action. Ce n'est pas un hasard.

Les nécessités de l'action amènent à se poser les problèmes politiques sous un angle concret. En Algérie, il n'y a de satisfaction même partielle aux aspirations des masses qu'en posant au premier plan la lutte politique pour l'indépendance nationale. Il n'y aura pas de « scolarisation totale de l'enfance algérienne » comme le demandent les auteurs du projet, avant que l'Assemblée Algérienne puisse souverainement décider de l'affectation des crédits. Il n'y aura pas d'Assemblée souveraine sans la suppression immédiate du double collège. Et c'est bien là, la chose la plus troublante que de constater que même la revendication de la suppression du double collège n'est pas maintenue ; que le mot d'ordre de l'Assemblée souveraine est renvoyée aux « principes fondamentaux » — c'est-à-dire n'est plus posé comme le premier point d'un programme d'action immédiat.

En réalité, tout le projet est entaché de déviations réformistes en rupture complète avec la tradition du MTLD, pour qui à juste titre le problème de l'indépendance se plaçait au centre de l'action ordonnant tous les mots d'ordres partiels. L'expérience pratique des luttes engagées en Tunisie et au Maroc est là pour démontrer qu'il n'y a pas de mot d'ordre plus réaliste que celui de l'indépendance nationale pour les peuples opprimés.

Nous avons estimé devoir présenter à l'avant-garde ouvrière de ce pays cette étude objective. Ce faisant il pourrait apparaître que nous nous immisçons dans les affaires internes du Mouvement National. Nous ne le croyons pas. Notre analyse a été dictée par la nécessité de répondre à d'innombrables questions à nous posées. Nous y avons répondu, nous l'espérons en nous plaçant uniquement sur le terrain de l'information politique nécessaire à l'éducation révolutionnaire de l'avant-garde ouvrière. Les travailleurs français ne peuvent rester indifférents devant les événements qui se développent en Afrique du Nord. Pour la défense de la cause de l'indépendance nationale du Maghreb, intimement liée à la lutte contre l'impérialisme français pour la révolution socialiste en France même, le devenir du MTLD, son renforcement, ne peuvent en aucun cas les laisser indifférents.

Il est certain que le redressement s'effectuera s'il n'est déjà effectué et que très bientôt l'action des masses démontrera que l'Algérie est pour l'impérialisme français un problème insoluble au même titre que la Tunisie et le Maroc.

P. LAMBERT.

LE M.T.L.D. CONTRE LES CAPITULARDS

L'EXCLUSION de toute une série d'ex-dirigeants du M.T.L.D. a ouvert publiquement le dossier des divergences qui ont opposé à l'intérieur du Mouvement National Algérien, l'écrasante majorité du Parti groupé autour de Messali Hadj et ces éléments.

En juillet 1954, dans *la Vérité*, nous résumions nos positions ; dépassant le problème des personnes, l'enjeu de la discussion c'est la fidélité à l'action intransigeante du P.P.A., en fait l'efficacité du Mouvement National dans sa lutte pour l'indépendance, ou une politique de compromissions sans principes avec l'administration et le stalinisme qui amènerait la dégénérescence et la ruine du M.T.L.D.

Aujourd'hui notre intention demeure. Dans une série d'articles nous entendons fournir à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat français une analyse et des perspectives indispensables à l'action conjointe du peuple algérien pour sa libération et du prolétariat français contre l'impérialisme et son Etat.

Mis en cause par les ex-dirigeants exclus dans leur journal, force nous est cependant de consacrer ce premier article à une réponse circonstanciée. Nous espérons que cette introduction permettra de mieux définir la nature capitularde de cette tendance, dont les méthodes sont au niveau, d'une idéologie qui se veut scientifique et réaliste, et qui ne recouvre que la plus vulgaire des marchandises réformistes.

TROTSKYSME ET MOUVEMENT NATIONAL

Les relations de notre Parti avec les ex-dirigeants de la Fédération de France du M.T.L.D. particulièrement, sont bien connues. Elles se sont nouées en 1945, lors des massacres de Sétif et de Guelma, quand face à la répression et aux calomnies monstrueuses dirigées en parfaite unité d'action par l'administration et le P.C.F., les trotskystes, comme organisation, furent les seuls à prendre publiquement la défense du P.P.A. et de ses dirigeants. En appelant le prolétariat français à combattre contre la répression impérialiste, nous restions fidèles à la politique de soutien inconditionnel des mouvements de libération nationale des peuples opprimés, quelle que soit l'idéologie de sa direction.

C'est en partant de ce postulat que nous avons mené campagne pour le soutien au Néo-Destour. Par exemple, lorsque les dirigeants du P.C.F. et du P.S. se désolidarisèrent de son action durant l'expérience Chénik — le P.C.F., on s'en souvient, a tenté avec le P.C. Tunisien et l'U.S.T.T. de saboter à deux reprises les grèves générales organisées par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens et le Néo-Destour. Et pourtant nous formulions les plus expresses réserves quant à l'expérience de collaborations ministérielles. De même aujourd'hui nous sommes pour le soutien du

MESSALI HADJ DÉPORTÉ EN VENDEE

Pendant que certains dirigeants du M.T.L.D. s'orientent vers une politique de « compréhension mutuelle » avec l'impérialisme français, ce dernier montre une fois de plus qu'il connaît ses vrais adversaires. Messali Hadj, déporté à Niort, vient d'être transporté en Vendée, « sur sa demande » (!).

Coude à coude avec leurs frères algériens, les travailleurs français protesteront contre cette aggravation d'une mesure de déportation, prise contre le plus prestigieux leader national maghribin par un gouvernement qui se recommande de la « détente » en Afrique du Nord. Ils imposeront la libération de MESSALI HADJ !

sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, bien qu'il soit à peine besoin de souligner notre condamnation de la forme monarchique de gouvernement. Mais, communistes conséquents, nous estimons que tout coup porté à l'impérialisme représente un pas en avant dans la voie de la Révolution. Aujourd'hui le retour du sultan, imposé par l'action des masses, signifierait qu'un coup formidable a été asséné à l'ennemi principal du prolétariat français qui est et demeure l'impérialisme français.

Pour le trotskysme, la lutte intransigeante pour l'indépendance nationale des peuples opprimés ouvre la voie à la Révolution socialiste. Et cela suffit pour que nous apportions notre soutien à tout pas en avant effectué par un Parti Nationaliste.

Les ex-dirigeants de la Fédération de France connaissent cette position. Leurs perfides attaques contre nos buts « inavoués » ne visent qu'à se couvrir du côté du stalinisme, qui, il n'y a pas si longtemps, les qualifiait eux-mêmes de trotskystes, quand ils étaient véritablement révolutionnaires. Ce n'est pas là un fait du hasard, si nous voyons l'administration impérialiste et le stalinisme apporter leur soutien « inconditionnel » aux ex-dirigeants du M.T.L.D. Nous y reviendrons.

METHODES ET POLITIQUE

Un des idéologues, imposant, fumeux, et prétentieux, ex-dirigeant en vue de la Fédération de France du M.T.L.D., nous rencontrait en juillet 1954. Disert et bavard, il fut le premier à vouloir nous informer de la « crise » du M.T.L.D. Durant de longues heures il attaquait avec véhémence et bargnait les méthodes de Messali. Nous refusâmes de discuter sur ce terrain, étant ignorant de la vie intérieure du M.T.L.D. Nous lui posâmes plusieurs questions dont :

1° Approuves-tu la politique de Klouane, votant le budget de la ville d'Alger ? Réponse : Je la désapprouve.

2° Estimes-tu correct que lors du massacre des six Algériens membres du M.T.L.D. le 14 juillet 1953, ce soit en France le P.C.F. et non le M.T.L.D. qui réussit à en monopoliser le bénéfice politique à la suite de votre inaction ?

Réponse : « J'estime qu'à Alger la direction n'a pas été à la hauteur de la situation, en refusant d'organiser des manifestations pour ne pas gêner la nouvelle politique inaugurée au Conseil municipal d'Alger. »

Nous avons alors rétorqué à notre informateur bienveillant. Si donc tu estimes correctes les critiques de Messali sur l'action de la direction, et c'est ce qu'il affirme, discutes méthodes avec lui et ne couvre pas Klouane dont tu condamnes la politique. Les méthodes sont au service d'une politique.

Les grandes protestations contre les méthodes de Messali ne visent en effet pour les ex-dirigeants du M.T.L.D. qu'à couvrir une politique de capitulation devant l'impérialisme. Il est clair que nul besoin pour nous était de discuter avec Messali, pour condamner la pratique publique d'une politique aboutissant à voter le budget colonialiste de la ville d'Alger, au nom d'un soi-disant réalisme.

Nous en terminerons avec ce problème des méthodes, en relatant que rendez-vous fut pris, pour discuter « politique ». Nous n'avions pas alors, en juillet 54, les buts « inavoués » dénoncés en août 54. Bien au contraire, notre ex-dirigeant du M.T.L.D. voulait nous garantir contre les méthodes de Messali. Par pneumatique — à la suite de l'article concernant la « crise » du M.T.L.D., parue dans le dernier numéro de *la Vérité* — le rendez-vous fut décommandé, d'ailleurs en termes extrêmement fraternels.

UNE TENDANCE CAPITULANT DEVANT L'IMPERIALISME

Cela est fort compréhensible. Il était impossible de nous mener en bateau. Le double jeu ça ne marche pas longtemps. Les problèmes sont à présent clairement posés. Les exclus reprochent à Messali et à l'immense majorité du M.T.L.D. leur intransigeance et leur volonté tenace de conquérir l'indépendance naturelle du Peuple Algérien. Dans

le rapport des exclus pour le « Congrès » du 15 août, Messali est accusé d'avoir « provoqué » son arrestation.

En effet, les exclus osent écrire :

« En avril-mai 52, il fallait éviter l'action spectaculaire impliquant la participation des foules » ... Messali est condamné par les exclus pour « avoir employé un langage extrêmement violent », politique d'autant plus condamnable « que des incidents sanglants se déroulaient tout près de la frontière de Tunisie ».

Cela paraît à tel point incroyable, que l'on se demande si cela a été véritablement écrit. Et pourtant ces lignes sont textuellement extraites du rapport des exclus. Ainsi voilà des gens qui se proclament réalistes, qui proclament leur solidarité avec le Néo-Destour et l'Isti-

qial. Dans une situation où les dirigeants destouriens sont emprisonnés, où la répression s'étend dans toute l'Afrique du Nord, où les masses tunisiennes et marocaines combattent, ces ex-dirigeants condamnent l'appel aux actions de solidarité de l'homme qui incarne la lutte pour l'indépendance algérienne ! Ils condamnent Messali d'avoir voulu dresser le peuple algérien aux côtés des peuples frères de Tunisie et du Maroc dans l'action commune contre l'impérialisme.

Mais de tels écrits ont une autre signification. Les ex-dirigeants exclus s'adressent directement à l'interlocuteur impérialiste, à qui des avances directes sont faites.

« Voyez-vous, déclarent en substance les exclus à MM. Chevalier, Léonard, aux

colons, nous sommes bien sages, nous condamnons les aventures. Nous sommes prêts à transiger et à discuter. Au conseil municipal d'Alger cela est devenu un fait. L'obstacle dans cette voie c'est la politique de Messali. Aidez-nous ! »

Nul doute que ce langage soit entendu par l'administration. Mais les ex-dirigeants exclus se sont à jamais disqualifiés devant le peuple algérien. La révolte d'en bas, de la base du M.T.L.D., les a liquidés. Les militants et le peuple algérien ont appris dans leur chair et leur sang, au cours de longs et durs combats, que l'indépendance ne peut être arrachée dans la voie de la capitulation et de l'adaptation à l'impérialisme. Et c'est pourquoi il ne restera rien de la tendance des exclus.

P. LAMBERT.

III

**Le cas de l'immigration
algérienne
dans la métropole**

Extraits de « la Vérité » 1949-1950
IVe Internationale août-octobre 1950

LA VERITE N° 241 novembre 1949

Une enquête de "La Vérité"

EN FRANCE AUSSI LE COLONIALISME RÈGNE... POUR LES NORD-AFRICAINS

Une déclaration de Mostefai Chouki

(Président de la Fédération de France du M. T. L. D.)

Il faut tout mettre en œuvre pour empêcher que se réalise le plan colonialiste de division entre travailleurs français et nord-africains. Il n'est que trop visible que l'on cherche à isoler les Nord-Africains en France de manière à les dresser contre les travailleurs français et vice-versa. Déjà l'on nous signale l'arrêtement de Nord-Africains dans les troupes de choc du R.P.F.

Aux ignobles campagnes de presse xénophobes tendant à faire représenter l'émigration nord-africaine comme le centre nourricier du banditisme et du gangstérisme, « LA VERITE » entend riposter en montrant les conditions d'existence véritable des travailleurs nord-africains dans leur hideuse réalité. Nous indiquerons comment, par système, on en fait des déclassés, comment on les condamne littéralement à la famine quand

on ne les soumet pas à des travaux ruineux à coup sûr leur santé à bray défilé.

Nous verrons que le colonialisme, le racisme sévissent aussi de belle façon en France même sur cette « terre de liberté ».

Pour débiter notre enquête sur la vie des travailleurs nord-africains en France, nous sommes allés interroger les dirigeants du Mouvement national algérien. Le Docteur Mostefai Chouki, délégué à l'Assemblée Algérienne, nous remit la déclaration que voici que nous publions bien volontiers.

Nous invitons les travailleurs nord-africains à collaborer à notre enquête en nous faisant part de leurs doléances, des difficultés de toutes sortes auxquelles ils se heurtent à tout instant. Qu'ils nous écrivent nombreux. « La Vérité » leur fera bon accueil, elle sera leur porte-parole. A. DURET.

Nous remercions « la Vérité » de nous avoir demandé notre avis sur la situation de nos compatriotes, ainsi que tous les quotidiens ou hebdomadaires qui s'éloignent des chemins faciles de la démagogie anti-coloniale ou anti-arabe, de tenter d'éclairer objectivement une opinion publique dont il faut manifestement rectifier les éléments d'appréciation sur la qualité de Nord-Africain en tant qu'homme ou travailleur, ces éléments étant jusqu'ici fournis soit par une propagande intéressée, soit par un fond de préjugés que la situation et l'aspect généralement misérables de nos compatriotes ont tendance à enraciner.

Mais le Français moyen qui a été abreuvé pendant près de deux mois d'une littérature de dénigrement systématique de l'Algérie qui apparaît dans sa forme générale comme un être essentiellement dégradé, voleur, gangster, agresseur, ce Français moyen s'est-il interrogé: 1° sur l'origine véritable du débordement anti-algérien de la presse réactionnaire; 2° sur la raison de l'émigration massive; 3° sur les remèdes éventuels à une situation vraiment dramatique de nos compatriotes?

Nous voulons bien le croire. Cependant, il nous semble utile d'y ajouter quelques observations.

Une remarque s'est imposée à nous: c'est l'ensemble parfait avec lequel un certain nombre de quotidiens ont exécuté la manœuvre; il est difficile d'imaginer pareille harmonie sans évoquer l'ombre d'un chef d'orchestre très peu clandestin d'ailleurs. L'occasion était excellente par ailleurs pour créer un sentiment de xénophobie chez l'ouvrier français, plus réceptif à ce genre d'excitation dans la période actuelle de pré-crise. De toutes façons, ce sont là des raisons insuffisantes à nos yeux et indignes de journalistes conscients de leur véritable rôle.

La crise d'hystérie s'est calmée. La campagne de presse s'est apaisée, à part quelques soubresauts. Il serait bon de demander à ces indésirables algériens ce qu'ils sont venus faire. Ils nous répondraient que chez eux, ils sont devenus des parias, des sous-prolétaires, que le colon les paye 90 francs pour une journée de travail de 14 heures, que le gendarme ou le garde-champêtre leur inflige une amende de 10.000 francs parce que leur âne a choisi de marcher à gauche sur une route

à peine carrossable, que le caïd leur soutire 5.000 francs pour l'obtention d'une quelconque pièce d'identité, que l'administrateur ou le commissaire de police leur inflige trois mois de prison ferme pour « pensée nuisant à la souveraineté française », qu'il est renvoyé de son administration, de son usine ou de son chantier lorsqu'un mouchard le dénonce comme nationaliste, que... que... enfin que la vie était devenue intenable en Algérie, qu'il était réduit au tragique dilemme de laisser mourir de faim sa famille ou s'expatrier, que le caïd lui facilite toutes démarches pour partir en France, car l'administration veut éloigner le jeune et le mécontent, que la Compagnie d'aviation lui fait payer quelque 5.000 francs pour un voyage Alger-Paris (ne demandons pas à ces Compagnies de quelles aides elles bénéficient pour équilibrer leur budget), qu'arrivé en France le bureau d'embauche lui ferme la porte au nez parce que le patron ne veut pas d'Algériens; que désespéré, il est harassé, déguenillé, donnant de l'Algérien l'image de la déchéance lui, cet homme qui a cette noble mais vaine prétention de gagner son pain à la force de ses bras, de s'élever au niveau de la dignité humaine par son propre effort, puisque la « mission civilisatrice » de l'impérialisme français a fait de lui ce qu'il est: un homme civilisé « qui vole, qui ment, qui viole et qui tue ».

Cet homme nous dirait encore que, rejeté de partout, il est accosté par quelqu'un qui lui sussure à l'oreille des moyens de se tirer d'affaire, par exemple: fournir des renseignements sur les « nationalistes » et il sera nourri, hébergé dans un des foyers nord-africains, ou s'enrôler dans les groupes de choc du R.P.F. qui lui procurera travail, argent de poche et revolver pour « taper sur les nationalistes ».

Voilà en quelques mots une esquisse tracée de la situation des nôtres.

Quant aux moyens d'y remédier, nous pensons fermement que, si des mesures sociales et justes étaient appliquées au travailleur nord-africain pouvant alléger sa peine, seule une réforme de structure lui permettant de confectonner sa propre loi, sa propre sécurité sociale, sa propre exploitation de ses richesses et répartition de ses bénéfices, lui assurera les moyens d'une vie réellement digne. »

Mostefai CHOUKI.

UNE ENQUETE DE " LA VERITE "

Chez les travailleurs [Nord-Africains (II) L'IMMIGRATION DE LA FAIM

NON! Ce n'est assurément pas par plaisir, ni par goût de l'aventure que les Nord-Africains sont accourus en masse dans la métropole. Le séjour en France n'est point d'un si grand attrait pour eux. Le climat n'y est pas très accueillant et les coutumes, le mode de vie leur sont étrangers. L'atmosphère générale n'est, certes, pas empoisonnée par ce racisme virulent qui sévit en maître dans leur pays, mais sans spécialités, sans formation professionnelle aucune, les poches vides et la grande majorité ne sachant ni lire, ni écrire, ils sont condamnés à végéter dans un état proche de celui des clochards.

On est incapable de saisir l'exacte situation de ces Nord-Africains que nous côtoyons, de comprendre le sens de leur immigration, ses causes, tout son fond de désespoir si l'on ne se rend pas compte de l'état des choses en Afrique du Nord. Force nous est de jeter un rapide coup d'œil de l'autre côté de la Méditerranée.

L'écrasante majorité de l'immigration nord-africaine se compose d'Algériens. Les Marocains constituent une infime minorité. Il n'y a presque pas de Tunisiens.

L'émigration, pour le travailleur, le paysan pauvre d'Algérie, c'est la dernière planche de salut, oh! combien fragile, pour se sauver de la famine et en sauver les siens. C'est le Professeur Louis Chevallier, spécialiste de la démographie, qui dit de l'immigration nord-africaine qu'elle est « une immigration de la faim ». On ne saurait mieux dire.

Il ne s'agit pas, toutefois, d'en rechercher simplement les causes dans les éléments et dans la nature, comme on se plaît quelquefois à le faire. **L'ORGANISATEUR DE LA FAMINE EN ALGERIE, C'EST L'IMPERIALISME FRANÇAIS, C'EST LE COLONIALISME.** Il est facile de s'en apercevoir pour peu qu'on désire s'en rendre compte.

Il est entendu qu'une notable partie du pays occupée par de hautes montagnes, de hauts plateaux et de vastes steppes, est peu propice à la culture. Mais ces obstacles ne rendent-ils pas d'autant plus impérieux l'utilisation optimale, la plus rationnelle des régions fertiles afin de pouvoir faire face à l'augmentation de la population de 120.000 êtres par an?

Or, tout a été mis en œuvre pour maintenir à un niveau très bas le rendement des terres exploitées par les indigènes. La culture des céréales, base de l'alimentation, au lieu d'être développée, est en continuelle régres-

sion depuis bien avant la guerre.

La fameuse œuvre de la colonisation tend en fait à transformer toute la population indigène en un immense sous-prolétariat de manœuvres bons à faire tout et rien, à créer une vaste armée de mendiants perpétuels. Cette œuvre commença, on le sait, par une confiscation massive des terres appartenant aux indigènes, bouleversant tout l'équilibre de la société.

Deux chiffres suffisent pour indiquer la situation des paysans algériens:

— MOINS DE 75.000 EUROPEENS DETIENNENT PLUS DES TROIS DIXIEMES DE LA PROPRIETE FONCIERE;

— 2.100.000 MUSULMANS SE PARTAGENT LES SEPT DIXIEMES RESTANTS.

La grande majorité des paysans ne possèdent pas plus d'un à trois hectares, d'une terre rocailleuse, mal exposée, qui ne peut les nourrir.

La statistique nous apprend que **DEUX MILLIONS DE PETITS PAYSANS NE DETIENNENT QUE 18 % DES TERRES CULTIVEES, alors que 1.175 gros propriétaires POSSEDENT A EUX SEULS 8,7 % DES TERRES.**

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que 60 % des familles rurales soient absolument indigentes? Près de 600.000 familles rurales ne possèdent aucune terre. Le salaire moyen de l'ouvrier agricole est actuellement de 200 à 250 francs par jour sans autre avantage. Chacun sait que cet ouvrier ne travaille pas toute l'année et les prix en Algérie sont très proches de ceux de la métropole (le pain y vaut 40 francs le kilo).

Tenaillées par la faim, les masses rurales prolétarisées affluent vers les villes où règne un chômage endémique. Elles erreront désempoignées et continueront à souffrir de la faim, car l'impérialisme s'oppose à la création d'une industrie qui, seule, pourrait sortir le pays d'une misère sordide. L'Algérie sans industrie, ce sont des générations sans emploi.

Non, ce n'est pas par plaisir qu'ils sont venus en France, ces immigrés. L'impérialisme a si bien fait les choses qu'ils ne peuvent vivre dans leur pays. Ils y peuvent tout juste creuser leur propre tombe et celle de leur famille, s'il leur en reste la force. Il ne leur reste qu'un choix: s'expatrier ou mourir (à suivre)

LA VERITE N° 243 décembre 1949

UNE ENQUETE DE " LA VERITE "

Chez les travailleurs Nord-Africains (III) Ils sont 3.000 chez Renault

NOUS sommes près de 3.000 dans cette vaste cité qu'est l'usine Renault, m'a dit ce délégué syndical nord-africain avec qui nous avons passé en revue, à la sortie de l'atelier, les maux de ses compatriotes.

Les revendications que nous avons vues là représentent une charte valable, dans l'essentiel, pour l'ensemble des travailleurs nord-africains en France.

J'ai posé la question, à savoir à quelles besognes les Nord-Africains étaient employés dans l'usine, en étant certain de la réponse: à tous les travaux, les plus pénibles, les plus insalubres, les plus dangereux, que les ouvriers français n'acceptent d'exécuter que s'ils sont poussés à la dernière extrémité.

Et le camarade délégué me donne des exemples très précis.

— Nos compatriotes, on les trouve presque entièrement à la fonderie, au décapage, à la peinture, au ponçage et aux presses. Au total, les Nord-Africains ne sont qu'une petite minorité de 1/12^e dans la boîte. Et quand on regarde à la fonderie et aux ateliers des presses, on s'aperçoit qu'ils y sont en majorité ou au moins la moitié de l'effectif.

C'est, paraît-il, parce qu'ils supportent mieux les chaleurs écrasantes de la fonderie. On ne nous dit pas si leurs organismes supportent mieux aussi les émanations de gaz toxiques et les atmosphères irrespirables. L'atelier le plus redouté dans l'usine est celui des grandes presses. Le nombre d'accidents graves, nous dit le délégué, y est le plus élevé:

— Il y a peu de temps, un camarade a eu les deux mains coupées, un autre l'épaule écrasée. Le grand nombre d'accidents dans ce travail périlleux tient à la cadence qui est imposée aux gars. Pour les éviter, il faudrait augmenter les temps. Mais, n'est-ce pas, les bénéfices passent avant tout.

Evidemment, on justifie le maintien des Nord-Africains à ces besognes par leur non qualification. Sur ce point, les délégués ont réclamé à la direction, d'une façon persistante, une formation professionnelle accélérée. Cette réclamation se trouve étudiée très régulièrement de la manière que voici: la direction ne voit pas d'inconvénients à admettre aux cours professionnels les Nord-Africains dans les mêmes conditions que les travailleurs français. Du fait que les 9/10^e de nos compatriotes, explique le camarade, sont illettrés, tout accès à une formation professionnelle, qui pourrait les sortir de leur condition inférieure, leur est interdit.

— Nous avons demandé l'institution d'un cours spécial pour nos camarades qui tiendrait compte de leur niveau culturel, mais la direction ne veut absolument rien savoir.

Le refus opiniâtre qu'oppose le patronat à une telle revendication s'intègre parfaite-

ment dans la politique impérialiste qui entend conserver les peuples d'outre-mer en tant que main-d'œuvre à bon marché. Ce qui est un moyen en même temps pour freiner l'accès de ces peuples à leur indépendance.

Une des questions les plus angoissantes, c'est la question du logement. Nous agitions sans arrêt ce problème devant la direction, me dit le délégué.

— On nous a fait un certain nombre de promesses, mais rien n'a été réalisé jusqu'ici. Il nous a été dit en dernier lieu qu'un terrain était sur le point d'être acheté en vue de la construction de logements ou de baraquements.

On ne peut s'imaginer comment logent les Nord-Africains dans la Région Parisienne. Lors d'une rafle, l'autre jour dans un café à Meudon, la police a trouvé 30 Arabes couchés dans la cave. Les Nord-Africains sont l'objet d'une exploitation sans vergogne d'un grand nombre de patrons d'hôtels et de cafés qui échauffaudent de véritables fortunes sur leur misère. Ils sont entassés par dizaines dans des pièces malsaines, chacun versant un bon prix, quand on ne les fait pas coucher par fournées, les uns le jour et les autres la nuit.

Il y a chez Renault des cas de Nord-Africains sans logis qui ont résolu la question en passant la nuit dans quelque réduit caché de l'usine. Il ne faut pas se demander à quel état physique sont réduits des gens vivant dans de telles conditions.

Une autre revendication capitale des Nord-Africains touche les allocations familiales. Il nous faudra revenir plus en détail sur cette question vitale. Signalons pour aujourd'hui que les familles restées en Algérie perçoivent souvent leurs allocations avec un an, voire deux ans de retard et que cette somme se trouve amputée de diverses façons.

Le camarade délégué me parle encore de la question des congés. Nous avons obtenu, me dit-il, qu'il nous soit accordé un congé annuel de deux mois pour pouvoir retrouver nos familles. Mais nous voulons obtenir une réduction de 50 % du prix du voyage, sans quoi il est difficile à nos camarades de retourner chez eux. Il ne serait pas difficile d'organiser des voyages groupés bénéficiant d'un tarif réduit et on comprend mal le refus auquel nous nous heurtons.

Il faut dénoncer aussi certaines pratiques qui consistent à déclasser des camarades à leur retour de maladie ou de vacances.

Nous avons encore à aborder dans notre conversation avec le camarade délégué nord-africain diverses questions ayant trait à la représentation et à l'organisation syndicale des Nord-Africains. Nous examinerons en détail ce sujet dans un prochain article après avoir pris là-dessus l'avis d'autres camarades nord-africains.

UNE ENQUÊTE DE " LA VÉRITÉ "

Chez les travailleurs Nord-Africains (IV)

Un an pour percevoir les allocations familiales

IL nous faut consacrer à la question des allocations familiales la place qu'elle mérite. Elle occupe le premier rang dans les cahiers de revendications des travailleurs nord-africains.

Au surplus, il s'agit d'un domaine où la discrimination raciale de la part d'un organisme d'Etat lui-même est des plus flagrantes. La situation critique et les souffrances des familles algériennes n'ont pas d'autre cause, ici, que l'incurie et la mauvaise volonté de l'administration d'Etat dont c'est la tâche, en principe, d'alléger la misère ouvrière.

Il faut près d'une année, en moyenne, pour que la famille d'un ouvrier algérien perçoive les allocations familiales. Voilà un scandale peu banal qui dure depuis des années et auquel il n'a pas été encore trouvé de remède. Pour la simple raison, sans doute, que l'on ne veut pas y remédier. Il suffirait, pour y mettre bon ordre, d'un tout petit coup de balai en Algérie dans cette administration parasitaire.

Des cas précis? Un ouvrier algérien travaillant à Unieux, dans la Loire, est avisé, le 16 AVRIL 1949, par la caisse de compensation des allocations familiales d'Alger qu'elle vient de verser à sa femme la somme de 52.305 francs représentant les sommes dues DE JANVIER 1947 à SEPTEMBRE 1948. Voilà une famille qui aura attendu ses allocations pendant deux ans et trois mois.

Des camarades m'affirment qu'il y a des familles qui attendent encore des prestations qui leur sont dues depuis 1946. Le journal « La République Algérienne » affirme à ce sujet:

« Il est de notoriété publique (sans que l'on puisse malheureusement citer les chiffres exacts que l'administration et le gouvernement ne veulent pas révéler) que les dépôts ainsi gelés s'élèvent à plusieurs dizaines de millions. »

Comment qualifier les gens qui gardent par devers eux ces dizaines de millions, sinon de criminels de droit commun, d'affameurs du peuple?

N'oublions pas que si le travailleur nord-africain s'est expatrié, c'est en général pour sauver sa famille de la famine. Pour pouvoir gagner la métropole, il doit souvent vendre ses bêtes, faire des emprunts. Il laisse donc sa femme, ses enfants dans le plus complet dénuement.

A quoi tient cette lenteur infinie dans les paiements? C'est très simple. On a cru bien faire en constituant des caisses algériennes à Alger, Constantine et Oran. Ces caisses jouent le rôle d'intermédiaires entre les caisses métropolitaines et les familles. Un intermédiaire — comme tout intermédiaire qui se respecte — parfaitement inutile et parasitaire

qui prélève pour sa digne besogne d'amortisseur et de ralentisseur 25 % des prestations versées.

Les caisses algériennes doivent juger la situation des ayants droit d'après les pièces justificatives qui leur sont fournies. Chose que feraient au moins aussi bien les caisses métropolitaines elles-mêmes, puisque en fait il n'y a pas d'enquête directe auprès des familles. Ce travail fait dans la métropole échapperait peut-être à l'atmosphère raciste qui imprègne toutes les administrations algériennes.

Dans l'état actuel des choses, une navette aussi passionnante qu'interminable s'établit entre les caisses métropolitaines et les caisses algériennes avant que les familles y voient venir le premier sou.

Echanges de fiches, de bordereaux, de fonds et de comptabilité s'effectuent durant des mois. Les dossiers s'égarant, se retrouvent. Les erreurs se produisent sans arrêt dans ce bel enchevêtrement et chacun se renvoie la balle. Au bout, il y a les inévitables détournements. La famille d'un travailleur de la commune de Lafayette, dans le Constantinois, touche 10.000 francs alors que le montant des allocations envoyées est de 11.678 francs. Le caïd a passé par là.

Pour parfaire ce beau tableau, on n'applique pas aux familles algériennes le régime d'allocations en vigueur en France. Il y a une différence considérable entre les sommes que ces familles touchent en Algérie et celles qu'elles toucheraient si elles résidaient dans la métropole. Or les cotisations perçues par les caisses sur le compte des employeurs sont les mêmes que pour les ouvriers français. La différence entre le montant total des cotisations que perçoivent les caisses et celui des sommes effectivement versées aux familles des Nord-Africains travaillant en France est estimée à un milliard, voire à un milliard et demi.

C'est un vol manifeste des travailleurs nord-africains et de leurs familles. Sont frustrés des enfants déjà sous-alimentés et déficients, qui auraient besoin des plus grands soins. Le vol dans ce cas est « officiel », « légal ». Il se pratique au grand jour.

Les revendications des travailleurs nord-africains sont claires:

1° Versement direct des allocations familiales par les caisses métropolitaines aux familles restées en Algérie, par mandat postal.

2° Application aux familles résidant en Algérie du régime en vigueur en France, sur la base des taux métropolitains pour tout ce qui concerne les allocations familiales et de salaire unique, prénatales et de maternité, ainsi que les primes attribuées à la naissance de chaque nouvel enfant.

A. DURET.

LA VERITE

N° 246 janvier 1950

Chez les Travailleurs Nord-Africains (V) (fin) ILS SERONT FORTS S'ILS SONT ORGANISÉS

UNE dernière grande revendication dont nous ont entretenu les travailleurs Nord-Africains concerne l'allocation de chômage. Sur les 120.000 Nord-Africains que compte la Région Parisienne, 40.000 seulement justifient d'un emploi stable et régulier. Les deux tiers vivent donc, sur la loi des statistiques, d'expédients, de petits commerces divers dont la vente de cacahuètes.

Toujours est-il qu'une grande masse de Nord-Africains, souvent arrivés de fraîche date, se trouve absolument dénuée de ressources et subsiste par on ne sait quel miracle. C'est à leur état de misère extrême que ces travailleurs doivent de ne pouvoir bénéficier des allocations de chômage. Comment pourraient-ils justifier de l'année de séjour obligatoire dans la commune alors qu'ils n'ont où se loger et dorment au petit bonheur sur une table de café, dans une cave ou chez un compatriote plus fortuné? Quelquefois ils ne sont en France que depuis quelques mois. Et il est souvent impossible de faire état du certificat de travail récent qu'exige la réglementation.

Il est bien certain que les critères normaux sont absurdes quand il s'agit des Nord-Africains dont les conditions de vie sont précisément « anormales ». A moins de leur rendre délibérément inaccessibles les allocations de chômage, il faut en aménager la réglementation en commençant par éliminer l'impossible séjour d'un an dans la même commune.

Nous avons passé en revue les principales revendications de l'émigration nord-africaine. Sans doute pourrions-nous en allonger encore la liste. Mais il ne suffit pas de formuler des revendications pour qu'elles se trouvent satisfaites. L'affreuse misère des travailleurs nord-africains est inhérente au système colonialiste, au régime de l'impérialisme. Leur condition ne se trouvera pas allégée par quelques mesures de charité.

L'immigration de la faim ne se terminera qu'avec l'oppression de l'Algérie par l'impérialisme français. La lutte pour l'amélioration

des conditions de vie de l'émigration nord-africaine doit s'insérer dans le grand combat anti-impérialiste pour l'indépendance.

Avant tout, les travailleurs nord-africains doivent compter sur leur propre force. Le poids de cette force est fonction de son organisation. Inorganisés, les travailleurs nord-africains ne peuvent rien; organisés, ils peuvent bien des choses. Cette organisation, c'est au mouvement national qu'il appartient de la promouvoir, à notre sens, dans son intérêt comme dans celui des masses; dans l'intérêt du combat anti-impérialiste en un mot.

L'organisation doit partir, à notre avis, de Commissions nord-africaines créées dans les usines, entreprises, mines, etc... Ces Commissions, pour être efficaces, doivent se placer dans les cadres du mouvement syndical français le plus puissant, c'est-à-dire la C.G.T. Ils s'y substitueront aux Commissions du même nom déjà constituées qui sont une création spécifiquement bureaucratique sans attaches ni contrôle de la grande masse.

L'affiliation à la C.G.T. ne peut avoir pour sens une soumission et encore moins une approbation de la politique menée par ses dirigeants. Sa seule justification est la nécessité d'une étroite liaison avec le prolétariat français. Des Commissions nord-africaines, s'appuyant sur la grande masse de leurs compatriotes, loin d'être des jouets aux mains de la bureaucratie syndicale, seront en mesure de faire prévaloir leurs intérêts et leurs points de vues en dépit des obstructions possibles ou probables de la part des dirigeants staliniens ou autres.

Il n'est pas douteux que de telles Commissions seront d'un grand poids dans bien des entreprises, dans bien des localités et des régions. Elles imposeront le respect des travailleurs nord-africains. Elles rendront plus cohérents leurs rangs. Elles seront une école de formation syndicale et politique inappréciable. Elles décupleront les forces du mouvement national lui-même et donneront à la lutte anti-impérialiste une puissance incomparable.

A. DURET.

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

8^e Année

Volume 8 - N^{os} 8 - 10

f

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Nouvelles perspectives

M. PABLO. — La guerre de Corée

JAMES P. CANNON

Lettre au Président des Etats-Unis
sur la guerre de Corée

P. FRANK. — Enseignements de la révolution
yougoslave

L'U.R.S.S., les guerres et le prolétariat
révolutionnaire,

par LÉON TROTSKY

C. HANLEY. — La question nègre aux Etats-Unis

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

AOUT-OCTOBRE 1950

(paraissant tous les 2 mois)



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

8^e Année

Volume 8 - N° 8 - 10

SOMMAIRE

EDITORIAL :

— Nouvelles perspectives

M. PABLO. — La guerre de Corée

JAMES P. CANNON

Lettre au Président des Etats-Unis
sur la guerre de CoréeP. FRANK. — Enseignements de la révolution
yougoslaveL'U.R.S.S., les guerres et le prolétariat
révolutionnaire.

par LÉON TROTSKY

C. HANLEY. — La question nègre aux Etats-Unis

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

AOUT-OCTOBRE 1950

(paraissant tous les 2 mois)



« L'Algérie libre »

La montée du mouvement d'indépendance en Afrique du Nord trouve son reflet parmi les centaines de milliers d'Algériens qui ont été amenés en France pour y subir une exploitation odieuse. Le 1^{er} mai et le 14 juillet, les travailleurs algériens ont participé en formations puissantes dans les démonstrations ouvrières.

Le gouvernement français, non content de faire sévir la répression en Algérie, s'attaque en France aux organisations nord-africaines. En particulier, chaque

numéro de « L'Algérie Libre », organe du *Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques* (créé à la suite de l'interdiction du P.P.A. dirigé par Messali Hadj). Depuis plusieurs semaines, les Algériens défendent dans les rues de Paris et les grandes villes de France le droit de vendre leur journal. Des bagarres se sont produites. Les juges ont condamné. Mais le mouvement va grandissant, appuyé de la sympathie des ouvriers français. Il est le prélude de grandes luttes antiimpérialistes en Afrique du Nord et dans la métropole même.

IV

**Regards parallèles
sur l'Algérie coloniale**

Les Temps modernes (Daniel Guérin) avril 1953
Le Drapeau Rouge (Yves Dechézelles) mai 1946

Les Temps Modernes

8^e année REVUE MENSUELLE n° 87

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Janvier-Février 1953

FRANCO FORTINI. — Introduction à Pavese.
CESARE PAVESE. — Le métier de vivre.
KLAUS MANN. — Der Wendepunkt.
ALBERT MEMMI. — La statue de sel (III).

TÉMOIGNAGES

DANIEL GUÉRIN. — Pitié pour le Maghreb.

EXPOSÉS

J. B. PONTALIS. — Conquête d'un espace et d'un langage.
J. L. BOST. — Du hareng-saur au caviar ou
La Passion selon Françoise Giroud.
FRANÇOIS ERVAL. — Transformations de Hemingway.
ELENA DE LA SOUCHÈRE. — Le colonialisme
et la concentration économique.

NOTES

— *Livres*. COLETTE AUDRY : « Croisière », par Virginia Woolf; « La méthode intellectuelle d'Edgar Poe », par Denis Marion. — J. H. ROY : « Léon Morin, prêtre », par Béatrix Beck. — J. J. SALOMON : « La chute de Barcelone », par Jacques-Francis Rolland. — B. DORT : « L'amour de rien », par Jacques Perry.

— *Spectacles*. RENÉE SAUREL : « La Puissance et la Gloire », pièce de P. Bost, P. Darbon et P. Quet, d'après Graham Greene. — J. H. R. : « La fête à Henriette », film de Duvivier.



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

TÉMOIGNAGES

Daniel Guérin.

Quand on passe du Maroc en Algérie, à travers la trouée de Taza et les interminables « confins algéro-marocains », c'est toujours la même terre, rouge et ocre, les mêmes plissements montagneux, les mêmes populations arabo-berbères qui continuent. Pourtant, la colonisation, vieille ici de plus d'un siècle, a marqué l'Algérie de façon quelque peu différente. Tout d'abord, les arbres abondent. De solides et magnifiques platanes bordent les routes. L'olivier, qui commençait déjà à apparaître dans le Nord-Est du Maroc, où il est de plantation toute récente, se fait plus fréquent. Et puis, les populations semblent moins dispersées. On les voit groupées en villages et en petites villes. Et ces agglomérations ont été bâties par des paysans français à l'imitation de celles de France. A chaque instant, on croit traverser un village de chez nous, une petite ville de notre Midi, avec sa place principale ombragée de platanes. Les fermes des colons, avec leurs toits de tuiles rondes, ont quelque chose de suranné et de provençal. Comme elles diffèrent des bâtiments modernes, tout enduits de blanc, des planteurs du Maroc, que l'on dirait empruntés au *Middle West* américain ! Le style de la province algérienne porte bien la signature des premiers conquérants et des premiers pionniers. Il est « louis-philippard ». On dirait parfois qu'ici la roue de l'histoire a cessé de tourner, et qu'elle s'est arrêtée à la Monarchie de Juillet. Tout comme, au Canada français, certains quartiers du vieux Québec, certaines fermes de l'île Orléans, et même la mentalité de certains autoch-

LES TEMPS MODERNES

tones, n'ont plus guère bougé depuis la Monarchie absolue.

Un autre trait de l'Algérie est son relief montagneux. Les véritables plaines sont rares, on les compte sur les doigts, et comme elles sont très recherchées et très fertiles, elles ont, bien entendu, été accaparées par la grande colonisation. L'« indigène » doit se contenter des hauts plateaux et des pentes rocailleuses.

Quand on arrive du Maroc, les apparences du « Français musulman » (comme on dit ici dans l'étrange jargon officiel) surprennent agréablement. Il est sorti du moyen-âge. Il s'habille, au moins dans les agglomérations urbaines, plus ou moins à l'europpéenne. Il a généralement quelques notions de la langue française. Il donne l'impression d'avoir une certaine conscience de sa dignité d'homme et de ses droits. Mais quand on y regarde d'un peu plus près, la première impression fait place à des observations beaucoup moins réconfortantes. Comme au Maroc, la population autochtone s'accroît très rapidement : d'environ 150.000 à 200.000 êtres humains par an. Les campagnards, ici aussi, affluent vers les villes. Et celles-ci ne sont à même ni de les loger de façon décente ni de leur procurer du travail. On évalue à un demi-million le nombre des Algériens qui vivent dans des « bidonvilles ». J'ai visité un certain nombre de ces « zones » aux alentours d'Alger. Si un effort a été accompli pour y installer des postes d'eau courante, grâce aux interventions pressantes des conseillers municipaux M.T.L.D., la déchéance humaine y est parfois plus affreuse qu'au Maroc. Des familles entières vivent, comme des troglodytes, au fond de grottes creusées à même le sol ou le roc, avec, pour porte d'entrée, quelques planches disjointes. Du fond de ces réduits noirs, j'ai vu sortir des êtres hagards, exténués, tremblants de fièvre, tandis que sur les collines d'en face se pavanaient les vastes immeubles que les « Français non musulmans » se font construire à un rythme chaque jour accéléré. Mais les taudis des quartiers « indigènes » ne valent guère mieux que les « bidonvilles ». La Kasbah d'El-Djezaïr (Alger) a conservé tout son pittoresque, mais ses maisons mauresques, charmantes dans leur vétusté, abritent dix familles et plus, alors qu'elles avaient été construites jadis pour en loger une seule. La densité du peuplement y

PITIÉ POUR LE MAGHREB

dépasse 2.000 habitants à l'hectare. La mortalité y est trois fois supérieure à celle des quartiers non musulmans et la tuberculose dix fois plus répandue¹.

Les « Français musulmans » qui ont littéralement envahi les petites villes et villages « louis-philippards » et qui tuent le temps aux terrasses des cafés maures, sont le plus souvent en chômage. L'Algérie est restée, par la volonté de ses gros colons, un pays presque exclusivement agricole. L'industrialisation, contrairement au Maroc, y est embryonnaire². L'indigène citadin, s'il n'est pas voué au chômage perpétuel, n'a le choix qu'entre un nombre limité de dégradantes professions : « Nous en avons assez de mettre au monde de futurs portefaix et de futurs cireurs », m'a dit Ferhat Abbas.

A la campagne, la situation n'est pas plus brillante. Les expropriations successives des terres par la colonisation ont transformé une bonne partie des fellahs algériens en journaliers agricoles. Ils sont un million et demi qui touchent un salaire quotidien de 250 fr., subissent un servage médiéval et n'ont droit, dans la plupart des cas, ni aux allocations familiales ni à la sécurité sociale³. Je les ai vu, dans la plantureuse Mitidja, une des plaines les plus riches de l'Algérie, sortir, en colonnes déguenillées, des immenses plantations d'orangers, de la grande colonisation, pour regagner de misérables gourbis de paille, très semblables aux *noualas* marocaines. Je me serais cru en Californie, dans l'*Imperial Valley* ou la *St-Joachim Valley*, parmi les malheureux saisonniers immortalisés par Steinbeck : partout la grande propriété privée use des mêmes méthodes et engendre les mêmes effets. Quant aux petits fellahs demeurés indépendants et qui doivent tirer leurs moyens d'existence d'environ deux hectares de mauvaise terre, ils n'ont pas un sort beaucoup plus enviable. « L'Algérien rural, écrit un sénateur, a un standard de vie très déficient, puisque aussi bien sa ration habituelle en calories atteindrait seulement le tiers de la ration normale du consommateur européen... Il

1. Note présentée à la Commission des réformes musulmanes en 1944, par M. Tamzali.

2. La féodalité agraire craint que sa main-d'œuvre au rabais ne l'abandonne pour l'industrie qui lui offrirait des emplois plus rémunérateurs. (Cf. *Le Problème algérien, l'Exploitation économique*, décembre 1951, p. 36.)

3. *Le Problème algérien*, etc., cit., p. 25.

LES TEMPS MODERNES

n'est que de voir les jours de marché, dans les centres ruraux, la foule de « mesquines » loqueteux, faméliques dont l'aspect pitoyable n'est pas uniquement dû à un défaut d'hygiène ou de propreté »¹.

Mais si la déchéance physique est telle qu'elle vient d'être décrite, la déchéance *morale* de l'Algérien m'a semblé encore plus lamentable. Au Maroc, en Tunisie, les autochtones sont asservis et exploités, mais du moins leur personnalité, leurs traditions, leur langue, leur religion ont, dans une certaine mesure, été respectés (et, parfois même, de façon excessive, lorsque la puissance civilisatrice s'est appliquée à conserver dans des bandelettes les traits les plus archaïques, les plus réactionnaires de cette culture). En Algérie rien de tel. *On a essayé de tuer l'âme de ce pays.* On l'a conquis pour en faire une colonie de peuplement, pour l'annexer à la métropole. Il s'en est fallu de peu qu'on n'infligeât à l'autochtone le traitement expéditif dont le pionnier américain usa vis-à-vis du Peau-Rouge. A l'origine les militaires, comme en 1833 un certain général Bernard, ont songé sérieusement à « refouler au loin, à exterminer la population indigène »². Par la suite, l'entreprise s'est avérée impossible. Mais, faute de pouvoir faire disparaître physiquement l'autochtone, on a voulu le briser spirituellement et moralement.

La langue arabe est considérée en Algérie comme *langue étrangère* et n'est pas enseignée dans les écoles publiques. C'est seulement depuis 1947 qu'une petite pincée d'« arabe préparatoire » a été introduite, pour sauver la face, dans les écoles primaires. Il n'y a pas en Algérie d'enseignement secondaire arabe, pas d'université arabe. Et comme l'enseignement du français est dispensé au compte-gouttes (seulement 10 % des enfants musulmans scolarisables sont scolarisés), l'Algérien ne possède ni sa langue maternelle ni celle de son vainqueur. Voulez-vous des exemples illustres ? Messali Hadj, le leader du nationalisme algérien a dû aller apprendre à Paris, à l'Ecole des langues orientales, l'arabe classique. Et sa pratique de la langue française laisse encore

1. Rapport du sénateur Astier à la Commission des réformes musulmanes, le 5 juillet 1944.

2. Exposé des motifs de la loi du 24 février 1833.

PITIÉ POUR LE MACHREB

à désirer. Ferhat Abbas, le brillant initiateur du mouvement du « Manifeste » s'exprime excellemment dans la langue française, car son père a eu les moyens de lui donner une instruction qui a été refusée à Messali, mais il ne sait guère lire ou écrire la langue arabe. Ajoutez à cela que de nombreux Kabyles ne parlent ni l'arabe ni le français et s'expriment dans un « petit nègre », où des mots français et arabes viennent s'intercaler dans leur dialecte berbère.

La religion musulmane n'a pas été mieux traitée. Dans les débuts de la colonisation, un certain nombre de mosquées ont été fermées ou transformées en églises. Aujourd'hui encore, aucun musulman ne passe sans un serrement de cœur devant la cathédrale d'Alger, qui est, en réalité, l'ancienne mosquée Ketchaoua, confisquée par le conquérant. L'Eglise catholique pratique en Algérie la politique de la présence ostensible. Dans maintes localités, la statue du cardinal Lavignerie s'agite sur son socle. La ville d'Alger est dominée par une énorme basilique, aussi inesthétique et encombrante que le « Sacré-Cœur » de Paris : Notre-Dame d'Afrique. Bien que la population musulmane soit aujourd'hui en majorité, dans la plupart des villages, le clocher de l'église se dresse en maître. Un peu partout, les missions des Pères Blancs poursuivent la chimère de la conversion des « infidèles ».

Le culte musulman a été purement et simplement confisqué par l'administration française, qui semble n'avoir jamais entendu parler de certains principes républicains tels que la liberté des cultes et la séparation du culte et de l'Etat, ou qui, plus exactement, ne les ignore que lorsqu'il s'agit de la religion islamique. C'est elle-même qui recrute les desservants du culte musulman, parmi les créatures à sa solde, qui lui ont donné suffisamment de gages de leur servilité. Comme l'écrivait récemment dans un mémoire l'Association des Oulamas d'Algérie : « Le gouvernement a créé en Algérie un culte nouveau auquel il a donné le nom d'« Islam algérien » et qui n'est rien moins qu'une administration religieuse instituée... dans le but de consolider les positions du colonialisme en terre algérienne »¹.

1. *Mémoire sur la séparation du culte et de l'État présenté à l'Assemblée algérienne par l'Association des Oulamas d'Algérie, 1950, p. 12.*

LES TEMPS MODERNES

L'Association des Oulamas d'Algérie s'est créée pour défendre la liberté du culte musulman et pour suppléer à la carence de l'administration en matière d'enseignement de la langue arabe. Sans aucune subvention des pouvoirs publics, qui, au contraire, la voient d'un fort mauvais œil et multiplient contre elle les tracasseries, elle a réussi à ouvrir 160 écoles primaires privées dans lesquelles 30 à 35.000 élèves apprennent l'arabe. Encore 20.000 d'entre eux ne suivent-ils des cours que les jeudi, dimanche et jours fériés. En outre, l'Association a créé un certificat d'études primaire indépendant de l'enseignement officiel. A Constantine, elle a ouvert une institution primaire supérieure, qui enseigne en arabe un millier de garçons. Enfin, elle organise l'envoi d'étudiants algériens dans les universités arabes étrangères, à Tunis, au Caire, en Iraq. Au cours de la visite que j'ai faite à ses dirigeants, j'ai posé nettement la question : « Si la France se décidait à donner en Algérie un enseignement *franco-arabe*, comme elle l'a fait en Tunisie, vous y rallieriez-vous ou ne voulez-vous que d'un enseignement purement arabe ? » La réponse a été immédiate et catégorique : « *Bien sûr, nous serions d'accord ! Notre raison d'être, c'est seulement d'assurer la survie de la langue arabe tant qu'elle ne sera pas enseignée officiellement aux Algériens.* »

**

Le crime spirituel commis par le colonialisme en Algérie dépasse certainement de beaucoup le crime matériel. Aussi est-ce lui qui a inspiré au fameux *Manifeste* de 1943 ses cris de révolte les plus retentissants. Il y est dit que « l'Algérie musulmane » a subi « une véritable destruction révolutionnaire », que les « Algériens musulmans » ont été « à tel point dépossédés et asservis » qu'ils apparaissent « dans leur propre pays, comme de misérables étrangers »¹. Ce sentiment de frustration et de déracinement fait de l'Algérien musulman, comme de l'Indien américain, un être taciturne et triste.

Mais cette espèce de prostration, de neurasthénie qui frap-

1. *Du Manifeste à la République algérienne*, 1948, p. 33.

PITIÉ POUR LE MAGHREB

pent le visiteur de l'Algérie « indigène » ont aussi des causes plus récentes. Après un siècle de décourageante servitude, les Algériens avaient repris espoir. L'après-guerre leur apporta enfin le suffrage universel. Ce n'était pas exactement ce qu'ils voulaient, puisqu'ils aspiraient, non à l'assimilation, mais à l'autonomie ou même à l'indépendance. Et puisque, aussi, l'injuste système du double collège conférait à un million d'Européens la même représentation qu'à huit millions d'autochtones. Cependant le bulletin de vote constituait pour eux une arme non négligeable et dont ils usèrent aussitôt avec succès. Mais ce qu'on leur donna d'une main, on le leur reprit de l'autre. Le gouverneur S.F.I.O. Naegelen fit, selon l'expression de Ch. André Jullien « de la fraude électorale une institution d'Etat ». Les élections furent préfabriquées tout comme dans les régimes totalitaires¹. Cette « tricherie »² a profondément révolté les Algériens, et même les plus modérés d'entre eux ont aujourd'hui perdu confiance en la France. Ferhat Abbas me l'a dit sans détour.

Ensuite, l'Algérie musulmane ne s'est pas encore remise de l'effroyable saignée de mai 1945. On n'est pas suffisamment informé en France, ou bien on a déjà oublié, ce véritable « génocide » qui, dans la province de Constantine, coûta la vie à des dizaines de milliers d'autochtones, peut-être quarante ou cinquante mille³. On est d'autant moins renseigné que l'enquête sur le drame, à peine ouverte, a été naguère étouffée par ordre du général de Gaulle. Comme hier au Maroc, les troubles semblent avoir été, à l'origine, l'œuvre d'agents provocateurs. Mais, quand le sang eut commencé de couler, l'indigène, ce révolté latent, perdit vite la tête. Et, pendant deux mois, les efforts conjugués de l'armée, de la marine, de l'aviation, des colons constitués en « garde civique » firent de la répression une véritable boucherie. On a fusillé en série, à la mitrailleuse, et fait disparaître des montagnes de cadavres dans les fours à chaux d'Héliopolis. La jeunesse surtout, la fine fleur de la jeunesse

1. Ch. André Jullien, *Op. cit.*, p. 324, 330, 334.

2. Lettre de M. Fonlupt-Esperaber, député M.R.P., au Ministre de l'Intérieur (S.F.I.O.) Jules Moch.

3. Ch. André Jullien, *op. cit.*, p. 301, 307; — *du Manifeste*, cit., p. 68; — *Le problème algérien, atteinte aux droits de l'homme, III, violation des libertés individuelles*, décembre 1951, p. 6-13.

LES TEMPS MODERNES

musulmane, a été fauchée. D'où ce regard indéfinissable, fait de désespoir silencieux et de colère inapaisable, que l'on voit aux visages, dans le Constantinois.

Le nom du sanglant préfet de Constantine, Lestrade-Carbonel, sera à jamais maudit par le peuple algérien et devrait l'être par tous les Français qui n'aiment point que l'on déshonore la France.

LE DRAPPEAU ROUGE

ORGANE DU RECROUEMENT
REVOLUTIONNAIRE ACTION SOCIALISTE
ET EVOLUTIONNAIRE

REDACTION — ADMINISTRATION : 6, BOULEVARD FERRONNIERE — PARIS (9^e)
TEL : PROVENCE 18-68
Drapeau Rouge No 28

EN ALGÉRIE TERREUR GAULLISTE

DEPUIS le 8 avril, vingt-deux élus du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, jetés dans les prisons, font la grève de la faim ; plusieurs ont dû être hospitalisés. Un mouvement analogue s'étend dans toutes les régions. Et les tribunaux de Mascara, Sétif, Tizi Ouzou et d'autres jugent et frappent des militants pour « atteinte à la souveraineté française ». De nouveaux grévistes de la faim sont empilés dans les cellules de la souveraineté française.

Atteints à la souveraineté, méconnaissance des « droits » acquis par la force des souverains, gros colons et hauts fonctionnaires, révolte du serf contre les persécutions, contre les exactions « légales » d'une caste de profiteurs racistes... Ah ! ce crime de lèse majesté ! Quelle tarte à la crème pour les seigneurs du R.P.F. patronnés par ce M. Naegelen, socialiste de son état !

Tu votes pour Ferhat Abbas ou Massali Hadj ? Lèse majesté.

Des cordons de police entourent les bureaux de vote, on te fouille, on trouve sur toi un bulletin non conformiste ? Lèse majesté. Tu affirmes publiquement ce que le monde entier sait maintenant : que le scrutin a été impudemment truqué, que ton suffrage était dans l'urne avant qu'on t'en laisse approcher ? Lèse majesté.

Tu exprimes ton mécontentement, tu montres ta misère ? Lèse majesté.

Tu te tais, tu te caches ? Lèse majesté.

La bande des élus de la filaille, des élus des mitraillettes et des gaz lacrymogènes, la bande des R.P.F. est déchaînée. Il ne suffisait pas à ces cravacheurs de montrer une comédie électorale qui n'a trompé personne. Il leur faut encore se venger de la peur qui les tenaille toujours. On n'a rien à leur apprendre sur

la paleur représentative de l'Assemblée algérienne. Un couvercle posé sur une

majorité de leurs militants, qu'ils poursuivront malgré tous les obstacles le rassemblement et l'éducation des masses algériennes pour une libération qui ne soit pas provoquée seulement par les outrances de leurs « souverains ». Une libération qui délivre le peuple de ses exploités blancs, mais, aussi des exploités indigènes, qui ne



LIBERTE EN ALGERIE

mite qui menace d'éclater. Ça va sauter ; deux jours de vis en plus ; ça sau.era plus tard, avec plus de violence, mais plus tard. Gagner du temps.

Très bien. Mais puisque le vrai visage de l'Union française est ainsi mis en pleine lumière, puisque la légalité du plus fort couvre tous les crimes, tous les vols, tous les mensonges, puisque le droit du « civilisé » est de tuer, de piller, de mentir, puisque le « sauvage » (!) est accusé de désespoir, refoulié dans l'illégalité, alors, tous les moyens qui seront employés par les autonomistes et les fédéralistes algériens sont, par avance, légitimés. Tous. Même les actes les plus aventuristes, même les réponses les plus folles aux provocations colonialistes ne dépasseront jamais en horreur et en ignominie les violences des vichyssois algériens et de leur chef d'orchestre social jésuite Naegelen.

Sans doute conservons-nous l'espoir que les dirigeants du M.T.L.D. et du parti du Manifeste sauront faire preuve de sang-froid, qu'ils pourront préserver de la répression la

soit pas, comme réponse au racisme blanc, un mouvement raciste arabe.

Mais nous déclarons que notre appui, notre action pour la dissolution de la prétendue Assemblée prétendument algérienne, pour l'instauration d'une libre république algérienne, sont indépendants de l'action que le peuple algérien entendra poursuivre ou sera contraint de mener pour l'obtention de ses droits.

C'est pour ces raisons que nous pouvons parler de soutien inconditionnel de la lutte du peuple algérien.

Sur tout le territoire de la métropole, les militants de l'A.S.R. se mettront en rapport avec les représentants des organisations ouvrières, avec tous ceux qui sont conscients du danger que représente pour nous l'instauration de la terreur gaulliste sur le « terrain d'essai » africain. Nous devons obtenir la suppression de l'Assemblée truquée, le châtiement des artisans de l'élection à la matraque. Nous devons aider le peuple algérien à conquérir le droit de disposer librement de lui-même.

Yves DECHEZELLES.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- BEN KHEDDA Benyoucef, *Les origines du 1er novembre 1954*, Editions Dahlab, Alger, 1989.
[Le témoignage d'un ancien dirigeant du MTLD, centraliste puis ayant rejoint le FLN].
- BENOT Yves, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IVe république et la mise au pas des colonies françaises*, Editions La Découverte, collection textes à l'appui, Paris, 1995.
- BIONDI J.-P., *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Les Hommes et l'Histoire, Robert Laffont, Paris, 1992.
- FOURNIER Alain, *La Quatrième Internationale en France et les questions coloniales, 1944-1951*, mémoire de maîtrise, Université de Dijon, 1972.
[Un travail universitaire sur la question, qui reste essentiellement limité à une étude de la presse militante].
- GUERIN Daniel, *Au service des colonisés*, Editions de Minuit, Paris, janvier 1954.
[Recueil d'articles allant de l'entre-deux-guerres à « Pitié pour le Maghreb », de janvier 1953].
- HARBI M., *Aux origines du FLN, le populisme révolutionnaire en Algérie*, Bourgois, Paris, 1975.
- HARBI Mohammed, *Le F.L.N., mirage et réalité – des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Les éditions Jeune Afrique, Paris, 1985
- LANUQUE Jean-Guillaume, « Messali Hadj et les trotskystes français (1945-1954) », in *CIRTA*, numéro 18, juillet 2000, p.20 à 22.
[La version raccourcie d'une communication faite à un colloque sur Messali Hadj].
- MEKHALED Boucif, *Chroniques d'un massacre – 8 mai 1945*, Syros / Au nom de la mémoire, Paris, 1995.
[Une reconstitution extrêmement détaillée des événements de mai 1945].
- OCI , Quelques enseignements de notre histoire, supplément à La Vérité n° 548, mai 1970
-
- SIMON Jacques, *Messali Hadj (1898-1974), la passion de l'Algérie libre*, Editions Tirésias, Paris, 1998.
[Une biographie érudite, tirée d'une thèse de doctorat, qui remplace celle de B. Stora].
- WISNER Sylvain, *L'Algérie dans l'impasse*, Spartacus, 1948.

Imprimé au siège de l'association, 28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de la publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 18,50 € pour 4 numéros
23 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*
**

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet ; <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

Cahiers du Mouvement Ouvrier

Prix du numéro 7,65 €
Abonnement un an (quatre numéros) 27,50 €
Abonnement à destination d'un pays étranger 30 €

Collection des 16 premiers numéros 60 € (+10 € de frais d'envoi)

Sortie du n°18 début octobre